

LES

RELATIONS

Politiques et Economiques

entre

la CHINE et les PUISSANCES

de 1842 à 1860

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE

A LA FACULTE DES LETTRES DE PARIS

PAR

MAO - YEE - HANG



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

45, Quai Gailleton, 45

Téléphone 63-55

—
1923



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547525_0016

LES
RELATIONS
Politiques et Economiques
entre
la **CHINE** et les **PUISSANCES**
de 1842 à 1860

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE

A LA FACULTE DES LETTRES DE PARIS

PAR

MAO - YEE - HANG



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

45, Quai Gailleton, 45

Téléphone 63-56

—
1923

Les RELATIONS POLITIQUES et ÉCONOMIQUES ENTRE LA CHÎNE ET LES PUISSANCES

De 1842 à 1860.

INTRODUCTION

Parmi les ouvrages des historiens chinois traitant des rapports de la Chine avec les puissances étrangères, il n'existe pas de manuel d'histoire politique et diplomatique qui puisse se comparer aux ouvrages de M. Emile BOURGEOIS. Les ouvrages chinois de politique étrangère ne sont que des relations personnelles, qui se rapportent à des expéditions ou à des conférences diplomatiques auxquelles les auteurs ont participé. Ce sont aussi parfois des comptes rendus rédigés par les commerçants des ports qui furent en relation avec les étrangers.

Ces études monographiques ne constituent pas, à proprement parler, des ouvrages historiques mais elles sont des sources dont l'historien a besoin et qu'il doit contrôler et rectifier. La valeur de ces sources est souvent discutable. Les narrations personnelles restent trop souvent entachées de passion, la partialité fausse, la vérité historique. Le véritable historien se voit souvent obligé d'écarter certains de ces documents. La valeur historique des documents officiels est encore plus sujette à caution. La critique a fort à faire pour démêler la vérité dans les archives du ministère chinois des affaires étrangères. Selon M. Seignobos on ne peut pas toujours se fier aux actes authentiques, qui sont entachés d'erreur tout comme les relations privées. Le patriotisme, l'intérêt général

incitent souvent au mensonge. Les archives du ministère chinois des affaires étrangères contiennent tant de passages mensongers au sujet des relations diplomatiques avec les puissances étrangères avant 1860 que nous ne pouvons pas établir sur elles. Lorsqu'en 1857 par exemple les environs de Canton furent occupés par les forces anglaises, M. Yen Ming Sin, Gouverneur Général de Canton, annonça à la cour de Pékin sa victoire sur les « barbares ». Ainsi les documents chinois qui sont à notre disposition obligent l'historien à des rectifications importantes.

Si les Chinois n'attachent pas d'importance aux affaires diplomatiques c'est que d'abord les relations de la Chine avec les puissances à cet égard, ne se sont développées que tout récemment. Les rapports permanents, au point de vue diplomatique, entre la Chine et les puissances étrangères ne datent que de 1860 et de 1878.

Pendant la période qui nous intéresse, de 1842 à 1860, les relations diplomatiques de la Chine avec les pays occidentaux ne furent pas constantes. Les puissances étrangères ont voulu appliquer en Chine la politique qu'elles avaient expérimentée dans les Indes et dans les colonies depuis plusieurs siècles. Depuis, elles ont employé les mêmes méthodes en Afrique. Les représentants de la Grande-Bretagne en Chine étaient, en même temps, gouverneurs de Hong-Kong. et surintendants du trafic. Ils se recrutaient d'ordinaire parmi les anciens employés de la Compagnie des Indes ou parmi des officiers pourvus d'une longue expérience en matière coloniale. Les Chinois d'autre part considéraient les étrangers comme des pirates de la haute mer. Depuis le ^{xvii}^e siècle en effet nos provinces maritimes avaient été à maintes reprises pillées par les Portugais, par les Hollandais, par les Japonais. Le peuple chinois et les autorités officielles, persuadés que les gens venus de la haute mer étaient des pirates, englobaient dans un même mépris tous les étrangers, sans distinction de nationalités. Ils les considéraient avec défiance et se souciaient fort peu d'entrer en relations étroites avec eux. Les Anglais, d'ailleurs, avaient toujours eu recours dans leurs relations avec les Chinois à des mesures comminatoires

et coercitives. La défiance vis-à-vis des étrangers n'avait donc rien d'anormal. C'est pourquoi la Chine plaçait les affaires étrangères sous la direction immédiate du gouverneur général de Canton et les rattachait indirectement à Li Fan-Yan, c'est-à-dire au ministère des colonies. Il n'y avait pas de relations diplomatiques directes entre Pékin et Paris ou Londres ; le malentendu s'accroissait entre les peuples, aussi n'attribuait-on alors aux rapports diplomatiques qu'une importance réduite. On ne leur consacrait pas d'étude.

L'Histoire politique n'intéressait que peu de Chinois. Sous un régime de monarchie absolue, la liberté d'opinion compte peu. On ne voulait pas parler des affaires politiques dans lesquelles les ancêtres du souverain avaient joué un rôle : on craignait en effet de les insulter et de subir la peine de mort. Au début de la dynastie mandchoue, de brillants historiens avaient été condamnés à mort simplement parce qu'ils s'étaient moqués de l'ignorance du monarque mandchou en ce qui touchait la civilisation chinoise. D'autre part les rapports de la dynastie mandchoue avec les puissances étrangères n'étaient pas glorieux. Les souverains chinois n'avaient enregistré aucune victoire diplomatique, aucun succès militaire. Au contraire, lentement, mais sans cesse, ils avaient fait des concessions aux étrangers. L'histoire diplomatique de la Chine au xix^e siècle est remplie d'incidents peu glorieux et de honteuses défaites qui menaçaient non seulement l'honneur mais l'existence même de la monarchie. On avait raison de croire que les rébellions des Taïpings étaient encouragées par les défaites infligées à la maison mandchoue par les puissances étrangères. Mais la Cour de Pékin voulait cacher sa honte pour continuer à dominer le peuple chinois ; ainsi les historiens évitaient par prudence de traiter les questions politiques. On les voit se dépenser dans d'autres domaines s'occuper de l'histoire des doctrines qui exige une méthode de critique moins compliquée et qui ne soulève pas la colère de la Cour.

Peu d'ouvrages européens qui traitent des affaires en Chine méritent des éloges. Nous n'avons pu trouver parmi eux aucun livre qui puisse être utilisé comme manuel d'histoire

diplomatique de la Chine contemporaine. Les difficultés sont grande en effet pour les auteurs étrangers. Si l'on veut étudier l'histoire d'un peuple, il faut comprendre sa psychologie. A cette époque la psychologie chinoise était incompréhensible pour les Européens qui avaient négligé l'étude de la civilisation et des institutions de la Chine.

Des auteurs étrangers portaient sur les Chinois des jugements analogues à ceux dont ils gratifiaient d'autres peuples sans aucune civilisation. Aussi leurs ouvrages étaient-ils de peu de valeur, sauf quelques-uns, car il n'y a pas d'histoire sans psychologie. Il faut comprendre les sentiments, les traditions des peuples dont on étudie l'évolution. Cependant les études que le professeur Henri Cordier a consacrées aux affaires de Chine sont dignes d'estime. On compte parmi les œuvres principales de cet écrivain : *Bibliothèque Sini ca*, *l'Histoire diplomatique de la Chine depuis 1860* et plusieurs articles parus dans la *Revue de T'oung Pao*. M. Cordier s'est contenté de recueillir une bibliographie et des documents. Nous ne trouvons guère dans son « histoire diplomatique » que des documents précédés de courts commentaires ou des analyses de textes, ou bien encore des critiques personnelles. Un tel ouvrage n'est évidemment pas de même genre que ceux de MM. . Bourgeois et Débidour. Cependant les efforts de M. Cordier sont très appréciables ; ils ont fait connaître quelques périodes de l'histoire de la Chine et les ouvrages de cet historien sont des sources de valeur qui peuvent nous servir de guide dans notre étude.

Les documents européens contiennent autant de mensonges et d'erreurs que les documents chinois. Les agents diplomatiques étrangers avaient l'habitude de créer des difficultés entre la Chine et les nations qu'ils représentaient. Au moment où ils présentaient leurs rapports à leurs gouvernements respectifs ils rejetaient toujours sur les Chinois tous les torts et, quoique coupables, ils dégageaient toujours leur responsabilité. Mais la critique historique doit porter aussi sur les documents authentiques. Les archives des ministères des affaires étrangères permettent d'apprécier les véritables mobiles de la politique des puissances étrangères à l'égard de la

Chine. La politique européenne durant cette période est le centre de toute activité : la Chine en effet demeure passive. Mais bien des documents des archives des ministères restent secrets, nous n'avons pu du moins nous les faire communiquer et nous déplorons les difficultés de cet ordre que nous avons rencontrées dans notre tâche. Cependant les documents publiés permettent de préciser l'histoire d'une période déterminée.

Les monographies européennes sont toutes imprégnées de sentiments anti-asiatiques. Toutefois ces textes sont utiles, car ils permettent d'apprécier les défaites et de prévoir la ruine de la dynastie mandchoue. A cet égard les monographies chinoises déforment les événements ou les passent sous silence. En outre, les auteurs étrangers jugent parfois la situation générale de la Chine avec plus d'exactitude que les Chinois eux-mêmes. Mais les ouvrages étrangers ne sont que des sources qui doivent être critiquées de très près. L'analyse psychologique doit jouer un rôle capital. Elle permettra d'éviter bien des erreurs.

D'ordinaire, pour établir une histoire diplomatique il suffit d'analyser les rapports qu'eurent entre eux les Etats, et d'étudier les relations politiques. L'histoire diplomatique de la Chine exige une méthode tout à fait différente. Pour comprendre nettement les événements diplomatiques il faut pénétrer dans le domaine économique. Les puissances occidentales se sont efforcées en effet d'appliquer en Chine leur politique. On ne comprendra jamais les causes fondamentales de la guerre de 1842 entre la Chine et l'Angleterre si l'on n'étudie pas la crise économique et la poussée colonisatrice de l'Angleterre durant la première moitié du xix^e siècle. De même on ne pourra guère saisir les raisons profondes qui poussèrent l'Angleterre et la France à s'engager dans l'expédition de Chine, en 1857, si l'on ne tient pas compte des échecs enregistrés par la politique commerciale de l'Angleterre depuis 1842 et par la politique religieuse de la France depuis 1844. C'est pour se procurer des richesses, pour exploiter des territoires coloniaux que les étrangers sont venus en Chine. Ainsi l'histoire diplomatique de la Chine se distingue de

celle des nations européennes parce qu'elle fut toujours liée à cette époque à des intérêts d'ordre économique. Les relations diplomatiques véritables n'étaient qu'à demi établies. Les agents diplomatiques étrangers pouvaient se brouiller avec les autorités chinoises et réclamer des concessions exagérées, sans raisons sérieuses, si les intérêts économiques de leurs nations l'exigeaient. Ils violaient le droit des gens et les usages diplomatiques au moins autant que les Chinois, ils ne se gênaient pas pour ouvrir les hostilités sans déclaration de guerre. Leur seul souci était d'obtenir des avantages matériels aussi importants que possible pour leurs gouvernements respectifs. Nous ne saurions trop le répéter, la politique économique et coloniale des grandes puissances dirige toutes les affaires diplomatiques de la Chine à cette époque. C'est pourquoi nous avons l'intention d'incorporer l'évolution économique à notre histoire diplomatique. La méthode n'est pas nouvelle : les auteurs anglais, MM. Morses et Sargeant, l'ont déjà appliquée.

L'histoire des relations internationales de la Chine peut se diviser en trois périodes, au double point de vue diplomatique et économique. La première période commence en même temps que le premier contact entre la Chine et les puissances étrangères, avec lesquelles les rapports n'avaient pas été permanents. Les relations se développèrent lentement jusqu'en 1842. A cette époque un traité vint définir les rapports diplomatiques et commerciaux. La deuxième période s'étend de 1842 à 1860. Les puissances étrangères forcèrent alors la Chine à entrer définitivement dans la voie des rapports diplomatiques et à permettre le libre développement du commerce étranger sur son territoire. Pendant cette période la lutte fut acharnée. Les grandes puissances voulaient établir leur prépondérance économique. La Chine désirait se libérer du joug économique des étrangers. C'est « la période du conflit ». La troisième période s'étend de 1860 jusqu'à nos jours : la Chine capitule définitivement.

Nous avons choisi la seconde période comme l'objet de cette étude parce qu'elle nous permettra d'assister à l'évolution de la diplomatie chinoise vers la capitulation définitive.

Nous pouvons pendant cette époque de transition suivre les empiètements économiques des grandes puissances. Cependant les procédés diplomatiques des grandes puissances étrangères ne sont dignes d'être relatés que depuis 1857. A cette date la guerre venait d'éclater entre la France et l'Angleterre d'une part, la Chine d'autre part. Les événements diplomatiques antérieurs à 1857 étaient considérés comme des incidents locaux, comme des affaires de détail. Cependant, à partir du traité de Nankin (1842), dont les conséquences surtout économiques sont à l'origine de la guerre de 1858, les empiètements des puissances étrangères méritent d'être étudiés de près.

Nous prétendons que le domaine économique et le domaine diplomatique se pénètrent, nous croyons que l'évolution économique après 1842 fut une des causes profondes de la guerre de 1858, c'est pourquoi nous diviserons notre travail en trois parties :

- 1° Les conséquences du premier traité.
 - 2° Les tentatives de revision ; les traités de 1858.
 - 3° Les dernières tentatives de 1860.
-

PREMIÈRE PARTIE

Les conséquences du premier traité.

Le période que nous avons l'intention d'étudier commence en 1842. C'est pourquoi nous nous abstiendrons de relater les débuts de la guerre et de faire l'historique des événements qui aboutirent à la conclusion de la paix. Nous nous bornerons dans la première partie de notre étude à analyser les clauses du traité de Nankin et des traités ultérieurs qui furent la suite logique du premier. Nous analyserons le projet initial du gouvernement anglais et le but poursuivi par la politique. Nous tenons surtout à remettre en lumière les conséquences des traités qui, sous l'apparence pacificatrice, amèneraient des faits économiques dangereux pour la Chine.

Afin d'obtenir plus de clarté, nous avons divisé cette première partie en six chapitres :

CHAPITRE I. — Les premiers traités. Clauses diverses.

CHAPITRE II. — Le Commerce et les Douanes de 1842 à 1856.

CHAPITRE III. — L'Evolution de Hong-Kong et de Macas de 1842 à 1856.

CHAPITRE IV. — L'Evolution de cinq ports de 1842 à 1856.

CHAPITRE V. — Les Taipings et le Christianisme de Chine de 1842 à 1856.

CHAPITRE VI. — Conclusion.

CHAPITRE PREMIER

Les premiers Traités. — Clauses diverses.

Le traité de Nankin. — Une date dans l'histoire du commerce chinois. — Les instructions de Palmerston. — Les réalisations de Sir Pottinger. — Le surintendant du commerce. — Hong-Kong. — Les Chousan. — Des ports ouverts. — Les juridictions consulaires. — Les navires de guerre. — Le règlement de la dette. — Dommages de guerre. — Paiement de l'opium confisqué. — Le Cohang. — Les droits de douane. — Les suites du traité de Nankin. — Conférence de Canton. — Traité avec le Portugal. — Traité de Wanghia. — Traité avec la France. — Les rapports avec la Belgique, avec la Suède et la Norvège. — Les Américains et la contrebande. — Protection des catholiques accordée à la France. — Conclusions.

Le traité de Nankin mit fin à la guerre de l'opium. Il fut signé le 29 août 1842 par M. Ki-Ying commissaire impérial de Deux Kiangs, d'une part, et par Sir Pottinger représentant la Grande-Bretagne d'autre part. C'est le premier traité de l'époque contemporaine signé avec l'Angleterre, il précède tous les accords qui réglèrent les relations de la Chine avec la France et les Etats-Unis. De plus, il servit de modèle aux traités ultérieurs.

Jusqu'en 1838, ce fut la Chine qui dicta les termes des accords réglant les relations politiques et commerciales avec les étrangers. Elle imposait ses volontés aux puissances et à leurs ressortissants. A partir de 1842, les rapports avec les étrangers dépendirent de conventions préalablement établies : mais le fait caractéristique est que les puissances étrangères dicteront désormais leurs volontés à la Chine.

Les clauses essentielles du traité tel que le désirait Palmerston étaient les suivantes (1) :

- 1° Ouverture de cinq ports (et d'autres, le cas échéant) ;
- 2° Installation de consuls dans les ports ouverts ;
- 3° Cession à perpétuité d'îles côtières ;
- 4° Indemnité en compensation de l'opium confisqué ;
- 5° Abolition du Cohang. — Liquidation par le Gouvernement chinois des dettes du Hang commerçant ;
- 6° Indemnité de guerre ;
- 7° Prescription de la méthode du paiement de la dette et des indemnités ;
- 8° Evacuation du territoire après paiement intégral de la dette.

Le gouvernement anglais ne prévoyait pas l'exécution complète de ce projet. Il était disposé à ne pas exiger la cession territoriale et les concessions d'ordre politique, s'il obtenait des avantages économiques. Les Chinois pouvaient ou bien céder Hong-Kong aux Anglais ou diminuer les droits de douane sur les importations britanniques. Londres leur laissait le choix entre les deux solutions (2). Mais Sir Pottinger exigea toutes les concessions.

On avait prévu d'autres stipulations qui furent insérées dans le traité et dans les conventions ultérieures ; c'étaient les clauses concernant le traitement de « la nation la plus favorisée » au point de vue des droits de douane, le privilège de juridiction consulaire concédé aux étrangers, la

(1) MORSE. *The International Relations of the Chinese Empire*. Tome I, pp. 299-300.

(2) *Ibid.*

limitation du transit. Lord Palmerston prévoyait ces clauses dans ses instructions adressées à Sir Pottinger (1).

Le traité de Nankin n'améliorait pas les relations diplomatiques d'avant la guerre. Le représentant de la Grande-Bretagne, au lieu de rester à Macao résidait désormais à Hong-Kong. Il était chargé des fonctions de Surintendant du commerce et de gouverneur général de Hong-Kong. Ce n'était un agent diplomatique que de nom ; en réalité il s'occupait surtout d'affaires coloniales et commerciales.

Du côté chinois, le gouverneur général des Deux-Koungs fut chargé des fonctions de ministre des affaires étrangères avec les puissances occidentales. Ainsi les véritables relations diplomatiques entre les Etats n'existaient pas, puisqu'il y avait deux intermédiaires : le gouverneur général des Deux-Koungs d'une part, le gouverneur de Hong-Kong d'autre part.

Les agents diplomatiques des puissances étrangères autres que l'Angleterre restaient à Macao. La correspondance entre le gouvernement chinois et les gouvernements étrangers fut désormais échangée sur un pied de parfaite égalité. Le mot « barbare » appliqué aux puissances étrangères disparut des documents chinois. (Nankin, art. 2.)

La Grande-Bretagne avait convoité les Chousan, qui lui avaient été plusieurs fois recommandées par les agents de la Compagnie des Indes. Bien des publicistes approuvaient le choix de ces îles. Elles sont en effet situées à l'embouchure du Yan-Tsé-Kiang qui draine huit provinces. Elles pouvaient devenir le seul centre du commerce de la Chine. Mais dans la réalité les avantages qu'elles offraient étaient minimes. A cette époque en effet — alors que les avantages commerciaux primaient toute autre considération, — le commerce étranger avait son centre dans le sud de la Chine et non le long du Yan-Tsé. Il semblait préférable aux Anglais de continuer à développer leur commerce dans le sud où la population prenait goût aux produits européens. Dans le nord le succès des transactions commerciales était incertain.

(1) MORSE. Op. cit. Appendix A.

Or les Anglais visaient toujours le profit immédiat. Ils choisirent donc comme entrepôt Hong-Kong, au lieu de Chousan. D'ailleurs, le port de Tinghaï aux Chousan était plus petit que celui de Hong-Kong. Il se peut aussi que les préférences du capitaine Elliot, soient dues à des considérations d'un autre ordre. Les Anglais avaient employé des capitaux à la construction du port et des établissements commerciaux de Hong-Kong. Elliot avait lui-même des intérêts dans ces entreprises. La cour de Saint-James craignait aussi de soulever la jalousie des autres puissances en étendant précipitamment sa sphère d'influence au delà des provinces méridionales de la Chine : La France avaient en effet l'intention de prendre pied à Chousan, les ambitions de la Russie visaient la Chine du Nord. Ces aspirations n'étaient point ignorées de l'Angleterre. Sa prudence l'invita à ne point s'emparer des Chousan.

Dans le plan initial de Lord Palmerston les cinq ports ouverts ne devaient être utilisés que pour l'introduction des marchandises anglaises dans la Chine ultérieure. Il ne s'agissait pas d'y établir des settlements ou des concessions destinées à servir de bases commerciales comme Hong-Kong. Ce qu'on voulait en Europe c'était seulement : abolir le Cohang et rendre libre le commerce. Dans ce dessein la Grande-Bretagne exigeait l'ouverture de Shanghai, Ningpo, Canton, Amoy et Foutchéou non seulement à ses nationaux mais aux ressortissants des autres puissances. Elle se contentait de la politique des ports ouverts parce qu'elle se rendait compte de l'impossibilité d'ouvrir toute la Chine au commerce. Mais peu à peu les ports ouverts devenaient le centre d'une sphère d'influence ; ils ne différaient plus de Hong-Kong ni de Macao, si l'on excepte leur condition juridique. Ils restaient au début nommalement à la Chine, puis ils devenaient des ports internationaux, tandis que Hong-Kong demeurerait sous la domination exclusive de la Grande-Bretagne. Mais cette évolution n'était point conforme aux clauses du traité de Nankin qui ne l'autorisait nullement.

Le traité de 1842 permit l'installation d'un consulat dans les ports ouverts. Le consul en dehors de ses fonctions com-

merciales reçut des attributions diplomatiques. Le traité avait accordé aux étrangers le droit d'extraterritorialité, qui est réservé en Europe aux agents diplomatiques. Les consuls exerçaient leur juridiction sur les ressortissants de leur nation respective. Palmerston avait proposé qu'en cas de contestation avec les étrangers, les sujets britanniques s'ils étaient défenseurs, seraient jugés par la cour britannique présidée par le consul. Cette proposition ne fut stipulée qu'en 1876 par la convention de Chepoo. Il fut arrêté, en 1842, que si un étranger était accusé d'un crime ou d'un délit, il serait interrogé par le consul ou le fonctionnaire compétent de sa nation. La loi et le juge chinois n'intervenaient pas. Pour le civil, si les deux parties étaient étrangères, les autorités chinoises n'intervenaient pas; si l'une des parties était étrangère, l'autre chinoise, une mesure d'arbitrage intervenait entre le consul et les autorités chinoises, au cas où le consul n'arrivait pas à arranger les choses à l'amiable (Wanghia, art. 24-25, Whanpoa 25-28, gen. Reg. 13).

Les traités autorisaient les puissances étrangères à faire mouiller chacune un bateau de guerre dans les ports, sous prétexte de protéger leurs nationaux. Cette flotte était prépondérante dans les eaux chinoises, car la Chine ne possédait pas de marine à vapeur. Une clause restrictive stipulait qu'en cas de remplacement d'une unité navale les autorités chinoises seraient averties par avance (gen. reg., art. 14, Whampoa, art. 30, Wanghia 32).

Selon le traité de Bougue, en 1843, l'évacuation du territoire occupé devait avoir lieu après le paiement complet de l'indemnité. En conséquence, les Chousan furent évacuées le 25 juillet 1846.

Le traité de Nankin imposait à la Chine des obligations financières très lourdes. Les clauses économiques insérées dans l'accord marquent le début d'une ère nouvelle dans l'histoire économique de la Chine.

L'indemnité qu'imposait le traité de 1842 s'élevait à 21 millions de dollars chinois (Nankin 4, 5, 6). Le délai de paiement était fixé à trois ans et demi. Le paiement s'effectuait en grande partie sous forme de lingots et de monnaie

métallique qui furent transportés à Londres et à Calcutta. La rareté de la monnaie métallique aggravée par le versement de l'indemnité indiquait un manque de capitaux et faisait pressentir la grave crise monétaire qu'allait traverser la Chine dans les années suivantes. L'abondance de l'argent sur le marché de Londres le faisait tomber au-dessous du pair. Cette situation était grave pour la Grande-Bretagne, la baisse du change en Chine diminuait la capacité d'achat des Chinois. Malgré l'ouverture des cinq ports, le commerce anglais ne pouvait prospérer.

Dans le chiffre de l'indemnité ont trait une somme de trois millions de dollars destinés à payer la dette du Hong (*Guild chinois*, Nankin, art. 5). Les sommes à ce titre ne s'élevaient qu'à deux millions et demi ; cinq cent mille dollars étaient réservés au règlement des dettes contractées avant 1837. Les Anglais réclamaient ce paiement que les commerçants de Hong prétendaient avoir effectué (1). C'était une méthode scandaleuse et sans précédent que d'obliger l'Etat à rembourser les dettes des particuliers. Mais les Anglais assumaient que le Hong avait avec le monopole du commerce, un caractère semi-officiel. Selon eux, le gouvernement chinois avait recommandé aux commerçants anglais d'entrer en rapport avec le Hong, il était donc responsable des dettes contractées.

Les dommages de guerre furent fixés à douze millions de dollars, soit trois millions de livres sterling. Ce chiffre dépassait largement le montant des évaluations en 1841, que Palmerston estimait à un million de livres sterling (2). On a raison de croire que le gouvernement anglais réclamait plus qu'il n'avait dépensé. On vit la Grande-Bretagne transporter à Londres l'argent reçu pour en frapper monnaie, au lieu de l'affecter aux dépenses de guerre.

Le gouvernement chinois était obligé de payer six millions de dollars pour l'opium confisqué en 1839. Ce chiffre correspondait à l'estimation de Palmerston (19.760 caisses à 300 dollars) les marchands d'opium demandaient 600 dollars

(1) House of commons, Paper le 29 juillet 1846.

(2) MORSE. Op. cit. Appendice K.

par caisse (1). Leur proposition ne fut heureusement pas acceptée. Le gouvernement anglais tenait en effet à se montrer modéré car le commerce de l'opium était un négoce de brigands.

L'abandon du Cohang, c'est-à-dire la suppression au monopole chinois du commerce, était le début d'une ère nouvelle dans les relations commerciales (Nankin, art. 5). Depuis que la Compagnie des Indes avait fait abandon de son privilège l'Angleterre voulait imposer à la Chine de nouvelles conditions. Le traité de Nankin revenait au système du commerce libre.

Quant à la douane, Palmerston aurait laissé la Chine libre de fixer ces droits en cas de cession de Hong-Kong. Mais Sir Pottinger profita des circonstances. Il fixa les droits de douane à 5 % ad valorem, sauf pour le thé, pour lequel la Chine avait le droit de fixer les droits à 10 % (2).

Nous empruntons un tableau à l'ouvrage de J.-R. Morisson *Thé Chinese commercial guide*. Il permet de comparer le règlement nouveau au taux fixé par l'accord avec l'Inspecteur général de Canton.

IMPORTATION	Droit ancien Taux Impérial	Taux réel	Droit Nouveau
Coton brut (par pièce)	.298 taels	1.740	.40
Toile grise » »	.069 »	.373	.10
Blanche » »	.285 »	.702	.15
Fil de coton (par picul)	.483 »	2.406	1.00
Drap fin (chang.) 144 inches . . .	.712 »	1.242	.15
EXPORTATION			
Soie de Nankin (picul)	5.276 »	23.733	10.000
Soie de Canton	8.576 »	10.570	10.000
Thé.	1.279 »	6.000	2.500
Sucre	.269 »	.475	.252
Toile de Canton.	1.841 »	2.651	1.000

(1) Return to order, House of Commons le 24 juillet 1843.

(2) SARGEANT, Anglo-Chinese Commerce and Diplomacy, p. 131.

Le droit de mesurage fut aboli par l'accord de 1843 et remplacé par le droit de tonnage à raison de 5 T. par tonne pour les bateaux dépassant 150 tonnes, et de 1 T. la tonne pour les bateaux d'un plus faible tonnage (Bogue, art. 17). C'était un avantage considérable pour les marines marchandes. Le droit de mesurage coûtait 20 fois plus que le nouveau droit de tonnage.

Une note spéciale de juillet 1843 spécifiait que les droits de transit à l'intérieur de la Chine ne pouvaient dépasser le montant des droits d'importation, pour les marchandises qui l'avaient acquitté. On négligeait en effet le droit de transit parce que les charges qu'il imposait ne furent alourdies qu'après le soulèvement de Tai-Pings.

En vertu des traités de 1843 et de 1844, les marchands étrangers entraient en contact direct avec la douane. Ils obtenaient des privilèges spéciaux, tels que la liberté d'engager des pilotes, des interprètes, et de faire charger les bateaux. (Reg. gen., art. 5 et 10.)

La clause de la nation la plus favorisée ne figurait pas dans le traité de Nankin, selon les instructions de Palmerston qui décidait d'abandonner cette demande si Hong-Kong était cédé par la Chine. Cette clause fut cependant implicitement insérée dans le traité de Bogue qui déclarait de manière vague que si la Chine accordait des privilèges nouveaux à une puissance quelconque, ils seraient de plein droit consentis à l'Angleterre sans qu'il y eût besoin de stipulations nouvelles.

Le traité de Nankin amena la conclusion d'accords complémentaires entre la Grande-Bretagne et la Chine. En outre, les traités signés par la Grande-Bretagne incitèrent les autres nations à conclure des règlements analogues.

En 1843, M. Ki-Ting fut nommé commissaire impérial pour régler à Canton, avec les délégués britanniques, les questions relatives au tarif de douane. Comme à la conférence de Nankin, les négociations furent menées non point par les délégués eux-mêmes, mais par des experts des deux nations qui se comprenaient entre eux. Les négociations avaient commencé dès le mois de mars. Les stipulations des règlements généraux du commerce extérieur furent discutées et rédigées

par M. Thomas, interprète de la mission anglaise, assisté de cinq grands négociants anglais, et par M. Hwang En Ting, trésorier provincial de Kountoung (1).

Au début de juin M. Ki-Ying apporta à Hong-Kong la ratification du traité de Nankin et l'échangea avec celle qui avait été faite au nom de la reine d'Angleterre. Sir Pottinger avait désigné le lieu de la rencontre. Après une procédure qui fut cérémonieuse et régulière, on lut une proclamation qui déclarait Hong-Kong possession du Royaume-Uni (2). En conséquence, les règlements généraux depuis longtemps discutés par les experts furent pris en considération par les délégués des deux parties. Elles furent revêtues de signatures. Un traité supplémentaire fut signé à Bogue le 8 octobre.

Pendant le séjour de Ki-Ying à Canton, les autorités portugaises ne manquèrent pas de saisir l'occasion de demander la cession de Macao aux Portugais. Elles auraient voulu s'y installer comme les Anglais à Hong-Kong. Les Chinois refusèrent. Mais il était permis, suivant la convention nouvelle aux commerçants et aux navires portugais, d'entrer librement dans les ports ouverts et d'y jouir des mêmes privilèges que les autres nations.

Les Américains conclurent eux aussi un traité de commerce avec la Chine. M. Cushing, ministre des U. S. A., arriva à Macao le 24 février 1844. Trois jours plus tard, il informait M. Chang, gouverneur général, qu'il était chargé de négocier un traité et qu'il devait se rendre à Pékin pour remettre à Sa Majesté Impériale ses lettres de créance. Le gouverneur général répliqua qu'il était indispensable d'attendre pour le voyage l'autorisation impériale. Il alléguait de plus l'inutilité d'un déplacement puisqu'on pouvait négocier à Canton (3).

En avril 1844, Ki-Ying fut nommé de nouveau gouverneur général et commissaire impérial pour les négociations avec les Américains. Les pourparlers commencèrent le 21 juin à Wanghia. M. Cushing maintint d'abord sa prétention d'aller à Pékin pour demander audience à l'Empereur. Ki-Ying dé-

(1) MORSE. Op. cit., p. 320.

(2) *Ibid.*, p. 321.

(3) *Ibid.*, p. 324.

clara qu'il n'empêcherait ni ne favoriserait le voyage vers le Nord. Toutefois, si le voyage devait s'accomplir, il n'avait plus à négocier la conclusion d'un traité. Evidemment Cushing préférait un traité à une audience. Le traité fut signé le 3 juillet 1844.

Après le traité de Wanghia le ministre de France, M. Lagréné, arriva à Macao pour négocier un traité avec la Chine (1). La politique traditionnelle consistait en Chine à traiter toutes les nations étrangères sur un pied de parfaite égalité et d'accorder à chacune les privilèges commerciaux consentis aux autres ; la demande de la France devait donc être facilement agréée ; le traité fut signé le 24 octobre 1844.

La Belgique envoya son consul en Indo-Chine., M. Lannoy, pour négocier un traité avec les autorités de Canton. Le consul entra en correspondance avec Ki-Ying. Le ministre de France l'avait introduit et soutenait ses revendications. La Chine ne conclut pas de traité, mais il fut édicté une ordonnance permettant aux Belges de commercer comme les autres étrangers. En août, une ordonnance impériale autorisait le Danemark à établir des consuls en Chine et lui accordait, comme à la Belgique, des règlements commerciaux conformes au traité de Wanghia.

La Suède et la Norvège avait cependant conclu des traités. C'était une simple copie, paragraphe par paragraphe et terme par terme du traité de Wanghia.

Il convient de noter ici un trait caractéristique du traité de Wanghia. Nous voulons parler de la volonté américaine tendant à réprimer la contrebande de l'opium que les Anglais favorisaient. Le droit de révision au bout de douze années était mentionné dans le traité avec les Etats-Unis. Mais c'est le germe de la guerre de 1858.

M. Lagréné pendant son séjour à Canton, avait obtenu pour la France un privilège important de la protection de la chrétienté catholique.

La propagande catholique interdite par l'Empereur de

(1) Avant la Mission de Lagréné, la France envoya une Mission d'études économiques, présidée par Jancigny. Après cette enquête on concluait qu'il était impossible de faire du commerce avec la Chine.

Yang-Chang en 1724, qui avait expulsé les prêtres et confisqué les biens de l'Eglise fut tolérée par l'Edit impérial du 8 décembre 1844. Les biens confisqués des catholiques furent remis à la France par ordonnance du 20 février 1856. La propagande protestante ne fut autorisée qu'en décembre 1845 par une proclamation de Ki-Ying (1).

Sept puissances avaient conclu des traités avec la Chine : l'Angleterre, les Etats-Unis, la France, la Russie, la Norvège, le Portugal, la Suède. Quatre n'avaient point conclu de traité, mais jouissaient de privilèges commerciaux identiques : la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Hollande.

(1) MORSE. P. 332.

CHAPITRE II

Le Commerce et les Douanes de 1842 à 1856.

Les nations en rapport avec la Chine. — Importations, exportations. — La politique anglaise. — Les résultats : le thé, la soie. — La contrebande : l'opium, la prohibition, la lutte pour la légalisation de la vente. — Les munitions aux rebelles. — Le riz. — Les métaux précieux. — Le trafic des jaunes. — La protection des jonques. — Une nouvelle politique. — Les traités de 1843-44. — L'intervention consulaire anglaise. — La douane de Shanghai. — L'inspectorat des douanes. — Conclusion : Appréciation de la politique anglaise.

Par ordre d'importance, en ce qui concerne les relations commerciales avec la Chine, les nations étaient ainsi classées : 1° l'Angleterre, 2° les Etats-Unis. Cependant les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne commerçaient depuis beaucoup plus longtemps avec les Chinois ; en Europe, la France était l'égale de l'Angleterre, mais la Grande-Bretagne devait son avantage à sa marine de guerre qui protégeait sur toutes les mers sa flotte de commerce, et à sa situation dans les Indes qui lui servaient de point d'appui.

Les Etats-Unis avaient profité des guerres napoléoniennes pour déclarer leur neutralité et commercer librement avec

tous les belligérants. Les Etats en guerre avaient négligé les relations commerciales, aussi les tats-Unis avaient-il supplanté le Portugal, les Pays-Bas et l'Espagne. Il faut tenir compte aussi des avantages que leur assurait leur situation géographique et leur proximité relative.

Les documents relatifs aux douanes ne furent publiés qu'à partir de 1863, nous ne pouvons donc pas préciser les chiffres d'importation et d'exportation des cinq ports. Le problème est du reste plus difficile qu'à l'époque où le commerce était concentré dans un seul port. Nous n'avons que des renseignements vagues : deux ans après le traité de 1842 les produits importés en Chine avaient doublé de valeur (1).

Voici les chiffres du coton et de la laine britannique importés en Chine en 1844 (2).

Coton		Laine
1842 :	470.000 (livres sterling)	146.000 (livres sterling)
1843 :	655.000 — —	417.000 — —
1844 :	1.427.000 — —	565.000 — —
1845 :	1.636.000 — —	538.000 — —
1846 :	1.024.000 — —	439.000 — —
1847 :	850.000 — —	389.000 — —

La diminution des importations britanniques en 1847 est liée à l'augmentation de la vente de l'opium. Pour parer à cette défaillance le consul anglais à Canton proposait de réduire les droits de vente du thé à Londres afin d'augmenter le pouvoir d'achat des Chinois. Ces droits atteignaient de 200 à 350 %. Cette proposition amena un relèvement des chiffres (3).

Exportations britanniques en Chine	Exportations chinoises thé	soie
1845-9 1.730.000 taëls	32.000.000	1.820.000
1850-4 1.800.000 —	67.000.000	2.850.000
1855-7 2.650.000 —	74.000.000	4.410.000
	(livres de poids)	

Les tentatives de développement du commerce ne furent pas favorables aux Anglais. La Chine ne consommait pas

(1, 2 et 3) SARGEANT. Op. cit., p. 132.

autant de produits angiais que les Pays-Bas, l'Australie ou le Canada. Malgré son étendue, elle en consommait juste un peu plus que la Belgique, le Portugal ou le royaume de Naples (1). Sir Pottinger, après le traité de 1842, s'était vanté d'ouvrir un monde nouveau au commerce anglais. La production de Lancashire, disait-il, ne pouvait fournir aux demandes d'une seule province chinoise (2). Mais les commerçants engagés dans les relations avec la Chine furent déçus et s'exaspérèrent. Le gouvernement dut chercher un remède à la situation, car des fluctuations graves troublaient le marché.

En 1842 il était exporté dans le monde pour 72.250.000 livres de thé. Le royaume-uni en absorbant 45 millions, les Etats-Unis 7 millions, l'Empire britannique 7 millions, la Russie 10 millions, les autres puissances 3.250.000. En 1855 Shanghai exporta à lui seul 76 millions de livres de thé, mais en 1857 ce chiffre descendit brusquement à 42 millions (3). La région productrice avait été dévastée par les rebelles. Ce fut la ruine du commerce du thé chinois. Le mauvais thé du Japon et de Ceylan s'empara du marché mondial.

Pour la soie, le désastre fut au plus tard. La région productrice n'avait pas été ravagée. Les exportations augmentèrent (4) :

1847 :	18.000	balles
1855 :	55.000	—
1856 :	91.000	—

Un traité de commerce fut conclu en 1856 avec la Russie, le commerce de la soie prit de l'extension. Mais à partir de 1857 les mûriers furent détruits au cours de la guerre civile : la valeur de la soie exportée en Grande-Bretagne tomba de 12 millions de livres à 6 millions en 1858. Les deux éléments principaux d'exportation disparaissaient avec la capacité d'achat de la Chine. Les Chinois se mirent à planter du coton dans la région des mûriers.

Il était une autre branche importante du comerce anglais

(1) Lord ELGINS. Missions en 1858 (Mitchall à Bonham).

(2) *Ibid.*

(3 et 4) SARGEANT. Op. cit., p. 131-2.

en Chine que les textes officiels n'osaient avouer : l'opium qui fut classé les objets de contrebande dans le traité de Wanghia.

Bien des commerçants américains étaient compromis dans le commerce de l'opium, cependant beaucoup reconnaissaient le danger de ce trafic que les missionnaires d'Amérique condamnaient. Le gouvernement des Etats-Unis ne voulut pas garantir la sécurité de ses nationaux qui se livraient à cette contrebande. Mais cette politique n'était pas efficace, parce que le suppléant consul des tats-Unis était un employé dans la Compagnie de Russell, qui faisait la vente de l'opium elle-même (1). Les Etats-Unis décidaient en 1854 d'envoyer un consul officiel pour rendre efficace la politique de prohibition. En 1857, M. Reed fut chargé d'aider les Chinois à appliquer cette politique.

Les autorités chinoises, de leur côté, publièrent de nombreuses proclamations contre l'opium. La population manifestait sa volonté de ne plus fumer. Il importait, avant tout, d'interdire l'importation de l'opium, mais la douane chinoise, étant sans pouvoir, les étrangers introduisaient l'opium à bord de navires armés qui n'auraient pas hésité à user de violence. Cependant, en 1845 (2), une certaine quantité d'opium fut saisie à Ningpo.

L'exploitation de l'opium ne pouvait être abandonnée ; selon les Anglais, puisque les princes indépendants de l'Inde, la Turquie et la Perse continuaient. Il était vain d'interdire aux navires anglais d'introduire l'opium en Chine, puisque les Portugais et les Américains en faisaient trafic. D'ailleurs les Anglais avaient fait tous leurs efforts contre la politique de prohibition. Ils voulaient demander à la Chine à légaliser le commerce de l'opium. Le 27 août 1842, deux jours avant la signature du traité, Sir Pottinger, dans un mémoire, suggérait d'appliquer à l'opium le régime de l'alcool. La réponse fut négative : on déclara qu'il n'était pas opportun de sou-

(1) MORSE. Op. cit., p. 552.

(2) Thomas à Davis Papers relatives to Opium, p. 22.

(3) MORSE. P. 545.

mettre cette question à l'Empereur (1). En 1843, lors des négociations pour le règlement général du commerce, Pottinger fit une nouvelle démarche. Ki Ying lui répondit qu'il n'avait pas pouvoir de modifier une loi impériale, ni même d'en délibérer. Sir Davis, successeur de Pottinger, essaya la méthode de conviction de 1844 à 1847, il s'efforça de montrer à la Chine les avantages de la légalisation du commerce de l'opium : augmentation de revenus, remède à la fraude. La légalisation, malgré ces tentatives, ne fut acceptée qu'en 1853 (2), la Chine avait alors besoin d'argent.

Mais bien avant cette date le commerce de l'opium était toléré en fait. Grâce à la corruption, les marchands achetaient la complaisance des autorités locales qui craignaient d'autre part à perdre leur situation en indisposant les étrangers. Les navires de contrebande étaient armés : par crainte de conflit les autorités, qui ne disposaient que de jonques impuissantes, toléraient l'introduction de l'opium et par compensation exigeaient une taxe. A Changhaï, en 1849, 22.981 caisses furent introduites (3), l'usage et la vente de l'opium se faisaient au grand jour. Une taxe de 20 dollars par caisse était exigée.

Les Cantonais avaient au début (1842) essayé d'interdire la vente, puis ils la tolérèrent. A Ningpo même les autorités avaient épuisé leurs efforts. Cependant la grande vente ne s'opéra qu'après 1856.

Pour expliquer l'armement de leurs navires marchands comme des vaisseaux de guerre les Anglais alléguaient la crainte des pirates. A mesure que la rébellion gagnait les rives du Yan-Tsen la contrebande augmentait. En 1847, la consommation de l'opium à Changhaï fut de 16.500 caisses, de 22. 981 caisses en 1849 ; de 24,200 en 1853, elle passa à 31.203 caisses en 1857. Le tableau ci-après montre l'augmen-

(1) Papers relatives to opium, pp. 1 à 3.

(2) Papers Relatives to opium, pp. 16 à 28.

(3) Chinese Repository oct., 1850.

tation des importations d'opium indien (l'opium turc n'entre pas en ligne de compte). (1)

1842 : 28.508 caisses	1850 : 41.000 caisses
1843 : 36.699 —	1851 : 42.000 —
1844 : 23.667 —	1852 : 44.566 —
1845 : 33.010 —	1853 : 54.574 —
1846 : 28.072 —	1854 : 61.523 —
1847 : 33.250 —	1855 : 65.354 —
1848 : 38.000 —	1856 : 58.606 —
1849 : 43.000 —	1857 : 60.383 —

Hong-Kong devenait l'entrepôt et le centre de répartition de l'opium. Malgré les instructions de Londres, le Gouverneur colonial de Hong-Kong favorisait la contrebande qui augmentait le trafic au port. Pour éviter l'intervention des consuls anglais des cinq ports qui voulaient exécuter les ordres de leur gouvernement les contrebandiers mouillaient hors des limites du port : les autorités chinoises pouvaient seules intervenir, elles n'avaient pas de forces suffisantes. A Canton, les navires contrebandiers mouillaient au-dessus de Whampoa. Les commerçants d'opium transportaient la drogue par bateaux dans leurs entrepôts et la revendaient publiquement. Quatre bateaux étaient spécialement affectés à ce trafic, deux dépendaient de magasins anglais, un appartenait à un français, le quatrième à un américain. Le port de Swatow ne fut ouvert qu'en 1858; depuis 1842 deux bateaux y transportaient déjà l'opium pour le compte de deux magasins anglais. Amoy et Chintchéou disposaient chacun de deux vaisseaux pour cette contrebande. Il y en avait 10 à Changhaï en 1854, ils allaient chercher l'opium à Wousang, 4 étaient britanniques, 4 juifs, 2 américains (2).

En dehors de l'opium les contrebandiers vendaient des munitions aux rebelles et aux pirates. Les rapports que le gouverneur général des provinces adressait à l'Empereur en font foi.

En ce qui concerne les exportations le riz et les métaux précieux étaient considérés comme contrebande. Les étran-

(1) North China Herald le 7 janvier 1860.

(2) MORSE. Op. cit., p. 540-2.

gers les exportaient avec parfois la complicité des autorités douanières qui les craignaient.

Le trafic des jaunes, c'est-à-dire la vente des coolies chinois aux propriétaires coloniaux par l'intermédiaire de marchands étrangers, était aussi une source de revenus importante. Il s'agissait pour les propriétaires des exploitations coloniales de se procurer de la main-d'œuvre à bon compte pour les défrichements. Le centre du trafic se trouvait à Macao, et des succursales dans la province de Foutchéou. Des Chinois servaient d'intermédiaires : ils étaient patrons de maisons de jeu. Ceux qui perdaient aux jeux de six dollars et ne pouvaient s'acquitter de leur dette vendaient leur corps aux patrons. Les Portugais les prenaient pour 24 dollars par personne.

Le trafic de la vente des personnes était interdit par la loi chinoise. On usait de subterfuges ; de faux contrats de travail étaient signés : c'étaient des engagements à vie, ou pour dix ans. On prévoyait dans le contrat un salaire très élevé pour l'époque, à 30 dollars par mois, mais une clause indiquait que les ouvriers étaient obligés de prendre pension à l'Economat du patron. Le prix de pension atteignait 25 à 27 dollars par mois. Il ne restait plus au coolie que le pourboire habituellement accordé aux esclaves. Les Portugais trouvaient dans ce contrat un prétexte pour échapper à l'intervention des autorités chinoises : ils les présentaient comme des engagements volontaires de travailleurs. Les dépenses nécessaires au transport et à l'assurance des coolies s'élevaient à 200 dollars. Le prix de l'assurance sur la vie était très élevé en effet : les coolies désespérés se suicidaient souvent dans l'espoir de soulever une protestation de leur gouvernement. Les coolies étaient exposés à leur arrivée en Amérique dans une salle des ventes où les propriétaires achetaient leurs esclaves 350 à 400 dollars (1).

Il était pour les marines étrangères une autre source de profit. Elles assuraient, moyennant rémunération, la protection des jonques chinoises contre les pirates. Le système de protection devenait même obligatoire. Si les jonques navi-

(1) MAYEN. Treaty Ports, p. 228.

guaient sans être convoyées elles risquaient d'être saisies avec leur cargaison, sous prétexte de piraterie. En 1852, les Portugais saisirent ainsi une jonque chargée de sucre et malgré les protestations des autorités chinoises ils la confisquèrent (1). La protection rapportait aux Portugais 500.000 dollars chinois par an. Mais les frais imposés aux jonques étaient trop lourds. Pour échapper à cette tyrannie les Chinois aidèrent les pirates à détruire les navires portugais. En 1859 les Portugais furent battus par les pirates à Ningpo sous la tolérance des Anglais et des Français (2), le système fut définitivement aboli.

Pour se protéger efficacement les jonques chinoises usèrent d'un autre procédé : elles se firent enregistrer aux consulats étrangers afin de pouvoir hisser le pavillon d'une puissance (3). Les pirates respectaient ces pavillons, car les puissances étrangères pouvaient, en cas d'offense, prendre des mesures qui auraient mis en l'existence même des pirates.

Cependant le commerce véritable était dans le marasme. Le gouvernement anglais voyait que la contrebande prospérait à l'encontre du commerce licite, mais il concevait que seule la vente de l'opium pouvait compenser les importations chinoises en Angleterre. Les Anglais ne voulaient point abandonner des profits immédiats pour un bénéfice lointain et aléatoire. Il fallait une solution qui conciliât les intérêts du commerce licite et ceux de la contrebande. Les Anglais s'efforcèrent de rendre l'intérieur de la Chine accessible au commerce et d'ouvrir d'autres ports, pour développer du commerce licite sans compromettre leurs intérêts de la contrebande. On finit par s'apercevoir qu'il était illusoire de chercher à développer le commerce d'importation dans un pays dont les ressources étaient entièrement affectées à l'achat de l'opium. Il convient de noter qu'à l'époque le crédit n'existait pas, on ne connaissait en Chine ni banque, ni emprunt. Le commerce était un troc, on payait le produits importés par des marchandises exportées. La nouvelle poli-

(1) MORSE. P. 407-8.

(2) MONTALTO. Macao Historique, p. 236.

(3) MORSE. P. 409-10.

tique anglaise faisait encore fausse route, car la pénétration à l'intérieur ne pouvait s'exercer que par la violence, ce qui empirait le commerce licite.

Quel profit le gouvernement central retirait-il de relations commerciales ? C'est le droit douanier versé à la trésorerie impériale.

Les traités de 1843 et 1844 modifièrent ce système : les étrangers eurent à payer un droit de 5 % *ad valorem* et furent en contact direct avec la douane. Cependant, d'après la convention sino-anglaise, en 1843, le Consul d'Angleterre pouvait aussi servir d'intermédiaire entre ses nationaux et les autorités chinoises de la douane. Les marchands anglais étaient ainsi forcés par leur consul d'acquitter les droits de douane. La contrebande était fort développée et les Anglais se trouvaient désavantagés vis-à-vis de leurs concurrents, dont beaucoup ne payaient pas de droits. Le 24 mai 1854 l'Angleterre supprima cette assistance consulaire, les marchands anglais entrèrent directement en rapport avec les douanes chinoises (1).

Or l'inspecteur de la douane chinoise s'enfuit lors de la prise de Changhaï par les rebelles des Triades. Les rebelles ne perçurent pas de droits de douane. Même, les Taipings qui avaient pensé à piller les concessions de Changhaï ne songèrent pas à mettre la main sur les douanes. Pendant quelques mois Changhaï devint port libre. Le 23 novembre 1844 suivant la note du Ministre des Etats-Unis, Mac Lane, les droits arriérés que devaient les citoyens des Etats-Unis s'élevaient à eux seuls à 118.125 taëls (2).

Pendant l'absence de l'administration douanière les consuls étrangers à Changhaï se concertèrent sur les mesures à prendre. M. Edan, consul de France, affirmait que les droits de douane ne devaient pas être payés dans les circonstances actuelles, puisque le gouvernement chinois ne pouvait assurer la protection du commerce étranger. Le bureau de douane

(1) DELMAS. Les Douanes Impériales chinoises, p. 28.

(2) CORDIER. Origine de la Douane dans l'Oung Pao, p. 516.

n'existait plus, ce n'était donc pas les étrangers qui voulaient faire de la contrebande, mais bien la Chine, qui était incapable d'assurer le fonctionnement de ses services publics. Le consul de Hollande était de cet avis. Par contre, le consul d'Angleterre et le consul des Etats-Unis pensaient qu'il fallait acquitter les droits et ne pas profiter du désordre en Chine pour faire la contrebande. Le consul d'Angleterre, M. Alcool, réclamait le paiement immédiat en espèces ; le consul des Etats-Unis, M. Masply, se contenta d'émettre des obligations payables au moment où les autorités impériales regagneraient la ville (1).

Le gouvernement de Londres fut d'avis qu'il ne fallait pas payer les droits de douane pendant l'absence des autorités chinoises. Le 8 novembre 1853, le gouvernement de Washington enjoignit à son ministre d'annuler les obligations de ses nationaux pour le remboursement éventuel des droits. Ainsi, par l'accord unanime des puissances, les droits furent abolis (2).

Le 29 juin 1854, eut lieu une conférence entre l'inspecteur impérial de Changhaï, M. Woo, et les consuls Alcool (anglais), Masply (Etats-Unis), Edan (français), pour rétablir la douane à Changhaï. Les autorités impériales étaient encore impuissantes ; elles demandaient implicitement le secours des étrangers pour maintenir l'ordre dans la ville et préparer la défense contre une attaque éventuelle des Taipings. On voulut, par compensation, introduire des éléments étrangers pour assurer la sécurité de la douane. On avait, au début, songé à nommer seulement un inspecteur étranger. Puis, on s'arrêta au système d'un conseil composé de trois inspecteurs représentant respectivement l'Angleterre, la France et les Etats-Unis (3). Les conseils désigneraient respectivement leurs inspecteurs, dont la nomination serait soumise à l'approbation de l'inspecteur impérial qui, en pratique, ne fit jamais d'opposition à une nomination. Les premiers inspecteurs furent : pour l'Angleterre, M. Wade, vice-consul à Changhaï ;

(1) CORDIER. Op. cit., p. 516.

(2) *Ibid.*, p. 517.

(3) DELMAS. Op. cit. P ; p. 29-31.

M. Smith, pour la France ; M. Cair, pour les Etats-Unis ; M. Lay remplaça bientôt M. Wade ; les consuls français et américains cessèrent de désigner leurs inspecteurs (1).

Ainsi, la douane de Changhaï avait à sa tête un Anglais. Cet inspecteur unique fut chargé d'administrer la douane pour les Chinois comme pour les étrangers. Il avait, en outre, mission d'établir les services du téléphone et du télégraphe, de la poste, et d'organiser les chemins de fer de Woo-Son à Changhaï (2).

La nouvelle douane commença à fonctionner le 12 juillet. En apparence, l'inspecteur étranger était fonctionnaire chinois, puisque l'inspecteur impérial Taotai, de Changhaï, le nommait. En réalité, il était indépendant des autorités locales et, selon la formule de sir Robert Hart, l'inspectorat de la douane était « une mesure gouvernementale étrangère qui n'avait aucun rapport avec les autorités chinoises » (3).

Ainsi, la douane de Changhaï fut transformée en inspectorat étranger, par suite du mouvement des rebelles de Triande. Mais, en vertu de l'article 10 du traité de 1858, ce système fut étendu à tous les ports ouverts où se trouvaient des douanes maritimes. La Chine, à cette époque, avait intérêt à confier ses douanes aux étrangers, qui pouvaient obliger les commerçants à payer les droits. Le rapport de 1859 assurait que le revenu avait doublé : il atteignait 2.902.377 taëls, sans compter les droits sur l'opium (4).

Ainsi, les étrangers avaient mis la main sur les douanes en profitant des embarras du gouvernement impérial.

En concluant : ce que nous voulons affirmer, c'est que seule la paix pouvait favoriser le commerce. La violence partout ruine les relations commerciales. La brutale politique de l'Angleterre nuisait à son commerce : il aurait fallu faire comprendre aux Chinois que leur intérêt était d'entrer dans les relations internationales. Nos ancêtres avaient bien raison de redouter les visées étrangères qui leur imposaient des obligations draconiennes.

(1) DELMAS. P. 29-31.

(2) *Ibid.*, p. 43.

(3) *Ibid.*, p. 31.

(4) *Ibid.*, p. 32.

Il faut noter de plus que, si les Chinois évitaient d'acheter du coton et de la laine en Angleterre, c'est que les produits britanniques étaient trop chers. On peut établir une comparaison avec l'Allemagne actuelle, qui est incapable d'absorber les produits britanniques et américains. Aux prix des manufactures anglaises s'ajoutaient les bénéfices des commerçants : les Chinois ne pouvaient rien acheter, car les négociants étrangers étaient des exploiters coloniaux. Ils ne songeaient pas à diminuer leurs prix de revient pour attirer la clientèle. Leur seul désir était de vendre cher pour s'enrichir rapidement. La prospérité du commerce anglais ne les intéressait pas : après eux le déluge ! Si le commerce licite ne rapportait pas assez, ils faisaient de la contrebande.

Ils invoquaient un argument de sophistes : selon eux, les Chinois préféraient les produits de contrebande aux marchandises manufacturées (1). Les commerçants étaient bien obligés de satisfaire ces goûts. On voit la faiblesse d'un tel argument. La contrebande était interdite aux Chinois par les lois chinoises. De quel droit les étrangers le faisaient-ils ? Peut-on vendre actuellement aux Etats-Unis du vin et de l'alcool, bien que ce commerce permette sûrement de réaliser un bénéfice énorme ? Peut-on prétendre que l'on a le droit de faire la contrebande de l'alcool, parce que certains Américains ne le détestent pas ?

Mais ce sont là des arguments moraux, qui n'ont pas à entrer en ligne de compte dans l'histoire commerciale de cette époque.

(1) Riend of China, le 29 mars 1834, cité par Wang : Histoire de la dynastie Tsin, p. 118.

CHAPITRE III

L'Évolution de Hong-Hong et de Macao de 1842 à 1856.

Les stipulations du traité de Nankin. — Politique anglaise. — Développement de Hong-Kong. — Les gouvernements de sir Pottinger et de Davis. — La prospérité de Hong-Kong. — Les origines de Macao. — La politique portugaise. — Fautes des Portugais. — Macao centre de la traite. — Conclusions.

Pendant la guerre de l'opium, Hong-Kong avait été cédé à la Grande-Bretagne aux termes du traité de Chuenpi, le 7 juin 1841, traité signé par le capitaine Elliot, d'une part, et le gouverneur général Kisher, d'autre part. Comme ce traité avait été désavoué, tant par le gouvernement britannique que par les autorités chinoises, les termes de cette cession devenaient lettre morte. Ce ne fut qu'en vertu du traité de 1842, que l'île commença à appartenir juridiquement à la Grande-Bretagne; mais, en fait, Hong-Kong avait été déclaré port libre britannique aussitôt que les forces navales de l'Angleterre s'en étaient emparé en 1840.

D'après les termes des traités de Chuenpi et de Nankin, Hong-Kong cédé à l'Angleterre ne devait servir que d'entre-

pôts aux marchands britanniques ; liberté toutefois était donnée aux douanes chinoises de s'y installer. Hong-Kong, par conséquent, une colonie anglaise que conditionnellement : les marchandises introduites dans le port devaient, en principe, être frappées des mêmes droits d'entrée que tous les autres ports ; mais, en fait, il n'en fut rien, car les mandarins, dans le désir de rester en bons termes avec les étrangers, étaient obligés de se soumettre à la volonté anglaise. L'île de Hong-Kong tendait donc à devenir purement et simplement une colonie de la Grande-Bretagne.

Cependant, selon les règlements administratifs des gouverneurs anglais, Hong-Kong avait été considéré comme une colonie anglaise, dès avant 1842. Une première proclamation, datée du 29 juin 1841 (1), déclarait que les fonctions de gouverneur dans l'île seraient remplies par le surintendant du trafic. Une seconde, faite au nom du commandant en chef, sir Gorden Bremer, et du capitaine Elliot, en date du 1^{er} février 1842, annonçait que les Chinois résidant à Hong-Kong seraient considérés comme sujets britanniques, étant donné que le territoire devenait domaine de Sa Majesté britannique (2). Entre temps, les Anglais s'étaient emparés de la péninsule de Kouloon, en face de Hong-Kong, sans aucun motif et déclaraient, sans fournir d'explications, qu'ils la considéraient comme un territoire neutre que resterait entre leurs mains et qui serait administré par le gouverneur de l'île.

Il serait intéressant de voir quelle politique les Anglais suivirent pour développer le commerce ? La Grande-Bretagne décréta que le port de Hong-Kong serait libre afin d'y attirer les jonques chinoises et les bateaux des immigrants qui venaient tenter fortune dans ce territoire récemment affranchi. Les jonques qui fréquentaient ce port étaient exemptées de tout paiement de droits, privilège dont elles ne jouissaient pas dans les autres ports qui prenaient à leur égard des mesures vexatoires. Il y eut de ce fait un véritable exode de jonques chinoises vers Hong-Kong. En outre, lorsque le

(1) EITEL : *Europe in China*, p. 164.

(2) *Ibid*, p. 165.

blocus fut effectué en 1841 à Canton, les navires cantonnais se virent obligés de quitter le port; ils se rendirent à Hong-Kong. Les marchands entretenirent des rapports avec les commerçants de l'île et ne revinrent plus à leur port d'attache après la signature de la paix.

Non seulement cette politique astucieuse réussit, mais Hong-Kong devint encore par la suite un entrepôt de marchandises européennes et un centre commercial où s'établirent des rapports entre les Chinois et les étrangers. En effet, les gouverneurs de Hong-Kong prièrent les capitaines des bateaux chargés de marchandises, venant des Indes ou de l'Europe, de mouiller à Hong-Kong au lieu de s'arrêter à Canton ou à Macao, en leur faisant valoir que les jonques de l'île étaient assez nombreuses pour transporter leurs marchandises dans d'autres ports ouverts. De multiples raisons devaient convaincre les étrangers. D'abord Hong-Kong était un port franc et les navires n'y seraient frappés d'aucun droit. Il était donc avantageux pour les commerçants de s'y rendre et de ne pas fréquenter les autres ports; d'autre part, les frais de transport effectué par les jonques étaient infimes.

Le gouvernement de Hong-Kong tentait donc par tous les moyens d'établir des rapports commerciaux très étroits avec les étrangers malgré l'opposition des nationaux, et la douane chinoise n'eut jamais aucune autorité dans le port malgré les stipulations du traité.

Pour faire prospérer Hong-Kong, il ne suffisait pas toutefois de le lier avec le monde entier, il s'agissait aussi également d'augmenter sa population; pour cela on comptait peu sur les Chinois qui étaient venus à Hong-Kong dans l'intention de tenter fortune et qui retournaient dans leur ville natale dès qu'ils avaient gagné assez d'argent. Pour y peupler les Anglais songèrent à attirer à Hong-Kong certaines gens appelées en Chinois Tankou, c'est-à-dire « peuple du canot » (1), et qui étaient les descendants de nation autrefois vaincue et asservie par les Chinois; ceux-ci protestèrent contre leur débarquement dans le port, car ils craignaient leur vengeance. Les Tankou, par contre, étaient fort satisfaits

(1) EITEL. P. 171.

d'entrevoir la possibilité de quitter leurs canots et ne demandaient qu'à débarquer à Hong-Kong avec l'autorisation anglaise. Cette autorisation leur fut donnée, et aussitôt des milliers de Tankous se répandirent dans le port. Suivant le *Hong-Kong Gazette*, le nombre de la population s'élevait en 1841 à 5.650; ils venaient en majorité de Canton et d'après leur profession se répartissaient comme suit (1) :

Villageois et pêcheurs	2.550
Possesseurs de bazars	500
Emigrants venant de Kouloon	300

Nous pourrions dire que la majorité de ces gens était Tankou.

Bien que la possession de Hong-Kong n'eût pas été un fait accompli avant 1842, le gouvernement de Londres avait déjà décidé que les nationaux anglais, de Macao et de Canton, ainsi que les personnes de différentes nationalités, y compris les Chinois, devraient quitter ces ports et se rendre à Hong-Kong. Cette injonction fut obéie malgré les protestations de quelques commerçants qu'un semblable exode les ruinaient.

Bien que la guerre ne fût pas finie, on croyait qu'elle se terminerait par la victoire de la Grande-Bretagne. Les Anglais, après avoir mis la main sur l'île, voulurent y rester définitivement. Le gouvernement britannique chargeait sir Pottinger en 1841 de reconnaître avant tout la politique de Sir Elliot en ce qui concernait l'annexion de Hong-Kong. Dans le port, un service postal pour la livraison des lettres et des colis s'était organisé sous les auspices du gouvernement local qui n'exigeait aucun paiement des bénéficiaires. Un journal anglais, intitulé *Friend of China and Hong-Kong Gazette*, s'était fondé (2). La population, à la fin de 1841, s'élevait à 15.000 âmes et comprenait des gens de toutes les nationalités (3).

Cependant, après la signature du traité de 1842, c'est-à-dire pendant les années de paix, le commerce à Canton et à Macao redevint normal et Hong-Kong cessa de concurrencer les autres ports malgré les efforts déployés par les autorités

(1) EITEL, p. 171.

(2 et 3) EITEL, p. 183-185.

anglaises. Les commerçants anglais eux-mêmes demandèrent à leurs agents de Londres de faire relâcher d'abord les bateaux à Canton et cessèrent de bâtir leurs magasins à Hong-Kong. Il fallait abandonner l'espoir de faire prospérer le port, et la politique anglaise échoua du moins momentanément. Pour déterminer la population à rester dans la ville, le gouverneur n'hésita pas à accorder des tolérances qui n'étaient pas damisées dans les autres ports. En conséquence, depuis 1842, Hong-Kong devint un foyer de contrebande et de piraterie. Des massacres s'y produisirent et les Chinois souffrirent de cet état de choses. Dans la nouvelle colonie anglaise, douze grands magasins s'occupaient uniquement de la contrebande de l'opium, ce qui n'excluait pas le trafic de petits commerçants dont les affaires étaient très prospères. En avril 1842, la majorité des 19.000 Chinois que comptait Hong-Kong étaient des malfaiteurs. (1)

Depuis 1842, Pottinger fut surintendant du trafic et en même temps gouverneur de Hong-Kong; le 8 mai 1844, il fut remplacé par Sir Davis (2). On reprocha souvent à Pottinger son ignorance de tout ce qui touchait aux affaires chinoises, sa politique de tolérance à l'égard des crimes et délits. Nous négligerons ces insinuations, et constaterons simplement que le commerce était gravement atteint par le brigandage des malfaiteurs et des contrebandiers.

Comment Hong-Kong aurait-il pu devenir prospère alors que le pillage s'opérait en plein jour ? Le 16 juillet 1844, c'est-à-dire un mois après l'entrée en fonction de Davis, les bureaux même du gouverneur avaient été visités par les voleurs. Les matelots européens donnaient aux pirates des informations relatives au mouvement des jonques, afin de leur permettre de les attaquer et de s'emparer de ce qu'elles portaient (3). Il résulta de ceci que les jonques n'osaient plus revenir à Hong-Kong. Cette crise économique s'aggrava en 1884, et de nombreux marchands étrangers quittèrent la ville pour aller s'établir dans les autres ports.

(1) EITEL, p. 238-240.

(2) *Ibid.*, p. 212.

(3) *Ibid.*, p. 238-239.

Suivant les termes du traité de 1842, Hong-Kong était cédé aux Anglais, destiné à devenir un entrepôt et à faciliter leurs relations commerciales avec la Chine. Les Anglais avaient-ils le droit de tolérer à Hong-Kong les troubles dont les conséquences pesaient sur les Chinois ? A notre avis les autorités chinoises auraient pu renoncer à la concession et reprendre Hong-Kong au moment où les Anglais suivaient la politique de tolérance dont nous avons parlé, qui réduisait à néant les stipulations du traité et qui rendait difficile les relations internationales.

De 1844 à 1848, le gouverneur Davis tenta de sortir de cette impasse et songea à rendre à Hong-Kong sa prospérité. Il tenta de lier des relations commerciales entre Hong-Kong et les provinces méridionales de Chine. Les marchandises occidentales appelées à être consommées en Koungsi et en Yunnan parvenaient indirectement de la nouvelle colonie anglaise. En Indo-Chine, les marchandises anglaises importées par les commerçants de Hong-Kong firent concurrence aux produits français (1). Par conséquent, si les marchands de Hong-Kong n'avaient pas réussi à être intermédiaires entre les commerçants de l'Europe et ceux des ports ouverts, du moins arrivèrent-ils par la suite à être les intermédiaires entre les commerçants des provinces de l'intérieur et les marchands indo-chinois.

Davis s'appliqua aussi, par son administration municipale, à développer la ville de Hong-Kong. Il encouragea les commerçants à établir des magasins pour attirer les émigrés chinois et ruiner Macao. Une succursale de la « Banque Orientale Corporation » (2) s'y établissait en avril 1845 et émettait des billets de banque dont la valeur fut, en 1847, évaluée à 56.000 dollars. Un hôpital y fut construit et deux journaux commencèrent à paraître régulièrement.

Tout cela n'enrayait pas la ruine lente, mais certaine, de la colonie. La piraterie, la contrebande et le brigandage continuant à régner à Hong-Kong, nuisaient au développement de tout commerce, et chassaient du port tous les bons commerçants. Les Anglais ne comprenaient pas pourquoi le trafic

(1) ETEL, p. 240.

(2) *Ibid.*, p. 244.

du port périlait; ils se proposèrent d'occuper Choussans.

La population de Hong-Kong ne s'accroissait guère, témoins les chiffres suivants (1) :

1845	23.748 habitants
1846	22.433 —
1847	23.872 —
1848	21.514 —

Brusquement la fortune de la colonie anglaise changea sous le règne de Sir Georges Bonham, qui administra Hong-Kong du 20 mars 1848 au 12 avril 1854. Celui-ci, dans l'espoir de favoriser le commerce légal, tenta par des mesures sévères de réprimer les méfaits qui se commettaient dans la ville. Il déploya tous ses efforts pour combattre la piraterie en accordant une aide maternelle aux autorités chinoises pour poursuivre les brigandages de toutes sortes. Les Chinois purent ainsi s'installer à nouveau à Hong-Kong et se livrer en toute tranquillité au commerce qui ne tarda pas à prospérer. La population s'accrut rapidement dès que la sécurité publique fut assurée par les autorités du gouvernement de l'île. Elle s'élevait (2) :

En 1848 à 21.514 ;

En 1849 à 29.507 ;

En 1853 à 39.017.

Cependant, deux événements extraordinaires ne contribuaient pas moins à la prospérité de Hong-Kong. Les rebelles de Taipings avaient opéré de nombreux massacres et des brigandages de toutes sortes dans treize provinces, aussi de nombreux émigrants arrivaient en foule dans la colonie anglaise pour y trouver un refuge. On comptait parmi les fuyards de nombreux bourgeois de Canton. La colonie désertée se peupla d'une façon considérable à partir de 1853. Les bourgeois de Canton avaient pu sauver leur fortune qu'ils placèrent dans les affaires. Le commerce et l'industrie se développèrent considérablement et Hong-Kong, lieu de rendez-vous de pirates et de brigands d'autrefois devint grâce aux rebelles de Taipings, une ville aristocratique.

(1) EITEL, p. 241.

(2) *Ibid.*, p. 271.

D'autre part, l'exploitation des mines d'or en Californie, le développement de l'industrie de la pêche dans le Pacifique et enfin l'affranchissement de l'Australie provoquaient une demande de main-d'œuvre très importante.

Les Chinois payés moins chers que les ouvriers des autres pays étaient fort sollicités. Il n'y avait à cette époque qu'un seul trait d'union entre l'Asie, l'Amérique et l'Australie, Hong-Kong. Les émigrés désireux de partir pour l'Amérique devaient attendre le paquebot à Hong-Kong. Le gouvernement de la colonie mettant à profit cet état de choses imposait à chaque passager le paiement d'une taxe dont le montant variait suivant la condition des ouvriers qui devaient embarquer. En 1852, dans une seule année, 30.000 Chinois partirent de Hong-Kong pour San-Francisco; leur départ rapporta aux caisses du gouvernement une somme de 515.000 dollars (1). A partir de cette époque, le budget de Hong-Kong n'eut plus de déficit. Le séjour des émigrés contribuait également à la prospérité commerciale de la ville. Beaucoup de personnes qui devaient partir pour l'étranger restaient dans le port, soit qu'ils n'avaient pu trouver de places dans le bateau, soit qu'ils n'avaient plus assez d'argent pour payer les frais de voyage. Hong-Kong fut donc peu à peu habité non seulement par la classe bourgeoise, mais aussi par une classe de travailleurs.

Grâce au mouvement d'émigration des relations étroites commencèrent à s'établir entre San-Francisco et Hong-Kong. Les Américains commencèrent à commander des marchandises chinoises, surtout en ce qui concernait les bois et les étoffes lourdes qui étaient très demandés de l'autre côté du Pacifique. Dans l'année 1851, 44 bateaux partirent pour la Californie (1).

Les communications maintenues entre Hong-Kong et les autres ports se développèrent également. En 1848, la Compagnie des Paquebots à vapeur de Hong-Kong à Canton s'organisa. Elle commença à mettre en service deux bateaux en 1842 (2). La Compagnie de Navigation Péninsulaire et Orientale lançait elle aussi, en 1842, un bateau à vapeur qui

(1) ETTTEL, p. 259.

(2) ETTTEL, p. 273.

assurait le service entre Shanghai et Hong-Kong. En 1852, la Compagnie avait établi un service mensuel de communications maritimes sur la ligne Hong-Kong-Calcutta (1). Les paquebots venant d'Angleterre, mouillaient tous les quinze jours dans chacun de ces deux ports. Désormais la prospérité de Hong-Kong ne fit que s'accroître.

Aucune convention, par contre, ne réglementait les conditions de l'occupation de Macao par les Portugais. En 1557, les autorités chinoises louaient le terrain de Macao aux Portugais moyennant une somme de 500 Taels par an, afin de leur permettre de garer et sécher leurs marchandises. Les Portugais n'avaient obtenu cette concession qu'en prodiguant l'or et pour conserver cette autorisation, ils procédaient par corruption. Cependant depuis trois siècles qu'ils s'y trouvaient, ils tentaient de coloniser ce port. Les tentatives s'accrochèrent au lendemain du traité de 1842, époque à laquelle la Chine ne pouvait cacher sa faiblesse aux étrangers. En 1843, les Portugais demandèrent à Ki-Ying de ne plus exiger le paiement de loyers pour l'occupation de Macao et de reconnaître le port comme un territoire leur appartenant de même que Hong-Kong avait été cédé sans conditions à l'Angleterre ; ils demandaient en outre que le droit d'exportation et de tonnage à Macao fussent réduits notablement (2). Mais Ki-Ying s'opposa à toutes ces demandes ; une remise de tonnage fut cependant accordée aux 25 bateaux portugais, de même que les restrictions sur les constructions des maisons et des bateaux furent abolies. Les ports ouverts par les traités aux diverses puissances devaient l'être également aux Portugais ; toutefois Macao ne devait être accessible qu'aux navires battant pavillon portugais (3).

Même les Anglais reconnurent à cette époque la souveraineté chinoise sur Macao. Aux termes de la première ordonnance de Hong-Kong il était demandé que la péninsule de Macao fut considérée comme territoire de l'Empire chinois(4). La douane chinoise y fonctionnait et les autorités chinoises

(1) EITEL, p. 276.

(2) MONTALTO, Macao Historie, p. 261.

(3) *Ibid.*, p. 266.

(4) *Ibid.*, p. 267.

y exerçaient leur pouvoir. Comment dans ces conditions pouvait-il être prétendu que Macao appartenait aux Portugais ?

Mais tandis qu'il n'était reconnu aux Portugais aucun droit sur l'île ceux-ci se croyaient les maîtres de la Péninsule. L'édit royal de Lisbonne du 20 novembre 1845 déclarait Macao port franc, et le capitaine Amaral, nommé gouverneur, fut chargé de rendre l'autonomie à la péninsule (1). Le gouvernement portugais de Macao se trouvait donc obligé d'arracher Macao à la Chine et de le transformer en port franc pour faire concurrence commerciale à Hong-Kong. Pour réaliser ces deux politiques, il fallait commencer par expulser les autorités chinoises et supprimer leur douane. Amaral prévoyant une action militaire renforçant le port et concentrait des troupes à Macao. Ces préparatifs guerriers contribuaient fortement à la ruine du port. Macao autrefois pacifique et commerciale se transformait peu à peu en port naval et militaire.

Entre 1845 et 1848, le port ayant été déclaré franc (2), le gouvernement portugais de la colonie ne percevant plus de droits douaniers, avait perdu une grande somme de revenus. Il fut obligé de lever des contributions dites patriotiques sur les commerçants déjà écrasés d'impôts qui se ruinèrent chaque jour davantage. Le commerce de Macao ne pouvait pas se relever en raison de la concurrence que lui faisait Hong-Kong, port entièrement franc, et on ne se trouvait aucune douane chinoise. Cependant, les Portugais n'osaient pas réaliser immédiatement leur plan qui était de transformer Macao en port franc, car ils craignaient d'entrer en conflit avec les Chinois. Si les Portugais, en effet, se montraient trop envahissants, les commerçants chinois y quitteraient définitivement et tout trafic deviendrait impossible. C'était pour cette raison que même Amaral hésita pendant deux ans à réaliser sa politique coloniale en chassant les autorités chinoises de la péninsule.

Il fallait pourtant que le gouvernement portugais prît parti, ou bien maintenir Macao dans l'état où il était afin de ménager les résidents chinois, ou bien l'arracher à l'administration chinoise par la force et prendre des mesures pour éviter

(1) (2) MONTALTO, p. 268-72.

le boycottage et l'immigration des Chinois. Le gouvernement portugais se décidait pour la seconde alternative, et il commença en 1847 à expulser les autorités chinoises. Les commerçants protestèrent en fermant leurs boutiques. Mais les Portugais les menacèrent de bombarder la ville s'ils n'ouvraient pas immédiatement leurs magasins (1). Une enquête de Ki-Ying demandant à faire revenir dans Macao un fonctionnaire qui devait aider les Portugais à réprimer la contrebande demeura sans résultats. Le gouvernement de Macao ne voulait plus dans la péninsule d'autorités chinoises. Amaral n'hésita pas à faire dissoudre le Sénat qui ne partageait pas son opinion. Le 5 mars 1849, la douane chinoise fut définitivement supprimée, et les commerçants contraints à ne pas quitter la péninsule sous peine d'être expropriés et de voir leurs biens confisqués (2).

Malgré cette mesure les Chinois, lentement, abandonnaient Macao. Le commerce périclita ruiné par le départ des Chinois et la réussite de la politique coloniale portugaise.

Amaral agissait avec autant de brutalité avec la population non commerçante de Macao. Il détruisit des cimetières chinois, ce qui déclencha la fureur de la population et l'incita à se venger. Le 22 août 1849, Amaral fut assassiné par un certain Sen Chi Leong et quelques autres Chinois dont les tombeaux familiaux avaient été détruits par le fait du gouverneur (3).

Les Portugais profitèrent de cet assassinat pour déclarer que la responsabilité en incombait au gouvernement de Canton et pour annexer Macao. Pour défendre le port contre une attaque éventuelle des troupes chinoises, ils firent appel à l'Angleterre et à l'Amérique qui envoyèrent chacune deux navires de guerre. La France, sur les instances du Ministre de France, le baron de Sorth, envoya quelques régiments pour aider les Portugais à défendre Macao (4). Dès qu'ils se sentirent suffisamment aidés, les Portugais prirent l'offensive pour affranchir les limites de leurs frontières et demandèrent même des renforts Lisbonne, car ils espé-

(1) MONTALTO, p. 275.

(2) *Ibid.*, p. 279.

(3) *Ibid.*, pp. 289-297.

(4) *Ibid.*, pp. 289-293.

raient de cette expédition obtenir autre chose que la possession de Macao.

Mais les renforts européens ne dépassèrent pas quelques centaines de soldats.

Le 29 octobre 1850, les Portugais qui se rendaient à bord des bateaux pour célébrer l'anniversaire de la reine furent victimes d'un accident causé par une explosion, il y eut deux cents Portugais et quarante Chinois de tués.

Comme les renforts étaient de ce fait sensiblement diminués, et comme les Chinois n'avaient pas essayé de rétablir les autorités chinoises à Macao, les Portugais ne s'empresaient pas de prendre l'offensive et d'organiser une expédition à l'intérieur de l'Empire. La question de Macao ne fut réglée qu'en 1887 par un traité où la cession au Portugal fut consenti par la Chine. A l'époque qui nous intéresse Macao n'était colonie portugaise que par déclaration unilatérale, la Chine considérant ce territoire comme faisant partie de l'Empire.

Le port de Macao était plutôt un lieu de résidence européenne qu'un centre commercial. C'était le seul pays où l'on pût trouver le confort européen avant le développement de Hong-Kong. Les légations de France, d'Espagne, des Etats-Unis et des Pays-Bas s'y étaient installées. Les commerçants étrangers de Canton étaient souvent obligés de loger leurs familles à Macao, car les Cantonais étaient peu accueillants, surtout pour les femmes européennes.

Macao, dans le passé, avait eu le monopole du commerce de l'Europe et de l'Empire chinois. Cet avantage avait disparu depuis la cession de Hong-Kong et l'ouverture des cinq ports. Son commerce avec l'Europe ne se développa jamais, car le gouvernement de Lisbonne ne cherchait pas en Chine des débouchés pour ses manufactures fort appauvries.

Le commerce local étant tout à fait ruiné s'améliorait depuis 1850, alors que les Taipings troublaient les Deux Koungs et que les Anglais bloquaient Canton, Macao fut repeuplé à nouveau et reprit une certaine activité commerciale. Soixante navires entrèrent à Macao de mai à juin 1857 (1).

(1) MONTALTO, op. cit., p. 340.

Mais à Macao florissait le commerce illicite. Des maisons de jeu furent ouvertes sous la protection du gouvernement qui percevait de lourdes taxes. Il fut permis de fumer l'opium.

Cependant, le déficit de budget était difficile à combler. Le gouvernement de Macao, sous le régime de Guimaraes qui remplaçait Gonçalves Cordosa, au début de 1852, fut obligé d'émettre le bon de l'emprunt de Londres (1).

Les Portugais, devant cette ruine, faisaient surtout de la contrebande. Le Convey ou la traite des jaunes avait ses bureaux à Macao. Des Lortchas, petits bateaux à vapeur construits en Chine et de 40 à 150 tonneaux, assuraient le transport. En 1835, il n'y avait que 35 Lortchas et 60 en 1851 (2). C'est en 1848 que commença le commerce des coolies. De 1853 à 1860, cinq lois essayèrent de réglementer ce trafic. Mais elles ne furent jamais appliquées (3). Le gouvernement portugais cherchait à éviter l'intervention des autorités chinoises dans ce trafic de chair humaine et à couvrir les trafiquants de sa protection.

Tous les documents que nous avons cité dans ce chapitre concernant l'évolution de Hong-Kong et de Macao sont de source européenne. On ne peut nous taxer de chauvinisme. Il est remarquable que les Européens aient pu commettre tous les crimes sans s'inquiéter de l'intervention des autorités chinoises et de mépriser ainsi les lois de la Chine. La perte de Hong-Kong et de Macao était un dommage matériel et moral. Tant que ces deux villes restaient aux étrangers qui les transformaient en repaires de brigands et de contrebandiers, le gouvernement chinois ne pouvait réaliser sa politique de prohibition de l'opium et guérir les maux causés par la piraterie et le pillage. Macao l'emportait sur Hong-Kong, puisqu'on y vendait même les ouvriers chinois. On se demande comment après de telles atrocités on peut espérer renouer des relations amicales entre l'Orient et l'Occident.

(1) *Ibid.*, p. 330-34.

(2) *Ibid.*, p. 319.

(3) *Ibid.*, p. 340.

CHAPITRE IV

L'évolution des cinq ports ouverts de 1842 à 1846.

Concessions et territoires cédés. La concession anglaise de Changhaï, ses limites, le régime juridique des concessions. — La concession française de Changhaï. — Ses limites. — Concession américaine. — L'accord de 1854. — Le régime de fait. — Gouvernement et développement des concessions: Changhaï, Ningpo, Foutchéou, Amoy, Canton. — Swatow et la vente des jaunes. — La poste. — Les Compagnies de navigation. — Conclusion.

Selon les termes du traité les cinq ports ouverts étaient des lieux où l'entrée des marchandises étrangères était autorisée. Les autorités chinoises entendaient louer une certaine étendue de terrain aux étrangers à titre de concession pour l'établissement d'entrepôts. Mais il ne faut pas confondre concession et territoire cédé. Hong-Kong, par exemple, était un territoire cédé aux Anglais, mais les concessions dans les ports ouverts appartenaient toujours à la Chine qui conservait sa souveraineté. La terre dans les concessions étrangères était frappée d'impôts par le gouvernement chinois. Si les étrangers devenaient les seuls maîtres des concessions c'est uniquement parce que le régime de fait prévalait sur le régime de droit.

Parmi les cinq ports Changhaï était le premier par ordre d'importance. Dès le début du xvii^e siècle, les missionnaires français avaient fréquenté ce port. Des commerçants anglais les avaient du reste précédé (1). Après le traité de Nankin Pottinger avait arrêté un projet de concession anglaise à Changhaï. Le territoire occupé devait s'étendre sur la rive gauche du Houng-Pon depuis la crique de Yanghinfang, au Sud, jusqu'à celle de Soutcheou, au Nord. Il était limité par la crique de la Défense. Sa largeur atteignait 500 mètres. M. Balfour, premier consul d'Angleterre à Shanghai réalisa ce projet. Arrivé le 3 novembre 1843, il signa avec les autorités chinoises une convention qui réglait l'achat du territoire (29 novembre 1845). Une seconde convention compléta les clauses de la première le 27 novembre 1848 (2). Elle fut signée par le Taotai de Changhaï et par M. Alock, consul d'Angleterre.

Les traités étaient muets au sujet des concessions. En louant un territoire pour l'établissement de magasins et d'habitation, on n'entendait pas permettre aux étrangers d'exercer une autorité administrative sur une vaste étendue. Il ne s'agissait pas non plus de permettre à toutes les puissances étrangères d'occuper chacune un territoire étendu. Les autorités impériales, pour éviter tout conflit possible avec les Chinois, assignaient aux Anglais un territoire spécial pour tous les étrangers. Ainsi à Macao les Portugais louaient un territoire sur lequel tous les étrangers étaient admis. Il n'y avait donc pas de raison d'ouvrir à chaque puissance séparément les autres cinq ports puisque Changhaï, Ningpo, Amoy, Foutchéou et Canton étaient ouverts aux Anglais. De même, en vertu de la concession signée avec les Anglais, le territoire concédé n'était pas exclusivement réservé à l'Angleterre. Si l'on avait accordé à chaque puissance une concession distincte, le district de Changhaï aurait été trop petit pour le partage.

Mais à partir de 1848 le consul anglais profitant des termes équivoques de l'accord, déclarait que seuls les Anglais avaient droit de résidence dans la concession anglaise. Il avait pro-

(1) FAUVEL : Histoire de la concession à Changhaï, p. 8.

(2) MORSE, op. cit., p. 348.

testé contre l'installation du résident des Etats-Unis. Le consul de France, M. Montigny, soutenait la thèse anglaise des concessions distinctes afin d'en obtenir une pour la France. Avec l'aide du consul anglais M. Montigny réussit à conclure le 13 décembre 1849 un accord aux termes duquel la France obtenait une concession séparée sur une étendue de 12 meoux. Le consul des Etats-Unis protestait avec juste raison. Il alléguait qu'on n'avait pas le droit d'attribuer ainsi spécialement à une nation une portion de territoire chinois (1).

Au début, les autorités chinoises avaient refusé cette concession, mais sous la pression des menaces de M. Montigny, la Chine céda. Les limites de la concession française furent les suivantes : au Sud le canal longeant les murs de la ville, au Nord la crique de Yangkinhang, à l'Ouest le temple du Dieu de la guerre, à l'Est la guilde de Canton jusqu'à l'extrémité orientale de la crique du Soutchéou (2). Elle s'étendait vers le Sud entre la ville et la rivière jusqu'à la petite porte de l'Est après la révolte des Taipings. Cette faveur payait les services qu'avaient rendus les Français lors de l'invasion des rebelles.

Pour ménager les Américains, les Anglais et les Français leur aidaient à réclamer une concession séparée. La Chine, fidèle à son principe qui consistait à accorder des avantages égaux à chaque puissance, consentit, sans se douter de l'accord des trois nations. La concession américaine s'installa au nord de la crique de Soutchéou jusqu'à l'endroit qu'on nomme Houng-Kao (3).

En 1854 le gouvernement des concessions accorda aux étrangers, quels qu'ils fussent, le droit d'acquérir des immeubles dans les concessions réservées naguère spécialement à leurs nationaux. Pour acquérir une propriété il suffisait à un étranger d'enregistrer l'achat au consulat de sa propre nation, non nécessairement au consulat de la nation titulaire de la concession. Les consuls français et anglais essayèrent d'exiger qu'on enregistrât les achats à leurs consulats respectifs, mais cet usage tomba en désuétude (4).

(1) FLAUVEL, op. cit., p. 1.

(2) *Ibid.*, p. 16.

(3) *Ibid.*, p. 17.

(4) *Ibid.*, p. 5 et MORSE, p. 349.

En réalité le terrain des concessions n'était plus loué, il était vendu aux étrangers, il n'y avait plus de loyer à payer au gouvernement chinois mais une simple taxe de 1500 sabiques par meou. Le gouvernement de la concession achetait le terrain en bloc sur toute l'étendue de la concession et le revendait par lots séparés. Le prix d'achat aux paysans chinois était de 40 à 100 dollars par méou (1). Le prix de vente était beaucoup plus élevé.

A la tête du gouvernement de la concession, le consul remplissait les fonctions de gouverneur et de juge. Le pouvoir législatif appartenait à un conseil municipal élu par tous les résidents étrangers. Les Chinois n'avaient pas le droit de vote. Le gouvernement de la concession pouvait lever des impôts exclusivement pour les services municipaux. En retour, il protégeait ses résidents jusqu'au point de leur accorder le privilège d'exterritorialité vis-à-vis des autorités chinoises, qui prétendaient cependant conserver leur souveraineté sur la concession. L'arrestation et l'extradition des criminels était refusée aux autorités chinoises sur le territoire des concessions qui devenaient ainsi de véritables républiques dans l'Empire.

Cependant les concessions n'étaient pas florissantes, il leur fallait une longue évolution. Changhaï ne devint centre commercial de la Chine qu'après 1860, lorsque la vallée de Yangtseu fut ouverte. Peu de maisons d'habitations furent construites dans les concessions avant 1854. La population était minime. Il y avait à Changhaï 23 étrangers en 1843, 108 en 1847 et 119 en 1850 (2). Le règlement de 1845 ne permettait pas aux Chinois de résider sur la concession anglaise : aussi le territoire était-il désert. Pour la peupler il fallait appliquer la politique du gouvernement de Hong-Kong qui s'efforçait d'attirer les résidents chinois. L'accord de 1854 permit aux Chinois de résider et d'y acquérir des immeubles. Les Français et les Américains suivirent cet exemple. Mais seuls les troubles causés par les Taipings qui multipliaient les pillages et les massacres purent amener les Chinois

(1) MORSE, p. 350, et CORDIER (origine de Deux établissements), p. 29.

(2) MORSE, p. 355.

à sacrifier une partie de leur épargne pour s'établir à Changhaï. Des maisons s'élevèrent. En 1847 il n'y avait que des maisons de commerce dans les concessions, les quelques maisons d'habitation ne suffisaient pas aux demandes des étrangers qui étaient obligés d'habiter dans la ville chinoise de Changhaï. Mais l'exode des Chinois fut extrêmement rapide. En 1860 il y avait déjà un million de Chinois dans les concessions (1).

Il semble que le mouvement des importations et des exportations ait suivi la même progression. Il entra à Changhaï en 1844 quarante-quatre bateaux étrangers de 8.584 tonnes, en 1852 135 bateaux de 52.574 tonnes (soit 94 bateaux anglais de 38.875 tonnes, 25 bateaux américains de 10.252 tonnes, 14 bateaux sous les autres pavillons). Ces chiffres ne tiennent pas compte des jonques chinoises. En 1852 : 182 bateaux de 78.165 tonnes (13 britanniques de 38.420 tonnes, 66 Américains de 36.532 tonnes, 13 d'autres nationalités, 3.213 tonnes) et en 1855 le montant total des bateaux entrés fut 437 bateaux (156.772 tonnes), dont 247 britanniques (75.131 tonnes), 96 américains (56.792 tonnes) et 36 autres nationalités (22.957 tonnes) (2).

Il est à noter que les Américains jouaient un rôle de plus en plus important, et presque égal à celui de l'Angleterre. Le thé chinois commençait à trouver un débouché en Amérique.

Le diagramme ci-après donne les chiffres des importations et des exportations à Shanghaï (non compris l'opium) (3).

1846 :	5.117.625 taëls	7.329.410
1849 :	5.804.793 —	8.403.149
1853 :	14.645.000 —	23.913.480

Ces chiffres ne s'appliquent qu'à la Grande-Bretagne.

Il ne faut pas croire que le chiffre des exportations dépassât celui des importations dans des proportions aussi considérables que semble l'indiquer le tableau précédent : car la

(1) SMITH : Européen seulement, pp. 92, 96.

(2 et 3) MORSE, p. 257.

contrebande de l'opium en 1853 atteignit, d'après les évaluations, 13 millions de dollars à Changhaï. Le chiffre exact de contrebande relative aux autres objets ne fut jamais connu, mais on comptait moins de contrebande aux exportations que les autorités chinoises pouvaient surveiller en terre ferme. Pour empêcher la contrebande aux importations il aurait fallu disposer d'une flotte moderne que la Chine n'avait pas. Quoiqu'il en soit, Morse nous indique que de 1855 à 1856 les étrangers importaient de l'argent pour équilibrer la balance commerciale. L'optimisme serait toutefois déplacé, car c'est la guerre civile qui causait ce déséquilibre entre les importations et les exportations. Comme ils ne pouvaient importer des produits européens dans la vallée de Yan-Tsen, à cause des troubles, ils s'occupaient uniquement d'exporter le thé et la soie des environs de Changhaï (1).

Voici la statistique des exportations et des importations à Changhaï en 1857. Ces chiffres ne concernent que le commerce avec la Grande-Bretagne (2).

Produits importés :

Cotons et laines	6.453.115
Métaux et charbon	1.523.035
Produits de Singapore et de la Chine du Sud	6.573.076
Total	14.549.226 taëls

Produits exportés :

Soie	21.697.188
Thé	9.869.919
Divers	1.777.328
Total	33.544.435 taëls

Différence 18.795.209 taëls

(1-2) MORSE, p. 467.

L'arrivée du consul britannique en décembre 1843 à Ningko le déclara port ouvert. Les étrangers pensèrent qu'un commerce international allait s'effectuer dans ce port dont ils connaissaient l'histoire. Le port avait été en rapport avec les Portugais et les Anglais. Les espérances furent bientôt déçues. Ningpo était trop près de Changhaï qui concentrait le commerce international. Les communications avec l'intérieur étaient rendues impossibles par la difficulté des transports. Pendant la première année, il y eut toutefois un semblant de prospérité. En 1844, la valeur totale du trafic avec les étrangers s'élevait à 500.000 dollars. Cinq ans après elle n'atteignait pas le dixième de cette somme (1). La soie et le thé destinés à l'exportation parvenaient plus facilement à Changhaï par la voie fluviale qu'à Ningpo à travers les montagnes.

Le port insignifiant pour ce qui touche au commerce devint le centre de résidence des missionnaires. En 1855 il y avait 22 étrangers dont 14 missionnaires protestants, 5 marchands, 3 personnes du consulat britannique (2). Mais il est douteux qu'à l'époque de la création de la mission de Chehkiang il n'y eut pas de missionnaires catholiques. Le journal néo-protestant qui établit cette statistique a dû les oublier.

Grâce à leur contact intime avec les Européens que la propagande évangélique favorisa peut-être, les habitants de Ningpo aidaient les étrangers à commercer à Changhaï. Plus adroits que les Cantonnaires et souvent attachés à des maisons étrangères ils jouaient un rôle économique très important.

Foutchéou fut ouvert par le consul d'Angleterre qui arriva en juin 1844. La concession se trouvait à Nantai, dans une île, en face de la ville. Pendant les premières années de l'ouverture aucun bateau étranger n'y entra. La région était pauvre : les marchandises étrangères n'y étaient guère demandées. Le thé fameux de Ou-lh, qui se trouve dans la région de Foutchéou, bien destiné à l'exportation, au lieu de passer par ce port, était transporté par voie fluviale à Changhaï et évitait ainsi la route de montagne. Le port resta sans trafic

(1) DAVIS : *China Since the Peace*, p. 100.

(2) *North China Herald*, le 17 mars 1855.

pendant dix ans. Le consul avait parlé de l'abandonner ou de l'échanger contre un autre.

Brusquement la révolte des Taipings causa la fortune de Foutchéou. La guerre civile coupa la route entre le pays du thé et Changhaï. Le thé de Bohen commença à être transporté à Foutchéou et ce port devint le marché exclusif du thé à mesure que l'exportation de ce produit diminuait à Changhaï.

En 1855, 15.7397.00 livres de thé furent exportées par l'intermédiaire de cinq magasins anglo-américains. Le tableau ci-après donne le chiffre des exportations pour les années suivantes (1) :

1856 : 41 millions de livres de poids.		
1857 : 32	—	—
1858 : 28	—	—
1879 : 46	—	—
1900 : 40	—	—

Amoy avait depuis longtemps entretenu des relations commerciales avec Formose et les Philippines, par l'intermédiaire des Anglais et des Espagnols. Le port fut ouvert en 1844, date de l'arrivée du consul anglais.

Le consulat s'établit dans l'île de Kuo-Lin-Yu, en face de la ville. Généralement le chiffre de l'importation dépassait celui de l'exportation. En 1844 le trafic fait par bateaux anglais atteignait 372.272 dollars à l'importation, et 268.500 dollars à l'exportation. Le sucre et les coolies étaient surtout exportés. Les résidents étrangers étaient 29 en 1850 et 34 en 1855 (1).

Canton, qui auparavant était le seul port de commerce international, resta important après l'ouverture des cinq ports qui décentralisait le commerce. Malgré le développement de Hong-Kong et de Changhaï l'importation ne diminua pas, parce que les Cantonais commençaient à s'habituer aux produits étrangers. Le thé de Kiangsi, de Hupeh et de Honan continuait à être exporté par canton ; cependant la soie et le thé de Chehkiang et d'Anwhaï avaient trouvé plus près le marché de Changhaï.

(1) MORSE, p. 466.

(2) *Ibid.*, p. 363.

Les statistiques ne nous permettent pas d'apprécier le développement d'exportation, parce que les chiffres de la contrebande qui augmentaient de plus en plus en matière d'importation, ne figurent pas dans les listes officielles.

Le trafic annuel par bateaux britanniques s'évaluait ainsi (1) :

	<i>Importation</i>	<i>Exportation</i>
1844-47 :	11.790.750	16.671.825
1849-52 :	11.190.750	10.631.000

La diminution est due au désastre des Taipings.

L'augmentation du nombre des commerçants étrangers, qui passe de 256 en 1845 à 324 en 1855, indique le développement des rapports commerciaux. En 1846 il entra à Canton 284 bateaux de 124.305 tonnes ; 207 appartenaient aux Anglais, 65 aux Américains (2). Il convient de noter encore l'importance du commerce anglais.

Canton était depuis longtemps en rapport avec les étrangers, aussi le sentiment populaire leur était-il hostile. Les Anglais faisaient du mal aux Cantonais en temps de paix comme en temps de guerre ; les manifestations xénophobes se multiplièrent surtout après la guerre de 1841. Le peuple englobait dans la même haine tous les étrangers qui prétendaient former une communauté en face des Chinois. Ils considéraient comme des traîtres et des espions les Chinois qui entretenaient des relations avec les étrangers. Les batailles de rues étaient fréquentes (3). L'exaspération populaire grandit à l'occasion de l'expédition de Foushin que les Anglais avaient organisé contre la ville. Les autorités chinoises s'efforçaient de ménager les Anglais et de leur accorder toutes les concessions de nature à réparer les dommages causés par les événements de la rue.

Certains ports qui n'étaient pas ouverts étaient cependant fréquentés par les étrangers. Swatow était le plus important. C'est la contrebande de l'opium et des coolies qui y attirait

(1) MORSE, p. 363.

(2) *Ibid.*, p. 365.

(3) HWAN : Histoire de la Dynastie Tsin, p. 270 (en chinois).

surtout les étrangers. Alors la lettre de lord Elgins (1) à son gouvernement dit que la vente des coolies portait non seulement sur les hommes mais aussi sur les femmes. Voici la statistique des importations et des exportations à Swatow en 1857 (1).

<i>Importation</i>	<i>Exportation</i>
6.000 caisses d'opium	800.000 paquets de sucre
30.000 balles de coton	50.000 caisses de thé
15.000 balles de coton fils	50.000 paquets de faïence
2.000 balles de draps	151.000 coolies
150.000 dollars mexicains	
300.000 paquets de riz	

Les Anglais s'efforçaient de relier les cinq ports entre eux par des communications. Le service de la poste fut organisé dans tous les ports, le bureau central était à Hong-Kong. A cette époque, le service des postes chinoises était aux mains de Compagnies privées, il fonctionnait par courrier à pied. il fallait trois semaines pour faire parvenir une lettre de Changhaï à Canton. La poste étrangère ne demandait que cinq à six jours. Les étrangers organisèrent les transports maritimes et créèrent des Compagnies de bateaux à vapeur. Le nombre des jonques chinoises diminuait ; elle ne pouvait en effet lutter ni par la vitesse, ni par la capacité de charge.

La Chine avait laissé s'organiser les postes étrangères dont l'abolition est longuement discutée aujourd'hui. Malgré la décision de la conférence de Washington de 1922 qui supprime les postes étrangères, la question soulève encore à l'heure actuelle de graves difficultés. Elle avait aussi perdu le droit de cabotage en tolérant la création de Compagnies maritimes. Ce droit est pourtant réservé d'ordinaire par chaque puissance à ses nationaux. En somme, c'était encore le régime de fait qui imposait à la Chine des dommages importants, plutôt que le régime de droit tel qu'il était établi par les stipulations des traités.

(1) ELGINS : Missions en 1857-58, p. 274.

CHAPITRE V

Le Christianisme de 1844 à 1856.

Les Tai-Pings.

Les premiers missionnaires. — Les erreurs des catholiques. — Le culte des ancêtres. — La politique de M. Lagrèné. — Les clauses du Traité et de l'Edit impérial. — Les progrès de la propagande chrétienne. — La méthode protestante. — Les Missionnaires de Kian-Nan. — Le Docteur Paul. — L'Œuvre des enfants abandonnés. — Les Tai-Pings. — Houng-Sue Tsen. — Formation de la doctrine de Tai-Ping. — La révolte. — Les victoires des rebelles. — Leur défaite finale. — Le rôle des missionnaires dans la révolte: Robert. — Conclusion.

Le christianisme a été propagé en Chine depuis fort longtemps. On fixe à 505 après J.-C. la date d'arrivée des missionnaires nestoriens. Le catholique romain Jean Coronio débarqua en 1292. Robert Marrison, le premier missionnaire protestant, arriva en Chine en 1807. MM. Bredgmann et Abeel, qui furent les premiers missionnaires américains, commencèrent leur œuvre en 1830 (1).

La religion chrétienne avait été tolérée et même autorisée en hine. Elle devait cette faveur à la doctrine du Christ et

(1) PRATT. *The Christianizing of China*, p. 1.

à la civilisation occidentale plutôt qu'aux efforts de prosélytisme des missionnaires. En effet, selon la doctrine du Christ, tous les hommes sont des frères qui doivent s'entr'aider ; il faut sacrifier l'intérêt individuel au bonheur de la collectivité. Cette doctrine, comme le bouddhisme, avait gagné la sympathie des Chinois. De plus, les missionnaires européens enseignaient les sciences exactes, comme les mathématiques et l'astronomie. Ainsi, nos ancêtres respectaient les missionnaires comme des savants et toléraient toutes les paroles et tous les actes des missionnaires.

Il n'y avait pas, en Chine, de religion nationale; le bouddhisme, l'islamisme étaient tolérés, au même titre que le christianisme. Mais les Chinois avaient un culte particulier : celui des ancêtres et des dieux administrateurs municipaux des morts. Les bouddhistes, les musulmans et les missionnaires chrétiens du xvi^e siècle n'avaient pas osé interdire à leurs adeptes Chinois ce culte particulier. Mais les Jésuites, brutaux et inexpérimentés, voulurent obliger les chrétiens chinois à ne plus conserver leur foi traditionnelle. Ils essayèrent de les forcer à croire en un Dieu unique. Cette mesure imprudente causa une révolte générale de la population chinoise contre les prêtres européens. La population, qui n'avait pas été convertie, se montrait surtout hostile aux étrangers, qu'elle accusait de vouloir détruire la merveilleuse tradition chinoise. Se basant sur le vœu de la population, les autorités chinoises expulsèrent et même exécutèrent des missionnaires. Les propriétés de l'Eglise furent confisquées en faveur de l'Etat sous le règne de Yangchang.

Cependant, le gouvernement n'interdit pas aux étrangers de pratiquer le culte chrétien. La cathédrale russe de Pékin, par exemple, fut toujours ouverte pendant la période de persécution. Mais, malgré l'interdiction des autorités chinoises, les missionnaires organisés pénétraient secrètement dans l'intérieur de la Chine et continuaient leur œuvre de propagande. Lors de l'érection de l'évêché de Macao, par Grégoire XII, le 23 janvier 1575, toutes les provinces de Chine furent soumises à cette autorité épiscopale (1). Les mission-

(1) Centenary Missionary conférence Appendix.

naires n'avaient, du reste, que peu de dangers à courir dans leur œuvre. Pendant les quarante premières années du XIX^e siècle, on ne compte que trois martyrs chrétiens (1).

Grégoire XIX divisa l'empire chinois en vicariats apostoliques, administrés par des évêques. Les anciens évêchés de Pékin, de Nankin et de Macao furent maintenus. Mais on compte, en outre, 12 vicariats apostoliques : Sué-Tchouan, Kiang-Si, Yun-Num, Changtoun, Koungsi, Mantchourie, Mongolie (2). L'organisation des missions protestantes n'était pas aussi rigide. On compte les sociétés suivantes (3) :

<i>Nom</i>	<i>Date de création</i>
a) London Missionary Society	1807
b) British and Foreign Bible Society	1812
c) Religions Tract Society	1813
d) Baptist missionary Union	1834
e) Southern Baptist convention	1834

Les clauses des traités de 1842 et de 1844 autorisaient en principe tous les étrangers à propager la foi chrétienne. Mais c'était surtout la France qui s'intéressait à l'effort de propagande catholique. Le contrôle que la France allait exercer sur l'ensemble des missions catholiques n'était qu'une extension du protectorat qui lui était reconnu sur les lieux saints et sur les missions de l'Orient musulman. Il reposait sur l'agrément du Saint-Siège et sur le consentement tacite des autres puissances. Cette politique fut plus tard continuée par le gouvernement de Napoléon III. Louis-Philippe avait voulu faire de l'extension du protectorat religieux en Chine un contrepoids à l'influence qu'exerçait l'Angleterre.

On prétend que M. Lagréné fut envoyé en Chine pour accomplir ce projet, et que, pour arriver à conclure avec les autorités chinoises un traité qui accorda aux Français le droit de propagande, ce ministre de France leur offrit par compensation son aide pour résister à l'influence anglaise (4).

(1) BOELL : Le Protectorat des Missions catholiques en Chine, page 8.

(2) JOLY : Le Christianisme et l'Extrême-Orient.

(3) HUC : Histoire du Christianisme en Chine, p. 349.

(4) Missionary Centenary conférence appendix.

Mais, d'après l'histoire de la mission de l'abbé Huc, M. Lagréné était venu simplement pour conclure un traité de paix et d'amnistie, conformément aux stipulations du traité de Nankin. Il n'avait pas reçu d'instructions concernant le protectorat du catholicisme (1). L'auteur de la proposition initiale de protectorat reste inconnu. Elle est due, soit au gouvernement français, soit aux missionnaires en Chine, soit à M. Lagréné lui-même. Ce qui est certain, c'est que les missionnaires exercèrent une puissante influence sur le Ministre français, qui déploya tous ses efforts pour les satisfaire. Peu satisfait des clauses du traité, M. Lagréné se rendit dans le Nord, en 1845, pour obtenir un édit impérial au sujet de la propagande religieuse.

Suivant les termes du traité de 1844, et de l'édit de 1846, les étrangers étaient tolérés seulement dans les cinq ports ouverts et sans distinction entre catholiques et protestants. Dans les limites des cinq ports, ils pouvaient établir des églises, des hôpitaux, des hospices, des écoles, des cimetières. Les propriétés chrétiennes confisquées étaient restituées, exception faite pour celles qui avaient été transformées en pagodes ou en habitations particulières. D'après l'édit impérial, il ne fallait pas interdire aux étrangers de se réunir pour les cérémonies du culte, d'exposer des croix et des images, de réciter des prières et d'expliquer la doctrine chrétienne (2)

Au delà des cinq ports ouverts, il était interdit aux missionnaires de pénétrer en Chine ; mais si on les trouvait dans les régions de l'intérieur, les autorités ne pouvaient leur faire subir aucun châtement. Ils devaient se contenter de les livrer au consulat du port le plus rapproché. Les autorités chinoises n'avaient pas le droit de punir leurs sujets chrétiens à cause de leurs croyances. Leur sévérité ne pouvait s'exercer que sur les criminels ou les auteurs de délits. Les missionnaires allaient, du reste, jusqu'à demander, pour les chrétiens chinois, le droit d'exterritorialité qui était accordé aux étrangers. En principe, ce droit ne fut jamais accordé aux chrétiens chinois, sauf dans des cas exceptionnels, où des

(1) HUC, *op. cit.*, p. 414.

(2) LAUNAY : *Histoire des Missions de Chine (Koungsi)*, p. 167.

missionnaires obligèrent les autorités locales à céder sur ce point.

Ainsi, la propagation de la foi chrétienne était strictement limitée aux cinq ports, et c'est seulement dans ces ports que l'édit impérial de tolérance était affiché. Dans l'intérieur, la propagande restait interdite. Suivant les stipulations du traité, les missionnaires trouvés dans les provinces de l'intérieur seraient livrés à leur consul, qui les punirait. La Chine n'avait d'ailleurs fourni aucune garantie au sujet des chrétiens chinois de l'intérieur. Tous les accords entre M. Lagrené et Kiyong n'avaient aucun caractère officiel. L'un avait énergiquement exprimé sa vive sympathie pour les chrétiens chinois, l'autre avait poussé la courtoisie jusqu'à les recommander à la protection de son empereur (1). Mais le gouvernement français n'avait rien demandé à l'Empereur de Chine qui n'avait fait aucune promesse à la France. Bien entendu, le devoir de la Chine était de protéger tous ses sujets, sans distinction de religion, et sans supporter d'intervention étrangère. Les paroles de Kiyong relevaient de la courtoisie ; elles ne constituaient pas une promesse formelle de protéger les chrétiens chinois. En pratique, cette protection n'était pas bien assurée dans l'intérieur, où la propagation de la foi avait été interdite. D'une part, les chrétiens pouvaient toujours faire œuvre de propagande comme missionnaires, et lorsqu'ils étaient arrêtés, il leur était loisible de déclarer qu'ils se contentaient d'exprimer simplement leur croyance, sans tenter aucune propagande. L'interdiction du prosélytisme était donc inefficace. D'autre part, les autorités chinoises pouvaient détenir les chrétiens dans les prisons, comme coupables de délit, tout en déclarant que leur foi religieuse ne motivait pas leur détention. La protection des chrétiens chinois devenait sans portée.

Depuis 1842, la propagande chrétienne progressait, sous la protection des consuls. Beaucoup d'institutions, tant catholiques que protestantes, furent organisées ou reconstituées. Dans l'intérieur même de la Chine, les missionnaires chré-

— . - - - -

(1) Traités, conventions et rapports des négociations sous le règne de Hien-Foung, publiés par le ministère des affaires étrangères de Pékin. Vol. 2, p. 14.

tiens propageaient leur doctrine, car les autorités chinoises n'avaient pas le droit de les punir et l'on ne pouvait craindre de voir les consuls punir les missionnaires qui prêchaient le christianisme.

Les missionnaires, jeunes et pleins d'ardeur, arrivèrent en grand nombre, à partir de 1842. Les anciens chrétiens, dispersés par les persécutions, se rallient autour de leurs nouveaux pasteurs. On reconstruit les chapelles en ruines ; on ouvre à nouveau les écoles ; on imprime des livres de religion à distribuer aux catéchumènes.

De 1842 à 1847, une dizaine de sociétés protestantes exercent leur action dans les ports. Voici une liste des sociétés organisées depuis le traité de 1842 (1) :

<i>Nom de Société</i>	<i>Date de création</i>	
Baptist Missionary Society	1852	} Sociétés anglaises
Church of England Mis. Soc.	1844	
Presbyterian Church of England	1847	
Westleyan Mis. Soc.	1852	
Basel Mis. Soc.	1846	} Sociétés con- tinentales
Berlin Mis. Soc.	1850	
Rheinich Mis. Soc.	1847	
Board of missionary for Foreign Mis. Soc.	1847	} Sociétés américaines
Methodist Episcopal Missions (south)	1848	
Methodist Episcopal Missions	1848	
Presbyterian Board of Foreign Mis.	1844	
Reformed Church of America	1842	
Seventh Church Baptist Mis. Soc.	1842	
American Bible Society	1843	

La méthode de propagande protestante était plus prudente que celle des catholiques. Ils se bornaient à ouvrir des écoles pour enseigner aux Chinois les sciences européennes, à imprimer des livres de religion qu'ils distribuaient. Les lecteurs, pouvaient ainsi se convertir, après avoir réfléchi.

(1) Centenary Missionary conférence appendix.

Ils exerçaient leur charité et leur bienfaisance, non seulement sur les chrétiens, mais même sur les Chinois qui n'étaient pas convertis. Par contre, les catholiques réservaient leurs faveurs seulement aux adeptes de leur religion. Ils prêchaient et essayaient de convertir plutôt par l'influence de leur persuasion personnelle. A cette époque, les catholiques s'occupaient surtout à bâtir des églises ; cependant, leur œuvre est digne d'être relatée.

Une des missions les florissantes, celle de Kian-Nan, avait été la plus délaissée, depuis que les missionnaires jésuites avaient cessé d'en prendre soin. Les néophytes, abandonnés à eux-mêmes, avaient négligé leurs pratiques religieuses. Ils étaient retombés dans l'indifférence ou dans les superstitions bouddhiques.

Les missionnaires de Kian-Nan s'établirent à Su-Kia-Wei, aux environs de Changhaï. C'était là que résidait autrefois le Docteur Paul, Zi-Koun-Ki. Une femme veuve, petite-fille du docteur, non contente d'employer sa grande fortune à fonder des hôpitaux, des orphelinats et des écoles, s'intéressait elle-même aux pauvres et répandait la doctrine chrétienne dans les environs (1). Les missionnaires étaient les hôtes bien accueillis de la famille de Zi.

Les missionnaires de Kian-Nan étaient en pleine activité. Le peuple les recevait avec faveur ; ils n'avaient plus, comme autrefois, des périls à affronter et des luttes à soutenir. L'activité des prêtres s'étendait à tous les événements de la vie. Après avoir baptisé, marié, reçu des confessions, ils visitaient les malades, administraient les mourants. La lenteur des communications leur causait beaucoup de fatigues. Ils étaient accablés de besogne et se couchaient souvent à 11 heures pour se lever à 5. On tâchait de former des missionnaires indigènes pour suffire à la tâche. La propagande faisait de rapides progrès et sans difficultés, grâce à la famille du Docteur Paul, qui lui préparait les chemins (2).

Les chiffres ci-après (3) permettent d'apprécier le déve-

(1) Huc, op. cit., p. 346.

(2) *Ibid.*, p. 349.

(3) Huc, op. cit., p. 353-354.

loppement des missions dans le Kian-Nan, en 1845.

100.000 chrétiens ;

2 évêques ;

160 écoles, dont 30 pour les petites filles, ayant 1.200 élèves ;

100 clergés indigènes.

Les diverses missions organisées par les Lazaristes, les Franciscains, les Dominicains étaient aussi en progrès. Après le traité de 1842, on comptait dans le vicariat apostolique de Sue-Tchouan, 60.000 chrétiens, 50 écoles de garçons, 109 écoles de filles et plus de 500 religieuses. On y trouvait 12 Européens que secondaient des prêtres Chinois (1).

Les communautés chrétiennes, où *prêchaient les Franciscains* et les autres missionnaires, se développèrent en Chine septentrionale, depuis la création du siège archiépiscopal de Khambalie, à Pékin, en 1307. Les progrès furent sensibles depuis 1842. Il en était de même dans la Chine du Sud. A cette époque, on pouvait évaluer à 500.000 le nombre des chrétiens de toutes sectes répandus dans la Chine (2).

L'œuvre de propagande que dirigeaient les catholiques s'occupait de charité. En 1848, douze sœurs de charité arrivèrent en Chine (3). Leur but principal était de recueillir les enfants abandonnés. La natalité était très forte, en Chine, aussi les parents abandonnaient-ils leurs enfants à des hospices entretenus par les subventions des municipalités. Mais les revenus des hospices étaient faibles, et les fonctionnaires les délapidaient : les hospices ne pouvaient recevoir beaucoup d'enfants et laissaient même parfois mourir de faim ceux qu'ils avaient pris en charge. Aussi, les parents ne voulaient ni ne pouvaient livrer leurs enfants aux hospices ; ils préféraient les mettre à mort. L'Association de la Sainte-Enfance avait été créée à Paris, par Mgr Forbin Janson, pour contribuer à sauver les enfants abandonnés. Mais cette œuvre de charité avait rencontré de grandes difficultés, dès sa fondation ; elle ne put obtenir des résultats importants. Le bruit

(1) Huc, p. 354-355.

(2) *Ibid.*, p. 354-355.

(3) *Ibid.*, p. 437.

courut en Chine que les sœurs arrachaient le cœur et crevaient les yeux des enfants pour leurs pratiques religieuses. Ainsi alla-t-on jusqu'à interdire aux missionnaires de recevoir les enfants abandonnés. Comme l'Eglise catholique était fermée aux Chinois qui n'étaient pas chrétiens, il n'était pas possible de faire revenir les paysans chinois de leur erreur.

Pendant la révolte des rebelles de Taiping, la propagande catholique subit un temps d'arrêt. Les Taipings se présentaient eux-mêmes comme des chrétiens protestants et médisaient de la religion catholique.

Toutefois, l'œuvre de propagande chrétienne avait porté un coup fort rude à la maison Maudchoue. Les Chinois se disaient que l'empereur chrétien (le roi d'Angleterre) avait vaincu l'empereur mandchoue, qui n'était pas chrétien. Ils furent tentés de croire que, pour faire de la Chine une puissance très forte, il suffirait de baptiser tous les Chinois et de faire du christianisme une religion nationale. Pour chasser l'empereur étranger, c'est-à-dire la dynastie Tsin, il semblait utile de se convertir et de faire éclater une révolution contre la maison Mandchoue. Mais, ni la doctrine, ni les pratiques d'aucune secte ne pouvaient être adoptées par les Chinois, qui ne voulaient pas abandonner le culte des ancêtres. Or, aucune doctrine chrétienne ne permettait l'exercice de ce culte. C'est pourquoi une nouvelle secte, qui tenait compte de la psychologie chinoise, se développa en Chine. Elle fut créée par un certain Houn-Sue-Tsen. Elle avait pour but d'établir une « paix perpétuelle », qu'on appelle « Tai Ping » en chinois. Pour réaliser ce projet, il fallait convertir tous les Chinois et en faire des chrétiens. Ce fondateur était peut-être tenté de croire que les Etats chrétiens ne se battaient pas entre eux et que, pour éviter tout conflit éventuel avec les étrangers qui tous étaient chrétiens, il suffisait de se convertir et de transformer la Chine en puissance chrétienne. Mais le but principal du fondateur était d'obtenir le concours des puissances étrangères, ou du moins l'aide individuelle des étrangers, pour délivrer les nouveaux convertis du joug des barbares. Comme tous les Chinois avaient la haine de la maison mandchoue et craignaient une invasion étrangère,

cette politique à double jeu, qui consistait, d'une part, à expulser l'empereur barbare, d'autre part, à conclure la paix avec les Etats chrétiens, il correspondait parfaitement aux aspirations chinoises.

Mais elle était parfaitement illusoire. Des luttes éternelles existaient entre les Etats chrétiens. La conversion de la Chine n'empêchait pas l'invasion étrangère ; ce n'était pas là un moyen efficace d'établir la paix perpétuelle. D'ailleurs, les puissances étrangères n'avaient pas l'intention d'aider les chrétiens à chasser les Barbares mandchous et à rétablir le royaume de Chine. Leur intérêt seul les guidait. Si la maison mandchoue leur offrait des avantages, ils n'hésiteraient pas à écraser les chrétiens chinois immédiatement ou dans un proche avenir.

Le chef des Taipings lui-même n'envisageait pas le rétablissement du royaume de Chine ; il se souciait peu d'entretenir la paix avec les étrangers et d'assurer le bien-être du pays. La paix perpétuelle, la christianisation ne constituaient qu'une méthode pour acquérir l'appui de la masse et pour trouver des partisans qui veuillent participer à la révolte. Il cherchait surtout à piller, à massacrer, à accomplir des brigandages. On s'aperçut, dès le début, que les partisans de Tai-Pings étaient des brigands. Cependant, les étrangers n'hésitèrent pas à les aider, afin d'affaiblir le prestige de la maison mandchoue.

Le chef des Tai-Pings (1), Houg-Sue-Tsen, faisait remonter l'origine de sa famille à la dynastie soun. Il était né, le 20 janvier 1813, dans un petit village de 400 habitants, qui appartenait à une seule famille du district de Houg, dans la province de Kountoung. Plus intelligent que ses frères, qui se contentaient de cultiver la terre, Houg se plongea dans l'étude classique du confucianisme, qui était indispensable pour le grand examen du baccalauréat. Cet examen exigeait trois épreuves ; la dernière avait lieu dans la capitale de la province. Houg réussit aux deux premières épreuves, mais il échoua plusieurs fois à l'examen final, qui se passait à Canton. Découragé complètement, il conçut une haine profonde contre l'injustice des autorités chinoises.

(1) Pour l'histoire des Taipings voir Si : Histoire générale de la dynastie Tsin, quatrième volume.

A la suite des fatigues du voyage à Canton, de son découragement et de sa haine que suscitérent ses échecs, il fut, pendant quarante jours, la proie d'hallucinations. Mais, quelques années plus tard, il prétendit avoir eu des visions, après lesquelles sa maladie disparut immédiatement. C'est probablement en 1843, à la suite de la guerre de l'opium, qui atteignit gravement le prestige de la dynastie mandchoue, qu'il commença à lire des livres contenant la doctrine chrétienne. Il tâcha d'interpréter ses visions à sa manière. En effet, il se procura des livres à Canton, pendant son séjour, en 1836-1837, mais il ne les lut que six ans plus tard.

Quels étaient ces ouvrages bizarres ? Selon M. Davenport (1), c'était une tradition chinoise des onze premiers chapitres de la Révélation de saint Jean. D'après M. Cordier, ces livres portaient le titre de « Bonnes paroles... » Un certain Leang-Afah en était l'auteur. Le docteur Marrison les avait revus. Leang, né en 1789, dans la province de Kuontoung avait accompagné à Malacca, en qualité d'imprimeur, le docteur Wilhain Melne, de la London Missionary Society. Melne l'avait baptisé le 3 novembre 1816. Cet ouvrage se composait de neuf traités ou sermons sur des textes des Ecritures saintes. Selon nous, comme les missionnaires distribuaient gratuitement des ouvrages de propagande chrétienne, Houg avait dû les recevoir gratuitement.

Après la lecture de ces livres, il se mit à interpréter ses visions. Selon lui, le vieillard Vénérable était Dieu le père, l'homme d'âge moyen était le Christ qui l'avait aidé à exterminer le démon. Houg déclarait avoir reçu la mission de sauver l'humanité. Dieu qui avait autrefois établi sur le trône la brillante dynastie Chou, s'était promené jadis avec le premier homme et la première femme. Lorsque l'âme de Houn se présenta devant Dieu, il lui donna un fruit à manger pour la diviniser. Houg reçut un sceau et un couteau pour exterminer les démons et pour réformer les Chinois dégénérés, qui n'adoraient plus le vrai Dieu ! Houg expliquait ainsi pourquoi la dynastie Chou avait été brillante et pourquoi les étrangers, qui rendaient un culte au vrai Dieu

(1) DAVENPORT : *China from within* P.

(2) CORDIER : *Histoire générale de la Chine*, tome 4 p.

taient devenus puissants. Il était lui-même le vrai maître de la Chine, parce que Dieu l'avait investi du pouvoir et chargé des missions. Houng prêchait cette doctrine et fondait ainsi une secte chrétienne. Mais lorsqu'il prétendait que les hommes étaient tous frères et qu'il fallait adorer l'œuvre de la dynastie Chou, il puisait les éléments de sa doctrine dans le confucianisme. L'idée de devenir puissant, après avoir mangé des fruits, d'être chargé de mission pour réformer le monde par Dieu et pour Dieu, était un thème emprunté aux romans classiques de Suo-Hou-Tchan et de Si-U-Tchi. Le soi-disant christianisme de Houng se répandit rapidement dans la Chine du Sud, où régnait la superstition. Le nombre de ses adhérents augmentait chaque jour.

Pour prouver son christianisme, Houng enleva de sa demeure les tablettes qui représentaient, selon la tradition, cinq dieux : le Ciel, la Terre, le Roi, les Ancêtres, Confucius et ses élèves. Il se baptisa, ainsi que son cousin Li. Deux de ses amis, Foung-Youn-Chan et Houng-Ta-Tsen, son frère juré, se joignirent à lui. Il se rendit d'abord à Koungsi, pour prêcher le christianisme aux montagnards sauvages, les Miéu-Tseu, qui n'étaient pas de même race que les Chinois. En 1849, il constitua une ligue des « Adorateurs de Dieu » qui recruta ses membres parmi les Miéu-Tseu. Ces derniers conservaient contre les Tartares, et surtout contre les Chinois, une rancune traditionnelle. La ligue se mit en rapport avec des sociétés secrètes, comme la société de Triandes. Elle avait des relations intimes avec les pirates. Un des chefs de Tai-Ping, Young-Sieou-Tsin, était un pirate d'origine. De plus, les Tai-Pings groupaient autour d'eux les sujets mécontents des autorités.

La première collision eut lieu en 1851. Les autorités venaient d'arrêter Houng, non pas à cause de sa propagande religieuse, mais parce que ses intrigues visaient à renverser la dynastie. Les rebelles se soulevèrent dans Koungsi, s'emparèrent, en peu de temps, de toute la province. Les autorités locales furent impuissantes. Le 25 septembre, Houng se déclare empereur du royaume céleste de la Grande Paix. Il donne des titres à ses premiers chefs. La campagne qu'il tenta dans le Yun-Nam échoua ; les Taipings, d'autre part,

mirent en vain le siège devant la capitale du Koungsi. Ils se mirent en route vers le Nord, et le 11 septembre 1852, parurent devant la capitale du Hou-Nan : Tchchang-Cha. Ils traversèrent le Yan-Tseu, progressèrent successivement en Hupeh, Kiangsi, Anwhai et jusqu'à la capitale de Kiangsu : Nankin. Ils en firent la capitale du royaume Céleste, en 1853. Ils étaient les maîtres des deux tiers de la Chine.

Les étrangers s'étaient mis en rapport avec les Taipings. Le gouverneur de Hong-Kong, sir Bouham, se rendit à Nankin, le 22 avril 1853. M. de Bourboulon, ministre de France, se mit également en route, en 1853, pour Nanking. Il fut reçu par les rebelles. Enfin, le ministre des Etats-Unis, Mac Lane, quittait Shanghai pour Nankin, le 22 mai 1855 (1). Vers 1854, les étrangers étaient plutôt sympathiques aux rebelles, mais les gouvernements d'Europe penchaient vers la dynastie mandchoue.

Cette révolution, qui dura 15 ans, coûta 50 millions de dollars à la cour de Pékin, seulement pour les frais de guerre. La population diminua de 30 millions d'habitants, à cause des massacres des rebelles, qui furent enfin vaincus par Hou-Lini, Tsen-Co-Fang, Li-Houn-Chang, etc... La milice étrangère, organisée sous les auspices de Li-Houng-Chang, joua un rôle dans la répression. Mais les étrangers ne donnaient pas leur appui sans monnaie d'échange.

On a prétendu que la révolution des Taipings fut une conséquence du désordre social ; qu'elle n'avait aucun rapport avec le christianisme. Il faut toutefois noter que c'était un missionnaire protestant qui était l'âme de la révolution. On prétend que le Rév. Isschar Jucox Roberts, de l'American Board of Foreign Missions, était l'intime de Houng, bien qu'il eut refusé de le baptiser en 1847. C'est Roberts qui conseilla à Houng de ne pas choisir sa capitale dans les provinces du sud et de s'emparer sans délai de Nanking. C'est lui qui conseillait encore aux Taipings de ne demander à la population des villes conquises que des moyens de transport et des vivres. Grâce à cette merveilleuse méthode, les rebelles arrivèrent rapidement à Nankin, sans rencontrer de résis-

(1) CORDIER : Histoire de Chine, 4^e vol., p. 29.

tance populaire. On peut dire que Roberts faisait partie de l'état-major des rebelles. Il était, en même temps, fournisseur de matériel de guerre américain (1). Il est donc juste de conjecturer que Roberts faisait tous ses efforts pour favoriser son disciple. Il fut espion et agent diplomatique du royaume céleste. Il alla plusieurs fois à Nankin, voir Houg. Si les Etats-Unis ne lui accordaient pas leur consentement implicite, pourquoi ne fut-il pas révoqué après la protestation du gouvernement chinois. Nous sommes obligés de remarquer que son attitude personnelle était implicitement approuvée par les missionnaires étrangers.

Nous ne prétendons pas, malgré l'opinion de certains de nos compatriotes, que les puissances étrangères avaient incité les rebelles à la révolte, afin d'affaiblir la Chine. Nous n'affirmons pas que les missionnaires étaient venus en Chine uniquement dans le dessein de susciter un soulèvement ; mais il est certain que la propagande chrétienne contribua indirectement à la révolte. Sans vouloir nier l'œuvre de charité et de bienfaisance des missionnaires, nous constatons simplement la double conséquence de leurs efforts. Nous remercions les missionnaires d'avoir introduit en Chine la civilisation occidentale ; mais il est indésirable que les missions conduisent l'empire à sa ruine.

Lorsque la rébellion eût pris corps en Chine, les puissances occidentales offrirent à la cour de Pékin leur aide matérielle pour écraser les rebelles ; mais elles demandèrent des faveurs comme compensation. La défense de la chrétienté était un mythe ; les puissances cherchaient à satisfaire leurs propres intérêts.

(1) ESTES : *Christian, Mission in China*, p. 27.

CHAPITRE IV

Conclusions.

Si nous comparons le projet de traité élaboré par le gouvernement de Londres, avec les clauses que M. Pottinger imposa à la Chine, nous nous rendons compte immédiatement que les exigences gouvernementales étaient moins dures que celles des commerçants et des agents diplomatiques de l'Angleterre. Ainsi, Londres n'était pas d'accord avec ses agents coloniaux, mais le gouvernement central leur céda toujours, en raison de la compétence qu'il leur reconnaissait dans les affaires coloniales.

Mais ces coloniaux n'étaient pas de bons diplomates, car leur méthode brutale ne pouvait assurer la paix. Leur système était simple et efficace : ils employaient la force ou du moins les menaces pour obtenir les concessions qu'ils exigeaient. Leur orgueil, leur brutalité empoisonnèrent les relations diplomatiques. Pour un incident de minime importance, les flottes étrangères bloquaient Canton, bombardaient les forteresses des environs. Si la Chine leur refusait la plus minime satisfaction, ils invitaient immédiatement les commandants à prendre des mesures coercitives pour châtier les Chinois désobéissants ; les incidents locaux pouvaient toujours amener une guerre véritable et entraîner une expédition européenne. Afin de maintenir la paix, les autorités

chinoises devaient leur accorder toutes leurs demandes. Une fois les dernières concessions accordées, les étrangers justifiaient de nouvelles demandes par une autre guerre. C'est ainsi que pendant le xix^e siècle, jusqu'à la guerre des Boxers, on assiste à une série de conflits successifs. M. Cordier a bien raison d'attribuer la responsabilité de la guerre des Boxers aux puissances étrangères ; elle leur revient de droit, en effet. Cependant, certains auteurs, comme Morse, ont loué la politique chirurgicale ; elle leur semblait indispensable pour ouvrir la Chine au commerce étranger.

Ce qui est caractéristique, c'est que les agents diplomatiques étaient venus en Chine, non pas pour lier des relations cordiales, mais pour exiger des concessions successives. Dès qu'ils les avaient obtenues, ils en demandaient d'autres. Il est curieux de voir, après la conclusion des traités de 1842, les Américains, les Français et les autres peuples se précipiter à la curée pour obtenir des privilèges analogues à ceux qu'avaient arrachés les Anglais vainqueurs, la cession de Hong-Kong mise à part. La Chine, affaiblie, vaincue, fut obligée de satisfaire à leurs demandes, afin d'éviter des conflits éventuels. Comme, dans chaque entrevue, les étrangers présentaient de nouvelles demandes, les autorités chinoises refusaient souvent de les recevoir, afin de leur enlever l'occasion de nouvelles exigences. La présence des agents diplomatiques coûtait cher à la Chine ; aussi la cour de Pékin hésitait à entrer en relations régulières avec les puissances.

Les gouvernements étrangers restaient ignorants des affaires de Chine ; ils laissaient le soin à leurs agents coloniaux de diriger la politique extrême-orientale et prolongeaient ainsi la domination des anciens employés de la Compagnie des Indes. Si les puissances avaient été au courant des affaires de Chine, leurs agents n'auraient pu impunément mentir et bien des guerres auraient été évitées, la Chine aurait subi moins de pertes. La convention de Cho-Fou, 1878, qui accréditait des ministres de Chine dans les capitales des grandes puissances et était une mesure heureuse, capable d'éviter bien des malentendus et d'améliorer les relations diplomatiques.

Il faut souligner que c'était la première fois que la Chine avait été vaincue par les étrangers, bien que, depuis long-

temps, sa ruine et son impuissance apparaissaient aux yeux des étrangers. C'est la première fois que des clauses diplomatiques et économiques furent dictées par les vainqueurs. Ce qui était fâcheux surtout, c'est que les avantages concédés aux Anglais victorieux furent exigés également par les autres grandes puissances. Elles prétendaient que la Chine devait les traiter sur le pied de parfaite égalité avec l'Angleterre et qu'elles devaient jouir de tous les privilèges qui lui avaient été concédés. Les petites puissances déclaraient que la Chine serait ingrate envers elles, si elle ne leur accordait les concessions consenties aux grandes puissances. Ces dernières leur prêtaient leur appui et agissaient en leur faveur auprès du gouvernement chinois. Toutes les puissances étrangères formaient un bloc contre la Chine qui, isolée, devait céder sur tous les points.

Il ne faut cependant pas exagérer les concessions qu'accordaient le traité de Nankin. Les clauses imposées par les Anglais vainqueurs n'étaient pas très dures, mais on doit noter que la guerre qui imposait à la Chine l'obligation d'acheter de l'opium était immorale. Pour les Anglais, le résultat positif consistait à pouvoir vendre l'opium. La prudence leur conseillait d'être moins exigeants au sujet des autres clauses. Les Chinois exécutèrent ponctuellement les clauses du traité, sauf celle qui permettait l'entrée des étrangers dans la ville de Canton ; les Anglais eux-mêmes avaient fait abandon de cette stipulation.

Mais les conséquences du traité parurent insupportables aux Chinois ; elles constituaient, en effet, un véritable désastre national. Avant 1842, les étrangers ne pouvaient rien faire en Chine, sans le consentement des autorités chinoises. Après 1842, ils agirent en vainqueurs, sans s'inquiéter des droits que leur conféraient les traités. Profitant de la faiblesse des autorités chinoises, ils faisaient en Chine tout ce qui n'était pas toléré dans leur propre pays ; ils ne respectaient aucune interdiction et ne se souciaient pas des lois chinoises.

En matière commerciale, ils vendaient de l'opium à la Chine et leurs bateaux étaient armés, malgré les stipulations du traité de Wanghia. Ils appliquaient le système du « Conveying » et imposaient une taxe douanière aux Chinois eux-

mêmes. Ce qui était pire, c'est qu'ils vendaient les Chinois comme esclaves. Ils voulaient imposer aux Chinois un régime qu'on n'appliquait plus aux nègres. Ils se livraient à toutes les contrebandes. Le commerce licite ne les intéressait guère : ils s'efforçaient de gagner les commerçants Chinois pour en faire des contrebandiers. Puisque les étrangers prétendaient faire du commerce, on aurait dû leur demander quel genre de négoce ils voulaient pratiquer, licite ou illicite. Il s'agissait, pour le gouvernement chinois, de faire préciser les demandes d'entrée en relations avec l'intérieur de la Chine. S'il s'agissait de contrebande, mieux valait refuser. La Cour de Pékin aurait dû avoir la sagesse et l'audace d'ouvrir tout l'intérieur de la Chine au commerce à condition que la contrebande fut rigoureusement interdite.

Hong-Kong était cédé comme dépôt de marchandises aux Anglais ; Macao était loué aux Portugais pour le même usage. Si les Anglais et les Portugais ne se conformaient pas aux conditions de la concession, la Chine avait le droit de reprendre ces territoires. Mais Hong-Kong et Macao furent transformés en centres de contrebande et de piraterie, qui causaient des maux énormes à la population, et la Chine était obligée de tout tolérer.

Grâce au régime de fait, qui remplaçait le régime de droit, les étrangers étaient arrivés à établir des concessions séparées, qui formaient des républiques autonomes indépendantes de la Chine. Les puissances étrangères administraient les douanes chinoises, après avoir profité du régime spécial et temporaire, qui était né des troubles des Taipings ; elles appliquaient leur système à l'ensemble des douanes chinoises.

D'autre part, le traité interdisait expressément la propagande chrétienne à l'intérieur de l'Empire, mais les missionnaires pénétraient partout, malgré les stipulations des traités et les interdictions des lois de la Chine. Ils allaient jusqu'à fomenter la révolution de Tai-Ping, afin de diminuer la résistance de la Cour de Pékin à l'invasion des étrangers.

Toutes les constatations que nous avons faites au cours des chapitres précédents suffisent à prouver que les étrangers avaient violé les traités. En fait, ces traités étaient revus au jour le jour. Il est donc logique que les étrangers aient

demandé, en 1854, une révision générale du traité pour transformer en régime de droit ce que leur avait assuré le régime de fait ; mais puisqu'ils ne respectaient aucun traité, à quoi bon donner une apparence juridique à des privilèges dont ils jouissaient déjà ?

Nous avons vu comment, pendant les années de paix, les étrangers lèsèrent nos intérêts économiques et politiques ; nous avons apprécié également leurs procédés diplomatiques. Par la menace et par la force, ils imposaient leur volonté aux autorités chinoises qui, apeurées, n'osaient plus protester. Sans souci des traités, ils nous causaient des dommages. Nous allons étudier maintenant leurs procédés diplomatiques pendant les années de guerre.

DEUXIÈME PARTIE

Les tentatives de révision des Traités.

La Guerre de 1858.

La deuxième et la troisième partie de notre ouvrage traitent des procédés diplomatiques dont usèrent les Européens à l'égard de la Chine. Elles constituent donc un ensemble que, pour plus de clarté, nous avons divisé en deux sections distinctes.

Notre deuxième partie contient cinq chapitres :

CHAPITRE PREMIER. — Les premières tentatives de révision. — Causes profondes et prétextes de la guerre.

CHAPITRE II. — Veille d'expédition. — En Europe. — Devant Canton.

CHAPITRE III. — La guerre de 1858.

CHAPITRE IV. — Les négociations et les traités de Tien-Tsin.

CHAPITRE V. — La Conférence de Shanghai.

CHAPITRE PREMIER

Les premières tentatives de révision. Causes profondes et prétextes de la guerre.

L'ambition des puissances. — La politique « coloniale ». — Le projet anglais de révision. — Négociations de Canton, de Nankin. — Voyage de sir John Bowring. — La guerre de Crimée. — Mission de Parker en Europe. — Projet de révision Parker. — Accord franco-anglais. — Projet de résidence des ministres étrangers à Pékin. — La mort de l'abbé Chapdelaine. — Intervention française. — Prétexte anglais : affaire de Arrow. — Ultimatum anglais.

Les puissances qui avaient imposé les traités de 1842 et de 1844 n'étaient pas satisfaites de leur œuvre. Elles attendaient des occasions nouvelles qui leur permettraient de réclamer d'autres concessions et de réaliser les desseins de leur politique coloniale. C'est en vain que la Chine s'efforçait d'exécuter les clauses des traités pour assurer la paix. Nous avons montré, dans la première partie de cet ouvrage, que certains faits en dehors de ces clauses étaient vexatoires. Elles attentaient même parfois à la souveraineté du gouvernement chinois.

Aussi, le mécontentement populaire se manifestait de plus en plus. Les Chinois de Canton, en particulier, se rendaient compte de l'emprise étrangère au point de vue économique

et politique. Cependant, au lieu de ménager le peuple chinois, des diplomates ambitieux, des fonctionnaires coloniaux, des marchands avides mirent la force armée de leurs pays au service de leurs propres intérêts. On ne saurait trop insister sur le fait que les puissances n'avaient pas de politique véritable en Extrême-Orient. Elles tenaient malheureusement trop compte des conseils et des suggestions des agents coloniaux et des négociants, qui exploitaient à leur profit la fureur d'un peuple exacerbé.

Selon le traité de Wanghia, le droit de révision des clauses était accordé aux puissances signataires, après un délai de 12 ans. Mais cette révision n'était nullement obligatoire. De plus, il s'agissait surtout de modifications à apporter aux tarifs douaniers, en raison des variations continuelles du taux des marchandises. Le statut politique n'avait pas besoin de modifications dans un délai aussi court.

Les traités anglais ne parlaient pas du droit de révision. Mais l'Angleterre, s'appuyant sur la clause de « la nation la plus favorisée » réclamait, elle aussi, la faculté de modifier les traités. Elle prétendait, en effet, user de tous les droits que la Chine avait conférés à une puissance quelconque. Il est curieux de constater qu'on voulait appliquer à des questions politiques cette clause de la nation la plus favorisée. En Europe, on ne l'invoquait jamais que pour les tarifs douaniers. Elle était, du reste, toujours conditionnée par des concessions réciproques. Mais la diplomatie coloniale ne tenait la tradition qu'en modeste estime.

Le traité anglais, conclu en 1842, expirait en 1854. Les tentatives de révision furent dirigées, dès 1854, par les Anglais, que soutenaient les Français et les Américains.

Le projet de révision fut préparé à Londres, en plein accord avec la France et les Etats-Unis. Le 13 février 1854, lord Clarendon énumérait, dans ses instructions à sir John Bowring, les conditions essentielles qu'il avait à obtenir du gouvernement de Pékin. Ces instructions étaient conformes à celles qu'avait reçues l'ancien agent diplomatique en Chine, en mai 1853 (1).

(1) MORSE : *International Relations of China*. T. I, appendix Q.

Elles comportaient les demandes suivantes :

1° Accès de l'intérieur de la Chine et des villes côtières ou accès de la vallée du Yangtseu et des grandes villes de la vallée ;

2° Légalisation de la vente de l'opium ;

3° Abolition du droit de transit ;

4° Suppression de la piraterie dans la mer de Chine ;

5° Réglementation de l'émigration des ouvriers chinois ;

6° Obligation pour la Chine de pourvoir à la résidence des envoyés étrangers à Pékin ou de régler les rapports directs de la cour et des envoyés étrangers ;

7° Facilités d'entrevues des envoyés étrangers avec le gouverneur général ;

8° Interprétation des traités selon le texte en langue étrangère.

La demande de révision fut présentée à Canton, où le gouverneur général Yé avait envoyé deux députés pour entrer en conférence avec les trois ministres d'Angleterre, des Etats-Unis et de France. Après les négociations de Canton, la discussion se poursuivit à Nankin, avec le gouverneur du Kiangsu, le 30 septembre, et le 3 octobre (1). Ces conférences ne pouvaient aboutir, puisque seul le gouvernement central possédait le droit de négocier au sujet de la révision. C'est pourquoi, sir John Bowring et M. Mac Lane se mirent en route vers le Nord, afin d'entamer la discussion avec le commissaire impérial de la Cour. Le Ministre de France ne participa pas à l'entrevue, car il n'avait pas pu armer un navire de guerre. Il chargea son secrétaire, M. Klezkowski, de suivre l'action des deux ministres. Le gouvernement chinois leur fit répondre, par MM. Wen-Kim et Tsunglin, que la clause de révision n'autorisait pas des changements aussi considérables (2). C'était donc un échec total. Mais la guerre de Crimée était la cause véritable qui poussait les puissances à suspendre leurs exigences de révision. La flotte des alliés en Extrême-Orient était occupée, en effet, à interdire

(1) MORSE, *op. cit.* P. 415.

(2) *Ibid.*, *op. cit.* P. 416.

aux Russes l'entrée de la mer de Chine, et les puissances ne pouvaient pas prendre des mesures de contrainte contre la Chine. De plus, les puissances désiraient avoir l'appui naval de la Russie pour justifier leur demande de révision par l'unanimité de toutes les nations. C'est pourquoi les alliés attendirent.

Vers la fin de 1855, au moment où la guerre de Crimée allait finir, la question d'Extrême-Orient fut abordée à nouveau par les tats intéressés. Les traités avec la France et les Etats-Unis expiraient en 1856. On reprit donc, dès 1855, les propositions de révision.

Le ministre plénipotentiaire américain, M. Parker, se rendit en Europe, afin de se concerter avec les gouvernements français et anglais au sujet de l'action commune en Chine (1). Il avait pris l'avis de MM. Clarendon et de Walenski. Le but de sa mission en Europe n'était pas de s'unir entièrement à l'entente franco-anglaise, mais de s'informer exactement de la politique des deux gouvernements.

Pendant la conférence des trois ministres en Chine (Parker, Bowring et de Courey), Parker rédigea un projet de revision qui peut se résumer ainsi (2) :

1° Droit de résidence à Pékin accordé aux envoyés des puissances étrangères en Chine ; réciproquement, droit de résidence permanente assuré aux commissaires impériaux dans les capitales européennes ;

2° Extension illimitée du commerce étranger à l'intérieur de la Chine ;

3° Liberté universelle d'opinion accordée aux sujets chinois ;

4° Réforme de l'organisation judiciaire de la Chine ;

5° Aide apportée par les grandes puissances à la cour de Pékin, pour réprimer l'insurrection des Taipings.

Cet immense projet américain fut rejeté surtout à cause de l'intervention sir John Bowring. Il lui semblait, en premier lieu, que l'envoi de commissaires impériaux à l'étran-

(1) CORDIER : Expédition de Chine de 1857-58, p. p. 7, 8.

(2) CORDIER, op. cit. p. 10.

ger ne pouvait être d'aucun profit matériel. Il fallait donc éviter les complications inutiles. Quant à la troisième proposition, elle ressemblait beaucoup à celles que les puissances occidentales avaient imposées au gouvernement turc. Mais il s'agissait alors de créer une scission entre les diverses nationalités de l'empire ottoman et de s'attirer les sympathies des éléments opprimés. Au contraire, comme le peuple chinois était de race homogène, il n'y avait aucun effet utile à espérer de cette proposition. La réforme judiciaire, que comportait le quatrième point, risquait de causer un grave préjudice aux puissances occidentales et d'annihiler des avantages acquis. On risquait de ne plus pouvoir réclamer le privilège de la juridiction consulaire, si une réforme fondamentale était entreprise. La cinquième clause liait de façon trop directe les puissances étrangères et la dynastie mandchoue. L'intrusion des puissances dans la guerre civile risquait de soulever les soupçons des autres nations.

Cependant, sir John Bowring approuvait en partie les deux premières propositions du projet américain. Il pensait qu'il était nécessaire qu'il y eût à Pékin des ministres étrangers. Il aimait mieux que, seule, la vallée du Yan-Tseu fût ouverte au commerce plutôt que l'empire entier. Mais il jugeait de toute importance qu'il soit envoyé une flotte afin de pouvoir prendre des mesures coercitives contre le peuple hostile de Canton et contre le gouverneur. Selon lui, le projet de révision ne pouvait aboutir sans recours à la force (1).

M. de Courcy ne pouvait prendre une part active à la discussion, avant reçu des instructions d'Europe. Il prévoyait toutefois que son gouvernement donnerait l'appui à l'Angleterre. Ainsi, soutenait-il les demandes anglaises adressées à M. Yé.

Les négociations franco-anglaises en Europe aboutirent à un bon résultat. Selon la lettre adressée par M. Walenwski à l'ambassadeur de France à Londres, M. de Persigny, en novembre 1855, et à M. de Courcy, le 10 mai 1856, le projet

(1) MORSE, op. cit. p. 417.

de révision comportait les trois clauses principales ci-après (1) :

- 1° Légation permanente à Pékin ;
- 2° Accès de tous les ports au commerce ;
- 3° Tolérance et propagation du christianisme.

Comme les Etats-Unis ne partageaient pas les opinions de l'entente franco-anglaise, en ce qui touchait la méthode à employer et les clauses du projet de révision, le docteur Parker s'était vu obligé d'agir isolément. Il tenta un voyage dans le Nord, afin d'ouvrir des conférences et de parler du projet de révision aux délégués chinois. Mais la Chine se rendait compte que l'action américaine n'était pas appuyée par l'entente franco-anglaise. La conclusion d'un traité de paix avec les Etats-Unis n'entraînait pas la paix générale. Ainsi, les négociations ne furent-elles pas prises au sérieux : elles ne pouvaient aboutir.

Les Anglais étaient décidés à avoir recours à la force, mais ils attendaient une occasion favorable pour déclarer la guerre. La révision des traités n'était pas un prétexte suffisant pour justifier l'emploi des armes. Il fallait un motif plus sérieux en apparence, bien que la révision fût la cause véritable de la guerre.

Nous ne discuterons pas le projet de révision au point de vue juridique ; nous n'invoquerons pas la doctrine de Monroe. Nous nous contenterons de préciser certaines des circonstances spéciales qui incitaient les Chinois à rejeter les demandes étrangères. Elles nous paraissent justifier le refus de la Chine. En premier lieu, le droit de résidence à Pékin des envoyés étrangers constituait le pivot des contestations. L'insistance des puissances étrangères égalait l'obstination de la Chine à rejeter cette demande. L'échange de représentants diplomatiques entre deux nations est aujourd'hui considérée comme un gage d'amitié. Mais, dans ce cas particulier, l'établissement d'ambassades permanentes à Pékin avait uniquement pour but de permettre des réclamations continuelles. Le 10 mai 1856, M. Walenwski, ministre

(1) CORDIER, op. cit. p. p. 8 et 13.

français des affaires étrangères, écrivait à M. de Courcy, chargé d'affaires de France en Chine (1) : « Que le droit de résider à Pékin d'une manière permanente soit une fois accordé aux missions diplomatiques et le pas le plus difficile est fait... Après cette concession, ils sont en possession d'attendre le moment d'en réclamer d'autres. »

La monarchie mandchoue, qui régnait pacifiquement depuis trois siècles, recrutait ses ministres parmi les familles royalistes, mais ils étaient le plus souvent incapables. Devant cette situation sans précédent dans l'histoire, ils ne savaient comment résoudre les difficultés qu'ils cherchaient à éviter.

Les Chinois avaient de fortes raisons de refuser l'accès de l'intérieur de la Chine au commerce étranger. Quels étaient donc, à cette époque, les objets du commerce étranger ? A part quelques cotonnades, les éléments les plus importants du trafic étaient l'opium et les diverses sortes de contrebandes. Permettre le commerce dans tout l'empire c'était favoriser le commerce illicite, créer de nouvelles difficultés.

Bien que le gouvernement chinois de l'époque ne s'en soit pas rendu compte, nous pouvons aujourd'hui apprécier les graves conséquences de la politique de la porte ouverte ; c'était la participation des étrangers à l'exploitation de toutes les richesses du pays. Etant donné que l'industrie chinoise était alors dans l'enfance, cette libre participation devait obligatoirement se transformer en main mise complète, en accaparement de toutes les grandes entreprises.

Il ne faut pas non plus négliger les raisons d'ordre social qui incitaient la Chine à la résistance. La seule présence des étrangers était susceptible de provoquer des troubles locaux et partant des prétextes de demandes d'indemnités, de dommages et jusqu'à l'ouverture des hostilités : l'histoire ultérieure est une preuve suffisante de cette assertion. Une démonstration immédiate nous est du reste fournie par l'incident Chapdelaine et l'affaire d'Arrow.

On considère généralement l'affaire d'Arrow et la mort de l'abbé Chapdelaine comme les causes de la guerre de

(1) CORDIER, op. cit. p. II.

1858. En réalité, ces deux événements n'étaient que des accidents que l'on a pris comme prétexte pour ouvrir les hostilités. Quand on veut la guerre, il est toujours facile de trouver un motif qui mette tous les torts du côté de l'ennemi.

Si nous examinons de plus près, au double point de vue du fait et du droit, ces deux affaires, nous verrons qu'elles auraient pu être réglées pacifiquement. D'après la lettre de M. Guillemin (1), préfet apostolique de Koungtoug et de Koung-Si, adressée au chargé d'affaires de France, l'abbé Chapdelaine avait été arrêté le 24 février 1856, parce qu'il avait propagé la doctrine chrétienne. D'après la même lettre, l'abbé fut condamné à mort après jugement, le 22 du dit mois ; ce fut le seul document qui fit mention de la peine capitale à laquelle avait été condamné l'abbé.

Le missionnaire français avait circulé dans l'intérieur de la Chine, sans autorisation spéciale du gouvernement chinois, ce qui est contraire au traité de Wangpo, qui interdisait formellement l'introduction du christianisme ailleurs que dans les cinq ports. En outre, il avait presque cause commune avec les révolte de Taipings, qui se servaient de son autorité pour couvrir leurs méfaits. Il était donc du devoir du magistrat de Si-Lien-Hien de l'arrêter. La mort de l'abbé ne doit pas être attribuée à la condamnation officielle, car, en la circonstance, le magistrat de Si-Lien-Hien aurait écarté la question d'acointance avec la partie en rébellion et aurait simplement renvoyé le missionnaire au consul français du port le plus proche, conformément aux clauses du traité. C'est d'ailleurs ce qui se faisait en pareil cas : le gouvernement chinois avait procédé maintes fois à l'arrestation de missionnaires sans leur avoir fait subir aucune peine et les avait toujours dirigés sur le port le plus proche, où se trouvait le consulat français. Il n'y avait pas de raison que cette fois-ci il n'en fut pas de même. On peut donc conjecturer que si l'abbé Chapdelaine fut condamné à mort, c'est que la colère populaire voulait une exécution capitale du missionnaire dont le rôle, croyait-on, ne consistait pas seulement à propager la foi chrétienne, mais aussi à fomenter des révoltes.

(1) CORDIER, op. cit. p. p. 19-22.

Voilà comment un document chinois relata les faits (1). Le rapport que le magistrat de Si-Lien-Hien présenta à Yé, gouverneur général des deux Koung, assura que la condamnation de l'abbé était inexacte et que l'enquêteur français avait été induit en erreur. D'après lui, le 29 février 1856, on avait exécuté un colon chinois nommé Ma-Tsu-Nug. Le nom chinois que l'abbé avait adopté s'écrivait Ma-Chou-Fen. La ressemblance de la prononciation de deux noms avait produit la confusion dans l'esprit du français. Cette confusion est très vraisemblable.

Il fut regrettable que ce document, en raison de la lenteur des communications, parut trop tard à l'endroit où le baron gros était venu pour déclarer la guerre. Après avoir reçu le rapport de M. Guillemin, M. de Courcy demanda aussitôt la dégradation du magistrat et une réparation pécuniaire pour la famille de la victime (2). La réponse de Yé fut aussi des plus raisonnables : il voulait attendre la fin de l'enquête officielle, avant de souscrire à ces demandes.

Il nous semblait, dans ce cas, que les rapports des deux parties ne concordaient pas et que, par conséquent, il était juste de faire procéder à un supplément d'enquête par une commission mixte franco-chinoise. Ainsi, l'affaire n'aurait pas eu ses suites regrettables et n'aurait pas décidé la France à prendre les armes pour venger un abbé mort en mission aventureuse. Malheureusement, cette mesure ne fut pas adoptée, et l'on passa de la discussion à la guerre.

Si M. de Courcy temporisa, ce fut parce que les négociations entre Londres et Paris n'avaient pas encore abouti à une conclusion en ce qui concernait l'expédition commune qui avait pour objet d'exécuter le projet de révision des traités. Comme l'accord n'était pas complètement établi, la France se réservait le droit de participer à l'expédition coercitive qu'avait demandée l'Angleterre contre la Chine.

Quant aux Anglais, ils cherchaient toutes les occasions possibles de s'en prendre aux Chinois. Depuis longtemps, ils voulaient un prétexte qui pût leur permettre d'accomplir

(1) CORDIER, op. cit. p. 205.

(2) CORDIER, op. cit. p. 25.

le projet de révision. Le *Journal Friend of China* conseillait à sir John Bowring d'être « Clive de Chine » (1).

Au matin du 3 octobre 1856, sur la rivière de Canton, la lortcha « Arrow », battant pavillon anglais, était arrêtée par les officiers chinois qui saisirent douze marins sur quatorze, en les accusant d'avoir commis un acte de piraterie le 6 septembre, à Sen-Tcheou-Tang, contre un navire marchand, appartenant à un certain Hwang-Len-Mal.

Le gouvernement chinois avait-il le droit de saisir des malfaiteurs à bord de l'« Arrow » ? L'article premier du traité supplémentaire de Nankin disait que tout malfaiteur chinois, réfugié à bord d'un navire anglais serait réclamé par l'intermédiaire des autorités britanniques. Or, l'« Arrow » était saisi directement par l'autorité chinoise, sans intervention des autorités anglaises. Par conséquent, pour savoir si les Chinois étaient dans leur droit, il fallait s'assurer de la nationalité de l'« Arrow ».

D'après la conception juridique chinoise, si le propriétaire de la lortcha était chinois, le navire devait être considéré comme chinois. Yé répondit à la protestation des Anglais en disant que lorsque les Chinois construisaient des vaisseaux pour leur propre usage, les autorités étrangères ne devaient pas les enregistrer, car il pouvait en résulter une confusion entre les navires indigènes et les navires étrangers (2). Lord Synhurst avait dit, dans le même sens, que l'on ne saurait donner des privilèges aux Chinois propriétaires de navires contre leur gouvernement (3).

Or, on a prétendu que l'« Arrow » devait être considéré comme navire anglais, puisqu'il avait été enregistré à Hong-Kong, selon l'acte de navigation coloniale ; cependant, l'acte colonial était en désaccord avec l'acte de navigation royal qui interdisait de reconnaître un navire étranger comme un vaisseau national. A supposer même que l'acte colonial n'ait pas pu être abrogé par une clause contradictoire de l'acte royal-et qu'en Chine l'acte colonial prévalait, l'« Arrow »

(1) Woug : Histoire générale de Chine. Tome 4, p. 136.

(2) CORDIER, p. 52.

(3) Parliamentary Papers, discussions à la Chambre des Lords, le 24 février 1857.

n'était pas non plus de nationalité anglaise. D'abord, l'obtention de la nationalité anglaise était illégale. L'« Arrow » appartenait à un certain Son-A-Tchang, qui avait obtenu un enregistrement moyennant 1.000 dollars (1). Mais le nom du propriétaire inscrit sur l'acte d'enregistrement de Hong-Kong n'était qu'une tromperie, ce qui rendait l'acte d'enregistrement dépourvu de valeur juridique, car l'acte lui-même était une fraude. Ensuite, même ce droit obtenu illégalement était expiré depuis le 27 septembre. Nous ne trouvons aucun prétexte qui ait pu donner au x Anglais le droit de protester contre la capture de l'« Arrow ». Sir John Bowring connaissait bien la faiblesse de son argumentation. Il écrivait, le 11 octobre, à M. Barke : « Ainsi, il paraît que l'« Arrow » n'aurait aucun droit de battre pavillon britannique.. il n'avait aucun droit à notre protection » (2). Mais il changea d'avis par la suite. La raison le cédait à l'ambition.

Cinq jours après l'affaire de l'Arrow, le 12 octobre, Mr. Parker, consul d'Angleterre, écrivit à M. Yé en ces termes :

« Si quarante-huit heures se passent sans qu'il ait été fait droit à ma réclamation, je me concerterai avec les autorités navales pour prendre telles mesures qui seront nécessaires pour obtenir réparation (3).

Le délai de cet ultimatum expirait le 14 à midi. Le 14, à 10 heures du matin, M. Yé répondit que l'« Arriw » n'était pas navire anglais, et que par conséquent les Anglais n'avaient pas le droit de protester. Au reçu de cette communication, les Anglais prirent l'offensive. Le commandant Elliot s'embarquait à Whanpao et s'emparait, au-dessous de la Dutille Folly, d'une grande jonque arborant le pavillon chinois et donnait l'ordre de remonter le fleuve et de jeter l'ancre au-dessus de la barrière Lei-Ti (4). Ces actes accomplis par le Conseil et le Commandor anglais, furent approuvés le 16 octobre par Sir John Bowring, qui avait oublié l'avis qu'il avait donné lui-même cinq jours auparavant. Lord Clarendon approuvait l'agitation le 10 décembre.

(1) (2) CORDIER, op. cit. p. 50.

(3) (4) CORDIER, op. cit. p. 52.

Cette démonstration navale devait être suivie par une action militaire. Le 20 octobre, Sir Parker se rendit à Hong-Kong, pour conférer avec Bowring et l'amiral Seymour sur le plan des opérations futures. Le 21 octobre, à 6 heures du soir, Parker adressait un ultimatum de vingt-quatre heures à M. Yé. Il communiquait cette note en même temps aux consuls de France et d'Etats-Unis ainsi qu'aux étrangers de Canton en leur faisant savoir que les hostilités allaient commencer immédiatement 1).

L'ultimatum expirait à 6 heures du soir, le 22 octobre. Un peu avant midi du même jour, M. Yé, pour ménager les Anglais et empêcher les hostilités, faisait relâcher les douze hommes de l'« Arrow ». Cependant l'élargissement des prisonniers n'empêcha pas la guerre. Le consul refusait de recevoir les matelots de l'« Arrow », prétextant qu'aucun haut fonctionnaire chinois ne les accompagnait et qu'aucune lettre d'excuse n'avait été adressée aux autorités britanniques. L'amiral Seymour ne laissa pas le temps aux Chinois d'entreprendre de nouvelles démarches pacifiques et le 23 octobre, de bonne heure, s'emparait de quatre Barrier ports. La guerre devenait ainsi inévitable (3).

Cet incident de guerre n'eut pas de suite immédiate, car les effectifs anglais s'épuisèrent rapidement, mais il fut le point de départ de la campagne de 1858. Les Anglais attendirent, pour reprendre les hostilités, l'arrivée de renforts venant de la métropole. Les Chinois fortifiaient leurs remparts qui avaient été démantelés pendant les premiers engagements. Le commerce fut complètement arrêté et la douane fermée depuis le 26 octobre. Les commerçants et le consul de France quittaient Canton le 22 novembre (4).

(1) CORDIER, op. cit. p. 53.

(2) (3) *Ibid.*, p. 54.

(4) *Ibid.*, p. 81.

CHAPITRE II

Veille d'expédition, En Europe. — Devant Canton.

Préoccupations de Sir John Browning. — Situation difficile de l'Angleterre. — Les tractations avec la France, réserves françaises. — Négociations entre l'Angleterre, la France et la Russie. — La politique de M. de Courcy et de M. de Bourboulon. — Rapprochement de l'Angleterre et de la France. — Emotion dans l'opinion publique anglaise. — Lord Elgen et le baron Gros à Hong-Kong. — Leur accord. — Rupture des relations diplomatiques avec la Chine. — Neutralité bienveillante des Etats-Unis et de la Russie.

La hâte qu'éprouvait Sir John Browning à ouvrir les hostilités contre Canton l'avait entraîné dans une impasse d'où il pouvait difficilement sortir. M. Yé Min-Chan, gouverneur général de Deux-Kuang, résistait fortement à l'agression anglaise. Il était soutenu par tous les populations, effrayées depuis longtemps par l'invasion étrangère et pleines d'une haine traditionnelle contre les marchands d'opium. Bien qu'ils eussent réussi, grâce à leur force navale, à détériorer les jonques chinoises et à démolir les forts, sur le fleuve, les Anglais ne purent prendre Canton et l'occuper. Cette expédition s'affirmait pleine de difficultés, les Anglais ne pouvaient, comme aux Indes, remporter la victoire avec quelques

centaines de soldats ; engage les cipayes pour faire la guerre à leur propre pays. La solidarité des Chinois devant l'attaque anglaise resta inébranlable. Une milice fût créée pour défendre la ville et les faubourgs.

Un emprunt fait par le gouvernement local pour défendre la ville eut un plein succès (1). Des notables offrirent leurs biens à Yé-Min-Chan, pour lui permettre d'acheter des canons et des munitions aux étrangers neutres, ainsi qu'aux Portugais et aux Français, afin d'armer la ville. Prenant des mesures de représailles contre le blocus anglais, une conférence des notables décida d'empêcher le ravitaillement de Hong-Kong (2).

L'Angleterre était dans une position embarrassante. Des agitations aux Indes et la guerre de Perse rendaient sa situation difficile en Extrême-Orient. Les Anglais avaient compté sur les soldats indiens pour prendre Canton, mais ces soldats n'étaient plus dignes de confiance étant donné l'attitude qu'ils avaient eue lors des derniers troubles aux Indes. Les Anglais craignaient que la route entre l'Angleterre et la Chine ne fut coupée. Ces difficultés auraient dû faire abandonner à l'Angleterre sa politique d'agression à l'égard de la Chine.

Sir John Bowring essaya de sortir de cette situation délicate. D'une part, il invitait les tierces puissances à prendre des mesures coercitives à l'égard de la Chine (3), afin que les Anglais ne fussent pas abandonnés. D'autre part, il tentait de faire la paix avec la Chine, à la condition que le traité fut révisé. Il demandait de plus à la Métropole d'envoyer des renforts pour pouvoir mener à bien l'expédition.

Les puissances étrangères refusaient de se mêler au conflit. Les Anglais faisaient la guerre dans leur propre intérêt et n'avaient consulté aucune nation avant d'ouvrir les hostilités. Le 7 novembre, le docteur Parker répondit qu'il n'avait pas le droit de déclarer la guerre à la Chine sans l'autorisation du Congrès législatif. Dans la réponse de M. de Courcy,

(1) HWANG : Histoire de la dynastie Tsin. P. 156 (en chinois).

(2) CORDIER, op. cit. P. p. 113-4.

(3) CORDIER, op. cit. P. 77.

datée du 16 novembre 1856, il était préconisé une expédition collective à l'embouchure de Pei-Ho, ce qui confirmait l'accord de 1855 ; il était fait des réserves toutefois au sujet d'une démonstration devant Canton (1).

Bien que la Chine ne fut pas belliqueuse, elle ne voulait pas payer trop cher une paix précaire. Toute la Chine repoussa la proposition faite par le gouvernement britannique de reviser le traité et le gouverneur général ne donna pas satisfaction à la demande de Sir John Bowring, en prétendant qu'il ne pouvait être question de reviser le traité avant d'avoir consulté la cour de Pékin. Il adoptait, par ailleurs, une politique habile avec les puissances neutres pour les empêcher de prendre part à l'expédition anglaise. La correspondance échangée entre Yé et les agents diplomatiques étrangers en témoigne. Le but poursuivi par la Chine était de reprendre les relations commerciales sans aborder la revision du traité.

La cour de Pékin, effrayée par les préparatifs et l'effort militaire des Anglais, menacée d'autre part par les rebelles de Taiping, souhaitait vivement de rester en paix avec les puissances. Des instructions impériales transmises à Yé lui enjoignaient de « traiter les Anglais avec indulgence si, de leur propre gré, ils abandonnaient leur entreprise » (2). L'empereur ajoutait que, bien que les nouvelles inquiétantes des Indes et de Perse empêchassent, momentanément, les Anglais de faire un gros effort militaire, la situation demeurerait grave et la Grande-Bretagne prendrait sûrement sa revanche par la suite. Il préconisait par conséquent une attitude purement défensive, qui pourrait, dans une certaine mesure, empêcher les hostilités de se développer.

Pour savoir si l'Europe devait participer aux opérations anglaises, il est intéressant d'examiner les négociations qui seraient engagées entre l'Angleterre et la France, au sujet de l'expédition commune en Extrême-Orient. Au point de vue diplomatique, l'Angleterre essayait d'obtenir l'aide de la France, pour tenir à démontrer aux Chinois que tous les puissances européennes avaient intérêt à voir opérer une

(1) CORDIER, op. cit. P. 77-8.

(2) CORDIER, op. cit. P. III.

révision du traité. L'accord ne fut conclu que plus tard ; pour l'instant, on discutait au sujet des compensations. La France aurait voulu agir aux Chousans de la même façon que les Anglais à Hong-Kong. Cependant l'Angleterre ne consentait pas à n'exercer son influence que sur l'embouchure du fleuve Tchéou-Kiang, qui n'arrose que quatre provinces, alors que la domination française se serait développée à l'embouchure du Yang-tsé-Kiang, dont le cours traverse huit provinces. D'ailleurs, elle considérait Chousan comme un territoire à elle, qui devait lui revenir plus tard. Le traité supplémentaire de 1843, qui stipulait que la Chine ne devait jamais céder les sus-dites îles à une puissance étrangère, témoignait de cette intention. L'Angleterre ne voulait accorder à la France qu'une compensation d'ordre secondaire, en lui assurant le privilège de la propagande catholicisme en Chine. La France céda.

Mais M. de Courcy n'était pas encore au courant du résultat des négociations européennes. Il continuait sa politique d'attente en conservant une neutralité bienveillante à l'égard de l'Angleterre. Il protestait vivement contre les mesures de représailles prises par les Chinois à l'égard de Hong-Kong. D'ailleurs, une force française, composée d'environ 50 hommes, fut envoyée à Hong-Kong pour renforcer les positions anglaises. Mais cette attitude réservée ne satisfaisait pas complètement Sir John Bowring. Il aurait voulu obtenir de M. de Courcy une participation plus effective aux opérations de l'Angleterre. Dans les mémoires de M. de Courcy, il est dit ceci : « Mon attitude expectante concernant les affaires de Canton, attitude dont Sir Joh Bowring s'était plaint sans doute très vivement, ne pouvait manquer d'être l'objet d'un blâme sévère » (1).

Comme la France voulait s'entendre avec l'Angleterre, de toute manière, M. de Courcy fut remplacé par un ancien ministre, M. de Bourboulon, qui avait entretenu des relations très cordiales avec Sir John Bowring et qui était partisan d'une action militaire à Canton.

M. de Bourboulon avait pour mission de nouer des rela-

(1) DE COURCY : Souvenir Chine. Tome II, p. 403.

tions amicales avec l'Angleterre (1). Il ne pouvait, cependant, pas être un des exécuteurs du projet de revision, car il n'avait pas reçu le pouvoir de déclarer la guerre, ni de conclure la paix et n'était pas accompagné de forces suffisantes. Lorsqu'il arriva à Hong-Kong, en février 1857, Sir John Bowring s'était assuré que sa politique agressive à l'égard de la Chine serait adoptée non seulement par son gouvernement, mais par celui de la France. C'était depuis l'arrivée à Hong-Kong de M. de Bourboulon que la France, protestant de l'assassinat de l'abbé Chapdelaine, menaçait la Chine d'une guerre.

Il insistait, pendant la conférence des trois ministres, à Macao, sur la nécessité d'agir à Canton, avec le concours des représentants des trois puissances, au lieu de coopérer seulement à deux (2).

Cette proposition fut repoussée par le ministre des Etats-Unis, qui ne voulut pas entrer dans cette voie, sans l'autorisation de son gouvernement.

M. de Bourdoulon posait, le 4 avril 1857, à Yé, un ultimatum de quinze jours pour réclamer, à l'occasion de l'assassinat de l'abbé Chapdelaine, d'indemnités et des concessions qui dépassaient de beaucoup le montant de celles qui avaient été fixées (3).

Mais la guerre n'éclata pas à l'expiration du délai d'ultimatum, car les forces réunies de l'Angleterre et de la France en Chine ne suffisaient pas pour prendre des mesures de coercition.

Bientôt, vers le premier mai, les ministres de France et d'Angleterre apprenaient qu'ils allaient être remplacés. Ils furent obligés de rester inactifs en attendant l'arrivée des ambassadeurs. L'ambition de Sir Joh Bowring fut complètement déçue et sa politique d'agression fut exécutée en partie par d'autres.

La succession des événements de Chine avait eu en Europe une répercussion qu'il convient de connaître.

(1) CORDIER, op. cit. P. 124.

(2) *Ibid.* P. 134.

(3) *Ibid.* P. 137.

Lorsque la nouvelle de l'incident de l' « Arrow » parvint en Angleterre, des divergences d'opinion se manifestèrent dans l'opinion publique. Il y avait des gens qui louaient la conduite de Sir John Bowring, d'autres qui la blâmaient vivement en l'accusant d'avoir sans l'autorisation préalable du gouvernement. Même son ami intime, M. Cobden, partisan du commerce libre, l'accusait d'avoir rompu, sans aucun motif grave, le lien commercial qui existait entre la Chine et l'Angleterre. Des pacifistes ne se consolaient pas de voir la paix troublée. Des juriconsultes attestaient que les Anglais n'étaient pas dans leur droit de protestation en ce qui concernait l'affaire de l' « Ariow » (1). D'ailleurs, des opportunistes, mécontents depuis longtemps du gouvernement présent, ne manquaient pas de saisir cette occasion pour essayer de renverser le ministère Palmerston. Blâmer la conduite de l'agent diplomatique c'était blâmer la politique du gouvernement.

Le 24 février 1837, lord Derby, de concert avec lord Lyndhurst, déposa une proposition de blâme à l'égard de Sir John Bowring devant la Chambre des Lords. Cette proposition fut rejetée, par 146 voix contre 110. Les lords se rangeaient du côté du gouvernement. Il n'en fut pas de même devant la Chambre des Communes. Deux jours après le rejet de la proposition de lord Derby, Cobden proposa d'organiser une enquête relative aux relations commerciales entre l'Angleterre et la Chine. Cette proposition, identique à celle de Derby, fut appuyée par MM. Gladstone et Disraëli.

Des débats acharnés eurent lieu pendant quatre séances. Enfin, une motion de blâme contre Sir John Bowring fut votée par 263 voix contre 247. La Chambre manifestait ainsi son intention de rester en paix avec la Chine. Malgré cela, lord Palmerston soutenait encore sa politique agressive et essaya de provoquer de nouvelles élections et de faire appeler une nouvelle consultation populaire, afin de savoir si la nation anglaise était partisan de la politique du gouvernement ou d'une paix préconisée par la Chambre des Communes.

(1) HANSARD : Parliamentary Debats 1857. P. 1394 et seq.

Le public penchait plutôt pour la politique gouvernementale, car il ne pouvait examiner les faits de près. A son avis, l'« Arrow » était un navire anglais enregistré selon les règlements de la navigation coloniale et faisait partie de la flotte commerciale anglaise. Il voulait avant tout que l'honneur de l'Angleterre fût sauf en Extrême-Orient. Comptant sur l'opinion de la masse, lord Palmerston saisit cette occasion pour consolider son ministère. D'ailleurs, ceux qui blâmaient la politique de Sir John Bowring n'étaient pas les ennemis irréconciliables du gouvernement de Palmerston. Beaucoup s'étaient contentés de voter pour le gouvernement lorsque, neuf jours après la dissolution de la Chambre des Communes, lord Palmerston annonça le remplacement de Sir John Bowring par lord Elgin. Le résultat des élections enfin fut favorable au gouvernement : 366 libéraux et 187 conservateurs entrèrent à la Chambre. Des opposants influents, Cobden et Bright « restaient sur le carreau » (1). Par conséquent des renforts allaient être expédiés d'Angleterre et la guerre était à prévoir.

Lord Elgin fut chargé de régler le différend entre la Chine et la Grande-Bretagne, de concert avec la France. Il lui fut donné pleins pouvoirs de conclure la paix ou de faire la guerre. Une force de 1.500 hommes, envoyés par l'Angleterre, fut mis à sa disposition, on lui adjoignit 750 soldats de l'île Maurice et 350 Indiens. Sa tactique devait être d'obtenir l'appui au moins moral des puissances étrangères et de présenter au gouvernement chinois une demande collective tendant à (2) :

1° Obtenir une réparation des dommages causés par les Chinois pendant les hostilités.

2° La reddition de la ville de Canton.

3° Le droit de résidence permanente ou de visite aux agents diplomatiques à Pékin.

4° La revision du traité, en vue d'obtenir une amélioration croissante des relations commerciales.

(1) CORDIER, op. cit. P. 124.

(2) Correspondances relative to Elgins Missions in Chine and in Japon. P. 1-2.

5° L'accès dans les villes situées sur les grands fleuves, ainsi que dans Chapoa et d'autres ports côtiers.

Suivant les instructions de lord Clarendon, données à lord Elgin, le gouvernement anglais voulait d'abord que satisfaction fût donnée aux deux premières demandes, qui étaient considérées comme les plus importantes. Si la Chine ne voulait pas se plier aux exigences de l'Angleterre, la guerre devait éclater immédiatement. Si elle donnait satisfaction aux deux premières demandes, des négociations devaient alors être poursuivies pour obtenir la réalisation complète du projet. Cependant, l'Angleterre voulait avant tout opérer la revision du traité.

La seconde lettre de lord Clarendon confirmait les principales clauses commerciales qui devaient être insérées ultérieurement dans le traité (1).

Des ports côtiers et fluviaux devaient être ouverts pour l'entrée des marchandises étrangères. Quant aux droits de douane, le taux devait en être fixé lors des négociations ultérieures. Le système du droit ou transit devait être aussitôt établi en Chine. Enfin, suivant la même lettre, l'Angleterre demandait au gouvernement chinois l'annulation des clauses aux termes desquelles l'opium et l'exportation des denrées alimentaires étaient considérés comme contrebande.

D'autre part, l'Angleterre comptait obtenir satisfaction à ses différentes demandes par des mesures de coercition, si la Chine ne se pliait pas de bon gré à ses exigences. Le plan des opérations militaires, arrêté en 1857, comprenait (2) :

1° Le blocus du Pei-Ho.

2° Le blocus du grand canal à l'endroit où il coupe Yang-Tseen-Kiang.

3° Une occupation des îles du Chousan.

4° Un blocus des ports maritimes.

5° L'interception du passage du Grand-Canal, là où il coupe Houg-Ho.

6° L'interception de Canton et du territoire environnant.

(1) ELGINS, Missions, op. cit. P. p. 3-5.

(2) CORDIER, op. cit. P. 173.

Ce projet était inapplicable, car le corps expéditionnaire ne comprenait que quelques milliers d'hommes et n'était pas suffisamment fort pour occuper tous les forts importants de la Chine. Il s'agissait, pour que l'action militaire fût efficace, de concentrer les forces sur un ou deux points. Il fallait surtout, pour obtenir la revision du traité, forcer la cour de Pékin à céder. Lord Elgin donnait la préférence à l'action sur le Pei-Ho plutôt qu'à l'attaque de Canton, car, de cette ville, il aurait été incapable d'agir sur le gouvernement central. Il importait cependant de prendre Canton et de l'occuper pour punir les habitants de leur attitude hostile à l'égard des étrangers.

Le 2 juillet, lord Elgin arriva à Hong-Kong, mais il ne pouvait rien faire sans s'être concerté avec l'ambassadeur de France, qui n'était pas arrivé en Chine. Par conséquent, il partit le 16 juillet pour Calcutta, car il craignait que son inaction à Hong-Kong ne nuisît à son prestige (1).

Les fonctions d'ambassadeur de France en Chine furent confiées au baron Gros. Le 5 mai 1857, le ministre des Affaires étrangères lui indiqua par lettre ce qu'il devait faire, quelles demandes il aurait à présenter et quelles opérations militaires il aurait à effectuer. Les termes de ces prescriptions étaient identiques à ceux dont l'Angleterre avait usé à l'égard de lord Elgin, car les deux gouvernements s'étaient mis d'accord sur la manière d'agir de la Chine.

Le 20 septembre, accompagné du général van Sranbarger, lord Elgin revint à Hong-Kong, où le baron Gros le rejoignit un jour plus tard (2). Il était impossible, pour l'instant, de remonter vers le Nord avec la flotte, car la saison des glaces était arrivée et le Pei-Ho était impraticable. Alors, on pensa à reprendre les opérations contre Canton. A la fin de novembre 1857, les ambassadeurs demandaient à leurs amiraux de préparer un projet de blocus contre la ville. Le 10 décembre, l'amiral français effectua le blocus du fort, de concert avec l'Angleterre, qui n'avait cessé, depuis l'ouverture des hostilités, de songer à cette opération.

(1) CORDIER, op. cit. P. p. 157-160.

(2) *Ibid.* P. p. 161-4.

Après avoir établi le blocus, Sir John Bowring et M. de Bourboulon adressèrent, l'un et l'autre, un ultimatum au gouvernement de Canton et lui annoncèrent l'arrivée de deux ambassadeurs. Ils déclaraient, en outre, que les relations diplomatiques seraient rompues au cas où les ambassadeurs n'obtiendraient pas satisfaction (1). Le 12 décembre, le baron Gros présenta son ultimatum, dont les clauses étaient établies conformément à des instructions qu'il avait reçues. Le 26 décembre, la guerre fut déclarée à Canton.

Examinons maintenant l'attitude prise par les Etats-Unis et la Russie à l'occasion de cette guerre. Depuis la conférence des deux ambassadeurs à Hong-Kong, les Etats-Unis avaient donné leur assentiment à l'action militaire de la France et de l'Angleterre, mais ils restaient toujours neutres. Quant à la Russie, sa politique en Extrême-Orient différait de celle qu'elle suivait dans le Proche-Orient. Comme elle n'était pas en rivalité avec la France et l'Angleterre, elle donna son appui moral à l'alliance franco-anglaise, tout comme les Etats-Unis l'avaient fait. Le 1^{er} juin, le prince Gortschakow faisait connaître aux gouvernements anglais et français que, sauf exception, la Russie ne s'associerait pas aux mesures de coercition prises par la France et l'Angleterre, qu'elle ne prendrait pas une attitude comminatoire et qu'elle ne participerait qu'aux discussions relatives aux intérêts communs, sans entrer dans le détail des griefs particuliers (2). Il était évident, suivant cette déclaration, que la Russie ne prendrait pas part aux opérations militaires à Canton, mais qu'elle donnerait son appui moral si la France et l'Angleterre voulaient opérer une revision du traité.

A cette époque, la Russie avait chargé le comte Poutiatine de régler la question des frontières. Il avait de plus mission d'obtenir pour sa patrie les droits concédés par les traités de 1844 aux grandes puissances et d'offrir l'aide russe à la maison mandchoue pour réprimer les rebelles (3). Le gouvernement chinois refusa cette offre. La question des frontières fut confiée au général Mortinov et le comte Pouliatine

(1) CORDIER. P. 193.

(2) *Ibid.* P. 169.

(3) *Ibid.* P. 168-179.

fût alors exclusivement s'entretenir avec l'Angleterre et la France. Il arriva en Chine peu après, en même temps que lord Elgin, le 24 juillet. Il demanda à s'entretenir avec l'empereur de Chine, mais il renonça à l'entrevue qui lui avait été accordée, parce qu'il ne voulut pas se soumettre à la cérémonie qui exigeait qu'il se prosternât neuf fois devant l'empereur. En automne, le comte arrivait à Changhaï, où il s'entendit avec le ministre des Etats-Unis, relativement à la ligne de conduite et de la neutralité qui devait être adoptées à l'égard des belligérants.

Quant au nouveau ministre des Etats-Unis, comme son prédécesseur, il restait neutre, car le Président des Etats-Unis voulait rester en bons termes avec la Chine. Il ne fut donc pas permis à M. Ried de prendre l'initiative d'arrêter une nouvelle politique vis-à-vis de la Chine (1).

La ville de Canton était donc maintenant menacée par les forces de deux puissances européennes, soutenues par l'appui moral de deux puissances neutres. Telle était la situation à la fin de 1857. La vraie guerre ne commença qu'en 1858. Les opérations devant Canton, en 1857, ne pouvaient, en effet, être considérées que comme un second incident.

(1) CORDIER. P. 180.

CHAPITRE III

La Guerre de 1858.

Prise de Canton. — Les otages. — Impossibilité de progression. — Administration de Canton. — La levée du blocus. — Echec de la mission de Houng. — Conférence du Prunaguet. — Les notes du 11 février. — Les notes anglaise, française, russe, américaine. — Leurs demandes. — La réponse chinoise. — L'ultimatum du 24 avril. — Les altermoiments. — La médiation russe. — Conférence à bord de l'Audacieuse. — Prise de Tankou.

Le 14 décembre, les troupes alliées s'emparèrent sans résistance de l'île de Ho-Nam. On explora le bras de rivière qui sépare l'île de la ville et l'on ne trouva aucun obstacle. « Les forts de Dutch et de French Folly furent réparés et armés de mortiers, sans aucune résistance de la part des Chinois. » (1)

Il était de toute évidence que Canton devait tomber entre les mains des alliés, car leur supériorité était incontestable. L'artillerie dont les Européens disposaient étaient incomparablement plus puissante que les quelques batteries hétérogènes dépourvues de munitions que les Chinois avaient à leur disposition. Le peuple chinois, essentiellement pacifique, avait perdu depuis longtemps le sens de la guerre ; il ne connaissait plus l'art de supprimer les vies humaines. La

(1) CORDIER, op. cit. P. 220.

culture scolastique alors en honneur à Canton avait endormi tout esprit d'initiative. L'abondance des richesses et l'unité politique favorisaient l'esprit conservateur.

La guerre, commencée le 23 décembre, finit le 29, à dix heures du soir, par l'escalade des murailles de la ville, entre les ports Est et Nord-Est. Le 2 janvier, MM. Houfua, Kingqua-Lou-Tai et Yu Wan-Chan, représentants des notables, recevaient les alliés dans la ville. Ils leur demandaient d'assurer l'ordre et de respecter la propriété privée dans la ville occupée. Ils proposaient d'ailleurs d'organiser une milice indigène pour exercer la police et réprimer les brigandages. Le 5 janvier, les troupes alliées pénétrèrent à Canton. Les Anglais firent le Yé prisonnier et pillèrent les archives et la trésorerie. Les Français prirent comme otages M. Pikeou, gouverneur civil et M. Mou, général tartare, pour pouvoir également parler en maîtres (1).

Après la prise de Canton, une question délicate se posait : il s'agissait de savoir comment on pourrait continuer la guerre. Les alliés n'avaient pas de forces suffisantes pour pénétrer dans l'intérieur de la Chine, au delà de Canton. Ils risquaient d'ailleurs, en allant plus avant, de se heurter aux révolutionnaires Taipings, qui étaient en insurrection ouverte contre la cour de Pékin. Au lieu d'essayer de les vaincre, il était plus adroit de les laisser s'insurger, afin de diminuer le prestige de la cour de Pékin.

De plus, il y avait entre les Anglais et les Français des divergences d'opinion au sujet de l'attitude à prendre vis-à-vis de la Chine toute entière. De l'étude documentaire de M. Cordier, il résulte que lord Elgin semblait croire qu'on devait agir comme si on était en guerre avec la Chine. Or, le baron Gros préférait agir d'une manière tout à fait différente. Il prétendait que les hostilités de Canton étaient dues à la mauvaise volonté de Yé et que les gouvernements locaux des autres provinces, ainsi que la cour de Pékin ne devaient pas être inquiétés, car ils n'étaient pas responsables de la guerre. Les alliés, suivant lui, n'étaient pas en état de

(1) Blue Book relative so Chinese affaires. P. p. 138-9.

guerre avec le reste de la Chine, puisque leurs nationaux n'avaient pas été expulsés par les autorités locales (1).

Les hostilités avec le reste de la Chine furent momentanément suspendues. La ville de Canton fut, durant l'occupation, administrée d'une manière fort curieuse. Les alliés ne tenaient pas à prendre la direction de toutes les affaires publiques, afin de ne pas accroître le sentiment hostile de la population à leur égard. Il fut donc décidé que les autorités chinoises, sur lesquelles un contrôle devait être exercé, continueraient d'administrer la ville. Les alliés se conformaient sur ce point aux instructions qu'ils recevaient de Londres, qui prescrivaient que « les autorités chinoises restant en arrière devaient assumer le maintien du bon ordre dans la ville » (2). En principe, tout le monde fut d'accord pour donner à Pi-Kéou l'administration de la ville, mais en pratique cette décision devait être subordonnée, suivant le projet de lord Elgin (3) à une des trois conditions suivantes: Pi-Kéou serait rétabli dans ses fonctions, à condition qu'il consente à l'occupation militaire de Canton, sinon Pi-Kéou, nommé gouverneur de la ville, serait détenu comme prisonnier de guerre à bord d'un vaisseau britannique, d'où il exercerait ses fonctions. On proposait aussi de mettre à côté de Pi-Kéou, gouverneur de la ville, une commission alliée, qui devait donner son assentiment à tout ce qu'il entreprendrait. Le système de la commission fut adopté.

On appela cette commission Tribunal parce qu'elle s'occupait aussi des affaires judiciaires concernant les étrangers. Il fut laissé entière liberté aux autorités locales pour se saisir des procès indigènes. Les commissaires se réunissaient tous les jours, à 8 heures du matin, pour exercer leurs fonctions ; ils soumettaient ensuite leurs résolutions à Pi-Kéou, qui n'avait qu'à les ratifier. Les commissaires étaient nommés par les ministres de leurs nations respectives et demeuraient sous les ordres de ces derniers.

Pour assurer la sécurité de la ville, on y établit six postes de police. Cent Anglais et trente Français furent désignés

(1) CORDIER, op. cit. P. 250.

(2) Elgin's missions, op. cit. P. 58.

(3) *Ibid.* P. p. 160-1.

pour faire le service postal. La demande des notables qui voulaient organiser une milice destinée à maintenir l'ordre fut rejetée ; 1.300 soldats chinois cependant furent désignés pour aider les étrangers dans le service de police ; les autres soldats furent entièrement licenciés. Malgré tout, des pillages et des massacres étaient commis en plein jour par les soldats vainqueurs. Quelques temps après, on rappela les fonctionnaires chinois qui avaient abandonné leur poste pendant les hostilités, pour rétablir la vie normale dans le pays (1).

Quant aux frais d'occupation, ils étaient supportés par les Chinois. La douane de Canton fut saisie comme gage et les recettes furent destinées à compenser les dépenses nécessitées par l'occupation.

Pi-Kéou, qui devait sa situation à sa trahison envers la Chine et à la volonté des alliés, cherchait maintenant, par tous les moyens possibles de s'attirer la sympathie de la population et de faire valoir ses mérites auprès de la cour de Pékin. Le 13 janvier 1858, il envoya au baron Gros une dépêche où il demandait (2) : 1° que les troupes retournassent sur les navires et que le commerce fût rétabli ; 2° qu'il lui soit permis d'entamer des négociations avec la cour de Pékin en rendant compte aux alliés. Les alliés accueillirent ces propositions par un refus formel, en déclarant que l'occupation de Canton ne cesserait que lorsque le gouvernement de Pékin aurait donné satisfaction à toutes les questions pendantes. Quant aux négociations, ils jugeaient avec la logique la plus rigoureuse que Pi-Kéou n'était pas qualifié pour les diriger. D'autre part, celui-ci demanda l'autorisation de les entamer à l'empereur, qui ne répondit pas.

Cependant, les négociants cantonnais et européens désiraient voir cesser l'état de guerre, qui était fort préjudiciable à leurs affaires. Pi-Kéou, qui n'avait pas réussi dans ses tentatives de négociation, saisit l'occasion favorable pour demander la levée du blocus. Le 19 janvier, les deux ministres soumirent cette demande au commandant en chef des alliés, qui répondit deux jours après en déclarant que le blocus peut

(1) ELGIN P.

(2) CORDIER, *op. cit.* P. 245.

être levé le 10 février et que les relations commerciales peuvent être renouées le même jour, à condition que Canton et ses faubourgs soient déclarés en état de siège (1).

Pour trouver une solution à la situation paradoxale des alliés maîtres d'une ville de l'empire, sans être ouvertement en guerre avec lui, il fallait négocier avec le gouvernement central.

Bien que l'empereur eut refusé de donner à Pi-Kéou les pouvoirs nécessaires pour négocier avec les alliés — dont il était la dupe et le prisonnier — il était incontestable que la cour désirait vivement entamer une discussion afin de rétablir la paix. M. Houng fut envoyé à Canton et chargé d'entrer en négociation avec les étrangers (2). Les alliés déclaraient qu'ils n'avaient nullement l'intention de se brouiller avec la Chine entière. La prise de Canton, selon eux, était le résultat d'un malentendu et la conséquence d'un conflit avec M. Yé. Ils présentaient donc la prise de la ville comme punition personnelle infligée à M. Yé. Le gouvernement de Pékin croyait qu'il lui suffirait de changer le gouverneur et d'octroyer quelques concessions locales pour obtenir l'évacuation et la paix. Il ne songeait pas que les alliés venaient de présenter leur grand programme qui comportait de lourdes concessions générales. Elles touchaient en effet au prestige du gouvernement central et les autorités locales n'avaient pas qualité pour les discuter. Les alliés ne voulaient pas consentir au rétablissement des autorités locales dans un territoire occupé par leurs troupes. L'échec de la mission de Houng était donc à prévoir. Les étrangers ne laisseraient par M. Houng parvenir à Canton tant que la paix ne serait pas signée. La cour de Pékin ignorait ces circonstances.

La nomination de M. Houng avait produit sur les alliés un mauvais effet et les avait incités à la défiance. M. Parkes, consul d'Angleterre, se doutait bien que Houng, pendant son séjour à Fou-Kien ne pourrait pas enrôler des troupes pour conquérir Canton ! En réalité, n'osant pas rejoindre son

(1) CORDIER, op. cit. P. p. 248 et seq.

(2) HWAN : Histoire de Chine. P. 210.

poste, M. Houng attendait dans la province voisine l'évacuation de la ville.

Dans une conférence que tinrent les alliés à bord du « Primauguet », le 27 janvier, les ministres décidèrent, d'un commun accord, de se rendre à Shanghai, d'où ils adressèrent un ultimatum à la cour de Pékin (1). La date d'expiration était fixée au 15 mars. On discuta longtemps les termes de la note. Lord Elgin se contentait d'inviter simplement le gouvernement de Pékin à envoyer un ministre plénipotentiaire à Shanghai, en vue d'ouvrir des négociations pour la paix. Il ne croyait pas nécessaire d'indiquer, dans la note, le programme précis de la conférence, arrêté par les alliés. Le baron Gros insistait pour que toutes les clauses qu'on voulait insérer dans les traités ultérieurs fussent précisées dans le document, afin que la cour de Pékin put se préparer à les discuter. Le ministre de France prévoyait en effet des difficultés graves pendant la conférence, si on n'en fixait pas le programme de façon précise. Il affirmait, en effet, que pour chaque question nouvelle, le délégué chinois voudrait en référer à Pékin. Comme les alliés ne pouvaient recourir aux armes, les choses traîneraient en longueur. Lord Elgin se rendit aux raisons invoquées par son collègue.

En ce qui concerne les neutres, lord Elgin jugeait inutile d'obtenir leur concours moral. Il estimait que les alliés étaient assez puissants pour réduire la résistance chinoise. Le baron Gros raisonnait d'une façon différente. Il croyait indispensable d'obtenir l'approbation des neutres, pour démontrer aux Chinois que les quatre grandes puissances étaient d'accord au sujet des demandes. Cette unanimité pèserait sur la décision du gouvernement de Pékin, qui céderait, se sentant isolé. Mais le baron Gros, selon nous, avait une idée secrète. La participation des neutres à la démarche des alliés fournissait un moyen efficace de surveiller l'action de l'Angleterre, qui était prépondérante, grâce à la supériorité numérique de ses forces. Depuis le congrès de Paris en 1856, la France se rapprochait plus de son ancien adversaire la Russie, que de l'Angleterre, son alliée nominale. La politique

(1) CORDIER, *op. cit.* P. p. 259 et seq.

extrême orientale de la France avait des points communs avec celle qu'elle poursuivait dans le proche Orient. Mais lord Elgin savait que même trois grandes puissances ne disposaient pas d'assez de forces pour gêner l'exécution de sa politique à l'égard de la Chine. Aussi céda-t-il au baron Gros. Les alliés invitèrent donc les neutres à participer à leur voyage dans le Nord : le 5 février, le comte Poutatine, ministre de Russie, et M. Reed, ministre des Etats-Unis, firent connaître leur acceptation (1).

On se mit d'accord pour adresser quatre lettres au premier ministre de Chine, par le canal des représentants des quatre grandes puissances. Elles réclamaient des concessions pour l'intérêt général de communauté européenne, mais chacune traitait aussi des intérêts particuliers des puissances. Les alliés victorieux parlaient en vainqueurs, les neutres soulignaient qu'ils continueraient à respecter la neutralité. Il fut décidé que les lettres seraient toutes datées du 11 février. C'est pourquoi elles sont connues dans l'histoire sous le vocable de : « notes du 11 février ».

La première demande d'intérêt commun comportait le droit à la résidence permanente des ministres étrangers à Pékin. Personne n'ignorait que cette demande allait provoquer une forte résistance de la part de la cour de Pékin. Le gouvernement chinois redoutait des relations commodes avec les ministres étrangers qui ne manqueraient pas de l'accabler d'exigences successives. Il craignait surtout que les ministres installés à Pékin n'en vinssent à exercer une prépondérance politique sur la cour. Aussi les grandes puissances s'étaient bornées à l'espoir d'obtenir satisfaction à leur demande, personne n'en exigeait l'exécution.

Lord Elgin écrivait : « Il est probable que si Pékin avait été accessible au commerce étranger, conformément à l'usage universellement reconnu par toutes les grandes nations de l'Occident, les calamités... auraient été épargnées (2) ». Il réclamait d'une manière vague le droit de résidence à Pékin pour un ministre. Mais il parlait de l'accès de la ville au

(1) CORDIER, P. 277-81.

(2) *Ibid.* P. 264.

commerce étranger, ce qui impliquait la demande d'établissement d'un consulat et d'une légation. S'il ne précisait pas les termes de sa demande, c'est peut-être qu'il se préparait le terrain pour un recul. La preuve c'est qu'il n'avait pas protesté, lorsque le baron Gros lui avait conseillé de se contenter d'obtenir une légation à Shanghai, à condition que les communications fussent directes entre les ministres étrangers et la cour de Pékin (1).

Voici les termes de la demande du baron Gros : « Il serait sage de se mettre sous ce rapport au niveau des puissances civilisées de l'Occident en permettant que les plaintes et les réclamations puissent arriver directement aux pieds de l'empereur, par l'entremise d'hommes honorables résidant à Pékin ou au moins pouvant s'y présenter lorsque de graves intérêts l'exigeraient (2). »

Ainsi la France se tenait pour satisfaite si son ministre pouvait se présenter à Pékin, au cas où de graves intérêts l'exigeraient. Le comte Poutiatine présenta pour la Russie une demande analogue à celle de la France. Il souhaitait que le ministre de Russie pût facilement se rendre à Pékin en cas de conflit, pour régler les différends. M. Reed s'abstenait de formuler un programme précis dans sa note. Il déclarait seulement qu'il réclamait les mêmes privilèges que ceux qui seraient accordés aux autres puissances. Ainsi trois puissances, plus modérées que l'Angleterre n'exigeaient pas que leurs ministres puissent s'installer à Pékin.

Les Chinois n'avaient pas tort en l'occurrence de ne pas vouloir adopter l'usage international, et de ne pas admettre à Pékin les représentants étrangers. Ils redoutaient avec raison ces ministres, accompagnés de forces imposantes, qui avaient occupé Canton et Shanghai. L'entrée des vainqueurs à Pékin aurait atteint le prestige de la dynastie. Elle aurait donné à croire au peuple que l'empereur se soumettait à la volonté des alliés. C'eût été encourager la révolte des Tai-Pings. De plus, les alliés avaient l'intention de s'installer à Pékin, non pas pour entretenir des relations cordiales, mais

(1) CORDIER, P. 264.

(2) *Ibid.* P. 274.

pour pouvoir imposer plus facilement leurs exigences, ainsi que le souhaitait M. Bourboulon (1). C'est pourquoi, pendant les conférences de Tien-Tsin, un délégué technique chinois, M. Pihien déclara aux Anglais que la Chine admettait le principe de la légation permanent à Pékin, mais toutefois les circonstances actuelles ne permettaient pas, pour l'instant, l'installation dans la capitale (2).

La seconde demande touchait à la libre circulation des étrangers en Chine, en vue de la propagation de la foi chrétienne, de la liberté du commerce à l'intérieur de l'empire. Elle comportait des stipulations concernant les passeports qui devaient être délivrés par les consulats respectifs et contresignés par les autorités locales du port. Cette clause intéressait surtout les puissances qui faisaient le plus de commerce avec la Chine : l'Angleterre d'abord, puis les Etats-Unis. Le commerce russe empruntait les frontières terrestres. Pour commercer avec l'intérieur, les Anglais voulaient se débarrasser des intermédiaires : les négociants des ports. Ils désiraient entrer en contact direct avec les commerçants de l'intérieur qui étaient parfois les producteurs eux-mêmes. Ils voulaient élargir les débouchés ouverts aux marchandises de Liverpool et de Manchester. L'importation comme l'exportation leur tenait à cœur. Les Français ne s'intéressaient guère au commerce en Chine. La soie chinoise sur les marchés français passait par Londres. Mais ils soutenaient la thèse commerciale anglaise en tant que soldat du christianisme : ils pensaient du rest obtenir quelque influence politique grâce à la propagation de la foi chrétienne.

La Chine ne voulait pas céder, pour de multiples raisons. Les douanes lui échappaient depuis 1854. La seule ressource pour protéger à l'intérieur son commerce et son industrie encore dans l'enfance, était d'interdire aux étrangers l'accès des provinces centrales et de localiser l'activité économique étrangère dans les ports ouverts. Pour éviter la ruine économique, il lui fallait empêcher les transactions directes entre les étrangers et les producteurs de

(1) Voir chapitre II.

(2) Elgin's Missions, op. cit. Rapport de Lay sur les négociations de Tientsin.

l'intérieur. Pour ce qui touche à la propagande chrétienne, la Chine ne voulait pas permettre aux Jésuites de s'introduire dans les provinces, afin d'éviter les conflits analogues à ceux qu'avait engendrés l'affaire Chapdelaine. Par prudence, elle ne voulait pas de propagande chrétienne, qui encourageait la rébellion : les Tai-Pungs ne se prétendaient-ils pas chrétiens ? Leur soulèvement tenait essentiellement à la propagation de la foi. Ce n'était pas le Christianisme lui-même que la Chine redoutait, puisqu'elle tolérait toutes les religions et que la religion chrétienne avait fait des adeptes depuis le douzième siècle (1).

Dans la troisième demande, il s'agissait de l'ouverture des ports chinois, jusqu'alors fermés, au moins légalement, au commerce étranger. Les puissances espéraient pouvoir ouvrir sous un régime identique à celui des cinq ports, Tangcheou au nord et Nankin dans la vallée du Yang-Tsé. On prévoyait l'ouverture d'autres ports maritimes. C'était là encore une voie de recul si la Chine ne consentait pas à ouvrir tout l'empire au commerce, les relations économiques pouvaient s'élargir, grâce aux nouveaux ports ouverts. Or, en fait malgré toutes les stipulations des traités, les ports étaient déjà accessibles au commerce, bien que les marchandises fussent juridiquement menacées de confiscation. La Chine n'avait pas de flotte moderne pour surveiller ses côtes. Les marines étrangères faisaient la police dans la mer de Chine, la contrebande se pratiquait dans tous les ports fermés. Cette demande avait donc pour but de sanctionner légalement un fait accompli. Le gouvernement chinois, d'ailleurs, se trouvait en face d'arguments très persuasifs. Les puissances étrangères connaissaient la situation paradoxale des finances chinoises : elles prétendaient que l'ouverture des ports permettrait une énorme augmentation des recettes, grâce aux droits de douane.

De plus, Reed parlait avec plus de franchise. Il déclarait que si la Chine ouvrait tous ses ports et toutes ses rivières au commerce étranger, les nations occidentales ne permettraient plus aux chefs des rebelles d'entreprendre leurs cou-

(1) Voir chapitre V dans la première partie.

pables expéditions (1). Les puissances allaient jusqu'à promettre leur aide contre les Tai-Pings si les ports étaient ouverts au commerce étranger. On pouvait donc prévoir que cette demande serait acceptée par la cour.

La note anglaise faisait allusion à une revision des conventions douanières à laquelle l'Angleterre était favorable.

Selon la note anglaise, le prix des marchandises européennes avait diminué. Comme les droits étaient perçus selon la convention de 1843, à raison de 5 % *ad valorem* d'après l'ancien tarif, ils se montaient à l'heure actuelle à 7 ou 8 %. Il convenait de reviser la convention douanière de telle sorte que les droits fussent de 5 % du prix actuel des marchandises. Cette mesure n'était favorable ni aux Etats-Unis, ni à la France. Les prix des marchandises américaines étaient en hausse : la revision aurait imposé aux Américains des droits plus élevés. Le prix de la soie avait doublé, le projet anglais imposait donc aux consommateurs français des droits deux fois plus lourds. La thèse anglaise ne pouvait donc être soutenue ni par les Etats-Unis ni par la France. Les notes américaines et françaises ne parlaient pas de la revision des conventions douanières.

L'Angleterre et la France réclamaient le remboursement des frais de guerre. Les Américains et les Anglais demandaient des indemnités pour des dommages directs ou indirects subis par le commerce pendant les hostilités de Canton. Les Russes volaient une indemnité pour le pillage et l'incendie de la factorerie de Tarbagatai.

Il convient de noter une stipulation de la note américaine. M. Reed, au nom des Etats-Unis, exprimait le vœu de garantir « l'intégralité de l'empire chinois » ; il souhaitait, en revanche, que la Chine adoptât la politique de la porte ouverte. La politique des Etats-Unis est fixée désormais, elle ne variera pas jusqu'à nos jours.

Pour obtenir la paix, la Chine n'avait pas besoin de satisfaire à toutes ces demandes. Les clauses essentielles qui intéressaient les puissances étaient les suivantes :

(1) CORDIER, *op. cit.* P. 289.

1° Etablissements de communications directes entre les ministres étrangers et le gouvernement de Pékin.

2° Ouverture des ports au commerce international. Les autres réclamations pouvait faire l'objet de négociations. Mais les hauts fonctionnaires chinois étaient des incapables. Leur politique, qui consistait à traîner les choses en longueur, devait aggraver la situation et faire le malheur de leur patrie. Les alliés profitèrent de l'occasion pour se débarrasser des neutres et devenaient de plus en plus hostiles. Ils préféraient obtenir gain de cause par les armes, la lenteur des pourparlers excitait leur colère ; la guerre devait éclater malgré tout.

MM. Constade, secrétaire de la légation de France ; Oliphant, secrétaire de la légation d'Angleterre ; Freensann, consul des Etats-Unis, portèrent les notes à Souchou (1). Ils les remirent entre les mains du gouverneur Tchao, qui fut prié de les transmettre au premier ministre de la Chine. Sous forme d'ultimatum, le gouvernement chinois était prié d'envoyer un ministre à Shanghai avant le 25 mars, pour ouvrir une conférence en vue de la paix. La Chine accepta l'offre des négociations, mais fidèle à sa politique temporisatrice, pria les ministres des puissances de retourner à Canton. Le gouverneur des Deux Kouns avait seul autorité pour entamer des négociations. La Russie fut priée d'ouvrir une conférence avec le gouverneur des provinces frontières. Les ministres ne voulant pas retourner à Canton, décidèrent de remonter le Pei-Ho avec une flotte de guerre pour forcer l'empereur à céder. C'est pourquoi, vers le milieu d'avril, les quatre ministres, accompagnés d'une force navale imposante se rendirent devant le Pei-Ho. Voici les unités qui constituaient la flotte (2) :

Grande-Bretagne : 1 bâtiment et 1 frégate (124 canons), 13 bateaux à vapeur et canonnières (64 canons). Ces dernières unités ne devaient arriver que plus tard. En tout 600 hommes.

France : 2 frégates (100 canons), 9 bateaux et canonnières (61 canons). En tout 600 hommes.

(1) CORDIER, P. 308.

(2) Elgin's Missions, op. cit. P. 310.

Etats-Unis : 2 frégates (100 canons), 1 bateau.

Russie : 1 bateau (6 canons).

Qu'allaient faire les Alliés avec ces forces ? allaient-ils entamer des pourparlers ou faire la guerre à la Chine ? Leur puissance navale leur permettait d'imposer toutes les clauses des notes du 11 février, y compris celles qui ne constituaient qu'un terrain de recul pour les négociations. Leur attitude devenait de plus en plus hostile depuis l'échec de la conférence de Shanghai. Lorsqu'ils commencèrent leur expédition les forteresses chinoises ne pouvaient leur opposer de résistance efficace, ils se sentaient sûrs de la victoire. Aussi étaient-ils disposés à imposer leurs conditions par les armes plutôt qu'à ouvrir des négociations où ils n'obtiendraient peut-être pas entière satisfaction.

Les neutres jouaient double jeu. En premier lieu ils surveillaient l'action des alliés afin de pouvoir participer aux bénéfices de la victoire. D'autre part, ils étaient prêts à offrir leur médiation au moment opportun. Ils avaient l'espoir que la Chine leur offrirait des avantages à l'insu des alliés. Leurs dépenses et leurs efforts étaient moindres que ceux des alliés ; ils comptaient tirer plus de profit par leur double jeu.

Le 24 avril, les alliés rédigèrent un ultimatum. La Chine avait six jours pour accepter ou refuser les clauses des notes du 11 février. A l'expiration du délai, les opérations militaires commenceraient (1).

Menacé, le gouvernement chinois fit tous ses efforts pour obtenir la paix. Au moment où le Comte Poutiatine arriva à l'embouchure du Pei-Ho deux fonctionnaires chinois se présentèrent chez lui et le prièrent de faire connaître aux alliés que deux commissaires impériaux, Tsoung et Wou, nommés verbalement le 15 avril pour négocier avec les puissances, allaient arriver sans délai. Le ministre de Russie communiqua cette nouvelle aux Alliés, mais ceux-ci ne voulant négocier qu'après une victoire, feignirent de l'ignorer et sous prétexte qu'ils n'avaient pas reçu de dépêche offi-

(1) CORDIER, op. cit. P. 335.

cielle, adressèrent malgré tout leur ultimatum à la Cour de Pékin.

Le 26 avril les commissaires impériaux déclarèrent officiellement aux quatre puissances qu'il leur avait été imposé par ordre verbal de l'empereur « de se rendre à l'embouchure de la rivière de Tien-Tsin et d'y examiner et traiter les affaires » (1).

Les Alliés trouvèrent un autre prétexte pour se débarrasser des commissaires et échapper à la manœuvre de paix. Ils prétendirent que les commissaires n'avaient pas pleins pouvoirs selon le sens donné en Europe à ces termes et qu'en conséquence ils n'avaient pas qualité pour traiter avec eux. Ils ignoraient ou faisaient semblant d'ignorer que le mot « Tsin-Tchaï » ou commissaire impérial correspondait exactement au terme européen de « Ministre plénipotentiaire ». Donner ce titre à quelqu'un c'était l'investir implicitement du pouvoir d'agir comme l'empereur. Les Alliés ne voulant pas entrer en négociations, accusaient la Chine de ne point vouloir suivre l'usage européen et de refuser d'employer les termes de « pleins pouvoirs » dont elle ignorait le sens.

D'ailleurs ces termes mêmes dans les documents européens étaient purement formels et ne correspondaient guère à la réalité. Au sens strict du terme même, un ambassadeur n'avait pas pleins pouvoirs : il pouvait toujours en référer à son gouvernement sans qu'on pût l'accuser de vouloir gagner du temps par une suspension des négociations. Nous trouvons dans notre histoire nationale plusieurs cas analogues. Chaque fois qu'on ne voulait pas négocier avec la Chine on l'accusait de refuser les pleins pouvoirs à ses ambassadeurs et l'on rejetait ainsi sur elle la responsabilité de l'échec des négociations dont on portait soi-même le poids.

Le 28 avril, le gouverneur général du Tchi-Li déclara avoir reçu, comme commissaire impérial, la mission de se réunir à ses deux collègues afin de négocier avec les puissances étrangères (2). Après la médiation du comte Poutiatine,

(1) CORDIER. P. 341.

(2) *Ibid.* P. 343.

M. T'au insista sur la nécessité de se réserver le droit de référer à Pékin (1). Les Alliés finirent par accorder un nouveau délai de six jours afin que la Chine pût envoyer des commissaires munis de pleins pouvoirs comme Ki-Ying l'avait en 1842 (2).

Si les Alliés acceptaient que la médiation de la Russie ait lieu d'agir selon les termes du premier ultimatum du 1^{er} mai, c'était uniquement par tactique, pour gagner du temps. Ils s'étaient rendus compte, après avoir étudié la situation de Tankou, qu'ils ne pouvaient prendre la ville qu'avec l'aide des canonnières anglaises qui n'arrivèrent que le 10 mai (3).

Alors que lord Elgin et le baron Gros avaient refusé d'accepter l'entrevue proposée par les commissaires impériaux à la fin d'avril, les ministres russe et américain s'étaient rendus à l'invitation. Le comte Poutiatine avoua au baron Gros qu'il avait eu une entrevue avec les Chinois le 29 avril. M. Reed accepta l'invitation le 3 mai (4).

Ce n'est qu'après ces entrevues que la Russie conseilla aux Alliés de ne pas se montrer trop exigeants en ce qui concernait les pleins pouvoirs donnés aux délégués de la Chine. Mais le ministre russe n'osait pas aborder le fond de la discussion afin de ne pas se brouiller avec les Alliés et de conserver son rôle de médiateur. En effet, l'acceptation des neutres de se rendre officiellement au rendez-vous proposé aurait signifié qu'ils jugeaient les commissaires impériaux compétents pour entamer des négociations, or, les ministres alliés n'approuvaient pas cette opinion.

M. Reed avait voulu conclure une paix séparée avec la Chine malgré l'attitude réservée des trois autres puissances.

Du 4 au 11 mai les négociations furent conduites de façon satisfaisante, toutes les difficultés pouvaient se lever (5). Mais l'attitude des Alliés incitait la Chine à penser que la conclusion d'une paix avec les Etats-Unis ne les empêcherait

(1) CORDIER. P. 348-350.

(2) *Ibid.* P. 351.

(3) *Ibid.* P. 362.

(4) ELGIN, op. cit. P. 304.

(5) CORDIER. P. 353-60.

pas de faire la guerre; toutes les concessions faites aux Etats-Unis ne serviraient pas à sauver le pays qui était menacé d'une invasion. On pouvait craindre aussi que les concessions accordées aux Américains ne fussent considérées par les Alliés comme une base de départ pour obtenir plus encore, alors que la Chine estimait ne pouvoir faire plus. Cette atmosphère décourageait les Chinois qui ne s'intéressaient pas à une paix séparée mais qui déployaient tous leurs efforts pour aboutir à une paix générale.

Au moment même où la médiation russe intervenait au sujet des pleins pouvoirs des commissaires impériaux, la Chine, par l'organe du comte Poutiatine, faisait connaître aux alliés qu'elle était disposée à faire des concessions énormes pour s'assurer la paix. Elle ouvrirait de nouveaux ports au commerce, liquiderait les indemnités dues aux étrangers pour les pertes qu'ils avaient éprouvées à Canton, les missionnaires pourraient voyager dans tout l'Empire. Les agents diplomatiques pourraient venir à Pékin en cas de nécessité, à condition toutefois qu'ils ne solliciteraient pas un entretien avec l'Empereur sans se soumettre à la cérémonie de la gémuflexion. La Chine se refusait, d'autre part, à admettre les étrangers dans l'intérieur de l'Empire, à ouvrir la vallée du Yan Tsen et à rembourser les frais de la guerre (1). Ce refus n'était du reste pas absolu. La Chine pourrait être amenée à faire des concessions nouvelles si la conférence avait lieu.

Au début, les Alliés semblèrent accepter, mais soudain lord Elgin se montra hostile à la proposition qui permettait l'accès de l'intérieur aux jésuites français tout en le refusant aux commerçants anglais (2). Lors d'une conférence qui eut lieu le 18 mai à bord de l'« Audacieuse » entre les deux ministres et les deux amiraux ont décidé de refuser aux commissaires impériaux le droit de référer à Pékin qu'on leur avait pourtant promis. Les ministres ne déclaraient pas la guerre : ils n'avaient pas de « casus-belli » à leur disposition, mais ils prétendaient « avancer vers Tien-Tsin au-devant d'un négo-

(1) CORDIER, op. cit. P. 364.

(2) *Ibid.* P. 365.

ciateur chinois » (1). Pour cela, il fallait prendre les forts de Tankou. Ainsi les Alliés dissimulaient encore leur intention de faire la guerre à la Chine, mais l'Etat de guerre existait de fait.

Les opérations militaires commencèrent. Le 20 mai, à 10 heures du matin, le Slaucy donna le signal. Les canonnières anglaises et françaises se mirent en marche à Cormorant. Les canonnières anglaises et françaises se mirent en marche, le « Cormorant » ouvrait la ligne. Immédiatement les batteries chinoises ouvrirent le feu. Le « Cormant », la « Mitrailleur », la « Force » étaient chargés de l'attaque des forts du Nord. Le « Nemrod », l'« Avalanche », la « Dragonne » attaquèrent les forts du Sud. Jusqu'à 11 h. 45 un feu très vif, soutenu de part et d'autre. La garnison chinoise des forts était constituée par l'élite des troupes de Pékin qui avaient été massées à Tan-Kon, pendant le mois d'inaction forcée des Alliés. Elle offrit une résistance assez sérieuse. Mais dès que les troupes alliées débarquèrent, les six ou sept mille hommes qui garnissaient les forts et les camps retranchés abandonnèrent leur poste. Les quelques centaines de cavaliers qui venaient d'arriver les accompagnaient dans leur fuite. A midi les drapeaux français et anglais flottaient sur tous les forts. Les 150 canons, dont quelques-uns étaient en bronze et de fort calibre, furent encloués et les soldats et les officiers se logèrent sous les tentes et dans les maisons qu'occupaient les mandarins qui avaient cru leur position inexpugnable. La voie était libre par le Pei-Ho jusqu'à Tien-Tsin. Le 21 mai, les quatre ministres, accompagnés des neutres qui allaient attendre l'ouverture des négociations, arrivèrent à Tien-Tsin, que cinq mille hommes de troupes alliées occupaient déjà (1). Les étrangers allaient avancer vers Pékin toujours sans déclaration de guerre si la Chine n'accordait pas toutes les concessions qui lui étaient imposées.

(1) CORDIER. P. 366.

(2) CORDIER : Histoire générale de la Chine. Tome 4, P. 51.

CHAPITRE IV

Les négociations et les traités de Tien-Tsin ⁽¹⁾

Nomination de nouveaux hauts-commissaires. — Conférence de Tien-Tsin. — L'attitude hostile de lord Elgin. — M. Lay. — Malheureuse intervention de Ki-Ying. — Négociations avec la Russie. — Le traité d'Aigouin. — Négociations avec les Etats-Unis, avec la France, avec l'Angleterre. — Intervention du baron Gros. — Les clauses des traités : Moyens de communication diplomatique, Propagation de la légation en Chine. Propagation de la foi chrétienne, Ouverture des ports, les Consuls, Relations commerciales, Clause spéciale, Innovation, les Bâtiments de guerre, les Etrangers en Chine, les avantages obtenus par la Russie. — Les réparations.

La mission de T'an, Tsoung et Wan avait échoué. Les trois commissaires se hâtèrent de se rendre à Pékin pour rendre compte des événements. La situation s'aggravait. Le gouvernement se hâta de choisir d'autres commissaires impériaux dans l'espoir qu'ils pourraient entrer en négociations avec les grandes puissances. Le grand secrétaire Koueiliang et le général Houa Cha Na furent choisis. Leur nomination avait été communiquée aux quatre ministres par T'an, le jour même de leur arrivée à Tien-Tsin.

(1) Pour les sources, voir : Cordier, op. cit., chapitres 20 et seq. ; HWAN : Histoire de la Dynastie Tsin, Empereur Hien-Foung.

Les délégués chinois avaient voulu recevoir ensemble les quatre ministres des puissances, afin de traiter de toutes les questions en suspens et de les résoudre en bloc. Mais chaque puissance avait des intérêts particuliers, ainsi n'acceptèrent-elles pas le plan proposé par les Chinois. Elles voulaient chacune discuter à l'insu des autres. Les négociations furent donc entamées séparément. Les lieux et les dates des entrevues furent fixés à l'avance ; dans un temple hors de la ville, le 4 juin pour lord Elgin, les jours suivants pour le baron Gros, le comte Pontiatine et M. Reed.

Au premier contact, les diplomates des deux parties avaient selon l'usage échangé leurs pleins pouvoirs. Puis, ils discutèrent les clauses à insérer dans les traités ultérieurs. L'optimisme régna d'abord dans les cercles chinois qui croyaient trouver un esprit de conciliation chez trois ministres, lord Elgin mis à part. L'attitude hostile de lord Elgin caucit cependant de graves inquiétudes, c'était l'homme le plus à craindre si l'on tenait compte de l'importance des forces qui l'accompagnaient. Au moment de l'entrevue, il avait prétendu que les pouvoirs conférés par décret de l'Empereur aux commissaires impériaux n'équivalaient pas à ceux des ministres européens. Il disait qu'il prendrait le temps de la réflexion pour juger s'il lui était possible d'entrer avec les commissaires impériaux en discussion au sujet des affaires en litige. Il oubliait ainsi la note des Alliés qui déclaraient grâce à l'intervention du comte Pontiatine, ne plus exiger la conformité des usages chinois avec les coutumes étrangères.

Comme les étrangers arrivaient aux portes de notre capitale, il s'agissait de les ménager et non pas de discuter afin d'éviter à tous prix la reprise des hostilités. Dans ce dessein, M. Koueling avait fait une double démarche. D'une part, il pria le secrétaire, M. Lay, de discuter avec les secrétaires de Chine au sujet des clauses que les Anglais voulaient insérer dans le traité, d'autre part il soumit les prétentions de lord Elgin à Pékin afin qu'il fut donné satisfaction à l'ambassadeur.

Du 5 au 8 juin, les négociations des experts se poursuivirent, semi-officiellement, entre M. Lay et M. Pihen, premier secrétaire de Koueling, bien qu'ouvertement lord Elgin refu-

sât de négocier avec la Chine. Cette conférence n'aboutit pas. M. Lay s'efforçait de justifier les demandes qui figuraient dans la note du 11 février et ne voulut faire aucune concession, même parmi celles qui étaient prévues dans la note même. Lorsque M. Pihen exposa les raisons pour lesquelles l'Empereur ne voulait pas que, dans les circonstances actuelles une légation permanente fût établie dans notre capitale, M. Lay répondit brusquement que si la Chine voulait la guerre, l'Angleterre était prête. Sur le mode ironique, il ajouta qu'il ne pensait pas que les Chinois fussent assez courageux pour prendre les armes. Le 8 juin il vint à nouveau menacer M. Koueiling de reprendre les hostilités si les Chinois n'accordaient pas immédiatement toutes les concessions demandées. Toutes les clauses concernant la permanence de la légation à Pékin et le remboursement des frais de guerre étaient remises aux négociations ultérieures. Pour éviter la guerre à tout prix, M. Koueiling consentit à accepter les termes de l'ultimatum et à rédiger une lettre formelle qui annonçait cette acceptation. Mais le sceau des commissaires impériaux n'était pas encore arrivé de Pékin, aussi la lettre ne fut-elle pas expédiée immédiatement. M. Lay, dans son attente impatiente, rendait M. Koueiling responsable de ce retard, l'accusait de mauvaise volonté. Il parla en termes grossiers au Premier Commissaire. Le comte Pontiatine fit officiellement condamner ses paroles par l'entremise du baron Gros. Les Chinois ne voulurent plus négocier avec M. Lay, parce qu'il avait insulté notre premier délégué, mais ils entamèrent, par correspondance, des négociations directes avec lord Elgin, et bientôt ils faisaient savoir au Ministre d'Angleterre que les concessions ci-après étaient accordées :

- 1) Entrée des étrangers dans l'intérieur, sous le régime des passeports ;
- 2) Tolérance du christianisme ;
- 3) Réforme de la douane ;
- 4) Mesures à concevoir pour réprimer la piraterie ;
- 5) Emploi de l'anglais comme langue officielle dans les correspondances entre les deux Etats.

Lorsque la cour de Pékin reçut le rapport où Koueiling déclarait que lord Elgin n'avait pas confiance dans ses pleins

pouvoirs, elle jugea nécessaire d'envoyer quelqu'un qui fût connu de l'étranger pour aider Koueiling dans son œuvre de paix. Son choix s'arrêta sur Ki-Ying, parce que les étrangers exigeaient que les commissaires impériaux eussent des pouvoirs analogues à ceux de Ki-Ying, en 1842. Comme les pouvoirs de Koueiling étaient identiques à ceux de Ki-Ying, la cour était portée à croire que l'étranger préférerait négocier avec ce dernier. Mais, cette fois, l'intervention de Ki-Ying ne fit pas aboutir la conférence : elle compliqua seulement les affaires. En effet, lorsqu'il arriva à Tien-Tsin, M. Koueiling et Houa-Chan-Na, par jalousie, ne collaborèrent pas avec lui et le laissèrent agir seul. Les ministres des grandes puissances ne le reçurent pas ; ils suspectaient sa qualité, vu qu'il n'agissait pas de concert avec le premier délégué Koueiling. M. Lay, qui tenait à se brouiller avec les Chinois, accusait Ki-Ying d'avoir trompé les étrangers en 1842 et de vouloir renouveler sa politique de fraude.

Malheureusement pour lui, M. Ki-Ying avait adressé, en 1845, à l'empereur Tao-Kouang, un mémoire qui lui faisait connaître « les moyens de tromper les Barbares ». Lorsqu'il voulut parler, pendant les négociations, avec le secrétaire anglais, de sa *droiture* et de ses bonnes intentions, M. Lay, qui servait d'interprète, l'interrompit brusquement devant ses collègues et tira de sa poche le mémoire dont il lut certains passages. Ki-Ying, réduit au désespoir, ne put répondre que par des larmes. Il se vit obligé de quitter immédiatement Tien-Tsin et retourna à Pékin, sans avoir obtenu l'autorisation de l'empereur. Les médisants insinuèrent que le traître Ki-Ying ne voulait pas conclure la paix avec les étrangers, que son désir était de mettre sa patrie en péril. Il fut jeté en prison ; sa mission était terminée.

Pendant que le secrétaire de Koueiling négociait avec M. Lay, des conversations analogues avaient lieu avec les secrétaires pour la Chine des autres puissances. Elles eurent plus de succès. La procédure de cette conférence est caractéristique. Les négociations véritables avec d'autres puissances eurent lieu, en effet, au moment où lord Elgin refusait de reconnaître l'équivalence des pleins pouvoirs des commissaires chinois avec les siens propres. Les clauses à insérer

dans les traités ultérieurs furent discutées et rédigées dans les entrevues qu'eurent les secrétaires des parties contractantes. Les commissaires impériaux et les ministres plénipotentiaires n'eurent qu'à reconnaître ces décisions par l'échange de correspondances. L'entrevue des commissaires et des ministres ne fut qu'un cérémonial ; on n'y discuta pas des affaires ni des problèmes à résoudre.

Les négociations avec la Russie furent plus promptes. Le comte Poutiatine se hâta de conclure la paix avec la Chine en des termes modérés, afin de pouvoir persuader aux alliés qu'il ne fallait pas trop exiger de la Chine, sous peine d'entraîner la chute de la dynastie. La Russie jugeait qu'il était bon de maintenir la dynastie mandchoue, dans l'espoir de jouer son rôle de protectrice. Il convient de constater, en effet, que grâce à sa médiation et à sa manifestation pacifique, la Chine put conclure immédiatement la paix avec les autres puissances. La Chine n'avait-elle pas promis à la Russie une rémunération en échange de sa médiation de Tien-Tsin ? Nous ne pouvons que nous livrer à des conjectures, car nous ne possédons pas de documents. Le traité de Tien-Tsin avec la Russie fut signé le 12 juin.

La question des frontières fut réglée par le traité d'Aigouin, qui fut signé dans cette ville, à l'insu des négociations de Tien-Tsin, par le général prince J. Chan, pour l'Empereur de Chine, et par le général Mouraviev, pour la Russie. Selon ce traité, un immense territoire au delà du fleuve Amour, fut implicitement cédé à la Russie. Il est fort possible que le comte Poutiatine ait accompli sa manœuvre de paix en vue de cette rémunération et qu'il se soit hâté de signer à Tien-Tsin un traité qui pût servir de modèle aux autres ministres.

Le traité avec la Russie constitua la base des négociations au moment des pourparlers avec les Etats-Unis. Le 18 juin, le traité de Tien-Tsin fut signé par MM. Koueiling et Reed. Les neutres ne voyaient aucun inconvénient à signer sans délai les accords. Les stipulations du traité leur garantissaient que si la Chine consentait ultérieurement à d'autres nations des privilèges spéciaux, ils en jouiraient eux-mêmes *ipso facto*, sans négociations nouvelles.

Du 15 au 23 juin, eurent lieu les conférences avec le Ministre de France, en vue de la préparation et de la rédaction des 42 articles du traité. On se mit d'accord. Mais la signature du traité fut retardée. Le baron Gros ne voulait pas, ou fit semblant de ne pas vouloir, s'isoler de l'Angleterre. Il manifesta son intention de ne rien conclure avant que la Grande-Bretagne eût elle-même signé son traité.

Il était difficile, cependant, d'aboutir à une conclusion avec les Anglais. Lord Elgin s'entêtait à vouloir obtenir le droit d'établir une légation permanente à Pékin. Il exigeait aussi, pour les commerçants étrangers, le droit de circulation dans l'empire. Il convient de noter que les trois grandes puissances n'avaient pas obtenu cette concession dans leurs traités.

Il fallait ajourner cette intrusion : on proposa d'établir à Pékin une résidence officielle, mais on demandait aux ministres de rester temporairement à Tien-Tsin. C'est sur ce point que porta la discussion entre M. Koueiling et M. Bruce, pendant la conférence du 24 juin. Lord Elgin persista dans ses exigences.

Le 25, le comte Pontiatine et M. Reed intervinrent et supplièrent le baron Gros d'intervenir auprès de lord Elgin, pour qu'il voulût bien consentir aussi à renoncer aux deux clauses, sur l'entrée des ministres étrangers à Pékin et l'accès des commerçants dans l'intérieur. Ils avaient eux-mêmes fait abandon de ces stipulations. Le Ministre de France fit des démarches auprès de lord Elgin et lui signala qu'il ne fallait peut-être pas compromettre une admirable position par des exigences exagérées, auxquelles on ne céderait qu'avec la ferme volonté de ne pas tenir plus tard les engagements que l'on avait pris. Malgré l'intervention de ses collègues, lord Elgin ne céda pas. Il allait menacer la Chine de reprendre les armes, si elle ne se soumettait pas à sa volonté.

Ce n'était point qu'il tint ses exigences pour indispensables ; il voulait simplement démontrer à la Chine combien l'Angleterre était puissante, puisqu'elle agissait malgré l'opposition de toutes les nations réunies. Il pensa ainsi établir la prépondérance anglaise en Chine. Après la signature du traité, il écrivit à lord Malmesburg qu'au cas où les Chinois exécu-

teraient toutes les clauses du traité, « il serait avantageux que le représentant de Sa Majesté en Chine soit instruit à choisir une résidence ailleurs qu'à Pékin ».

La preuve, c'est qu'il n'avait pas l'intention d'installer la légation à Pékin.

Enfin, la Chine céda. On donna aux Anglais un droit d'option. Le traité avec l'Angleterre fut signé le 27 juin. Selon les termes de l'accord, l'Angleterre avait le droit d'établir sa légation permanente et son ministre à Pékin. Elle pouvait aussi établir sa légation seulement dans la capitale et faire résider son ministre à Tien-Tsin. D'autre part, son ministre pouvait entrer à Pékin et y demeurer temporairement, quand il le jugerait nécessaire.

Le traité avec la France fut conclu le 27 juin. Les négociations à Tien-Tsin aboutissaient donc à quatre traités séparés.

Il convient d'étudier en détail les clauses de chacun de ces accords, car ils peuvent servir de guide dans l'examen de nos relations avec les puissances étrangères jusqu'à nos jours.

Les clauses des différents traités n'étaient pas identiques, mais il faut noter que chaque avantage concédé à une puissance, était accordé automatiquement et sans autre négociation, à toutes les autres nations. Nous verrons ce fait se reproduire pour la convention douanière de Shanghai.

Les quatre grandes puissances obtenaient donc des avantages égaux. La Russie, bien que son traité fût moins complet obtenait les mêmes privilèges que la Grande-Bretagne, grâce à l'article 12, qui déclarait : « Tous les droits et privilèges politiques, commerciaux et autres qui pourront être acquis à l'avenir par les Etats les plus favorisés par le gouvernement chinois, seront, par le fait même, étendus à la Russie, sans qu'il y ait lieu pour elle d'entamer à ce sujet des négociations ultérieures. »

D'autre part, il vaut mieux, pour l'étude, examiner les quatre traités ensemble et mettre les clauses par catégories.

I. *Les moyens de communications diplomatiques.* — Les communications entre les gouvernements seront désormais directement assurées, et non plus par l'entremise du gouvernement général des deux Koungs et du Li-Fan-Youn,

qui étaient autrefois chargés des affaires coloniales. Désormais, les seuls intermédiaires sont, d'une part, le ministre des affaires étrangères, d'autre part, le premier membre du Conseil suprême de l'empire. Pour les communications écrites, chaque partie se servirait de sa langue nationale. Cependant, en cas de contestation, le texte européen devra prévaloir ; « les correspondances officielles entre les autorités et les fonctionnaires des deux pays seront réglées suivant les rangs et les positions respectives et d'après les bases de la réciprocité la plus absolue » (Art. 4, T. R.). D'ailleurs, le service postal innové sur la ligne KiaKtha-Pékin allait faciliter les communications sino-russes. Pour les affaires de haute importance, les puissances étrangères pouvaient, si elles le jugeaient nécessaire, envoyer des courriers ou des ambassadeurs. Dans ce cas, le gouvernement chinois s'engageait à les recevoir à Pékin. Les frais de voyage et d'entretien des ambassadeurs ne devaient plus être supportés, comme autrefois, par le gouvernement chinois, mais par les gouvernements respectifs.

II. *La permanence de la légation en Chine.* — On sait ce qui se passa pendant les négociations de Tien-Tsin. Le gouvernement chinois avait fait des difficultés au sujet de la résidence à Pékin d'un représentant étranger. Il avait demandé que la résidence des ministres fut fixée dans un des ports. Toutes les puissances, sauf l'Angleterre, s'étaient contentées d'un port comme résidence pour leur ministre, à condition que les relations avec Pékin fussent facilitées. Cependant, selon le texte de son traité, l'Angleterre avait droit d'option entre un port ou la capitale pour la demeure de sa légation. Si elle choisissait Pékin, les autres ministres bénéficieraient du même privilège. Le droit d'exterritorialité était accordé aux représentants étrangers et à leur personnel. Réciproquement la Chine pouvait envoyer des ministres aux puissances signataires; ses représentants jouiraient aussi du droit d'exterritorialité.

III. *La propagation de la foi chrétienne.* — « La religion chrétienne, ayant pour objet essentiel de porter les hommes à la vertu, les membres de toutes les communions chrétiennes jouiront d'une entière sécurité, pour leurs personnes,

leurs propriétés et le libre exercice de leurs pratiques religieuses » ; et une protection efficace sera donnée aux missionnaires qui se rendront pacifiquement dans l'intérieur du pays, munis des passeports réguliers, dont il est parlé dans l'article 8 (Art. 13, T. F.).

Ce texte contient deux innovations. D'abord la protection des missionnaires devenait une charge dont la Chine serait obligée de répondre. Ensuite, la propagation du christianisme était tolérée jusque dans l'intérieur de l'empire, ce qui avait été interdit par le traité de Whampoa. Un traité complémentaire, en six articles, fut d'ailleurs signé le 27 juin 1858. L'article premier était ainsi libellé : Le magistrat Si-Lien, coupable du meurtre du missionnaire français Auguste Chapdelaine, sera dégradé et déclaré incapable d'exercer désormais aucun emploi. Grâce à cette stipulation, les missionnaires obtenaient plus que le droit à la sécurité. Ils obtenaient désormais quelque influence politique et sociale en Chine, ce qui faciliterait leur tâche de conversion parmi les paysans.

Le protestantisme recevait les mêmes droits que le catholicisme. Les communautés anglo-saxonnes purent soutenir leur propagande (T. A., Art. 8-Art. 12), au même titre que les Français

Bien que les missionnaires orthodoxes aient conservé le droit de s'installer en Chine et que les Russes aient eu la faculté de faire de la propagande, le clergé n'eut aucune influence en Chine.

IV. *L'ouverture des ports.* — Nous avons montré que la Chine s'était vue obligée de localiser l'activité économique des étrangers sur certains points, pendant une période déterminée. Pour établir un compromis avec le projet anglais, on proposa d'ajouter de nouveaux articles aux cinq premiers. « Il a été convenu que les ports de Kioung-Tchéou et Tch'ao-Tchiéou, dans la province de Koung-Toung, Tai-Wan et Tam-soui, dans l'île de Formose, Tangtchéou dans la province de Chantoung, et Nanking dans la province de Kiangsu, jouiront des mêmes privilèges que Canton, Shanghai, Ningpo, Amoy et Foutchéou. » (T. F., Art. 6.)

V. *Les consuls* — Les traités stipulaient que les puissances pouvaient nommer des consuls ou des agents consulaires dans les ports ouverts pour protéger leurs sujets et veiller à la stricte observation des règlements

Les rapports avec les autorités locales auraient lieu sur le pied de la plus stricte égalité. Au cas où leur consul serait absent, les étrangers auraient le droit de recourir à l'intervention du consul d'une puissance amie ou des chefs de la douane qui, dans le nouveau système d'administration douanière, avait toujours été un étranger. Les consuls en Chine étaient munis de pouvoirs qui ne leur sont guère conférés dans les autres pays ; il s'agit, en l'occurrence, du privilège de juridiction consulaire et du pouvoir d'intervention auprès de la douane.

D'après le traité, s'il s'élevait des contestations ou des querelles entre les étrangers et les Chinois, chacun serait jugé d'après les lois de sa nation et par les autorités de son pays. De plus, si les Chinois avaient quelques réclamations à présenter contre les étrangers, les consuls intéressés devaient intervenir afin d'arranger l'affaire à l'amiable. Le cas échéant, le consul devrait renvoyer l'affaire devant une cours mixte où les autorités chinoises compétentes et le consul lui-même statuaient selon toute équité. Dans ce cas, le consul remplissait les fonctions de juge. Si les deux parties étaient étrangères, les autorités chinoises n'avaient pas le droit d'intervenir, le régime de la juridiction consulaire ne présentait que peu d'importance au début ; de nos jours c'est un grand problème à résoudre à mesure que les relations commerciales s'intensifient. Aujourd'hui, les juges chinois dans les tribunaux mixtes ne peuvent prendre aucune décision sans se mettre d'accord par avance avec le consul.

Au sujet de l'intervention consulaire auprès de la douane, il faut signaler que le consul n'était plus, comme sous le régime de 1842, chargé de faire payer ses nationaux, de percevoir les taxes pour ses ressortissants. Désormais, le chef de la douane devait désigner une ou plusieurs maisons de change qui seraient autorisées à percevoir les droits pour le compte du gouvernement. T. F. art. 2.)

V.. *Les relations commerciales.* — La clause de la nation la plus favorisée figurait dans tous les traités au sujet des droits de douane. Cette clause avait été introduite sans difficulté ni discussion. La Chine invitait aussi sa justice et son impartialité envers toutes les nations, mais ce qui était fâcheux, c'est qu'elle n'obtenait pas la réciprocité. Cette clause qui ne devait être appliquée qu'au point de vue douanier, fut étendue aux questions politiques par suite d'une interprétation ambitieuse des étrangers.

Les droits qui frappaient les marchandises étrangères étaient réglés par une convention avec les Etats intéressés où la volonté chinoise n'avait joué aucun rôle. Quelques exceptions furent apportées à ce principe : les étrangers n'avaient pas le droit de faire de commerce dans les ports non ouverts, ni à l'intérieur de l'empire. De plus, aucune société de commerce privilégiée ne pouvait s'établir en Chine, et il en serait de même de toute coalition organisée dans le but d'exercer un monopole sur le commerce (T. F. art 11). Les articles de contrebande, dont les noms seraient énumérés dans une convention ultérieure, seraient absolument interdits et ne pourraient entrer dans les ports ouverts sous aucun prétexte.

Nous trouvons dans les traités américains et français une stipulation spéciale qui n'existait pas dans les autres traités. En voici les termes : « Dans le cas où, par la suite des temps, la Chine entrerait en guerre avec une autre puissance, cette circonstance ne porterait aucune atteinte au libre commerce de la France avec la Chine ou avec la nation ennemie » (T. F. art. 31).

Une innovation est à remarquer. Désormais les autorités des deux gouvernements ne seraient plus responsables des dettes contractées par leurs sujets. Nous avons vu qu'en vertu du traité de 1842, le gouvernement chinois était tenu d'acquitter la dette de 3 millions de taels que les négociants chinois devaient aux banquiers anglais ; la stipulation des présents traités épargnait ce risque.

VII. *Les bâtiments de guerre.* — Dans le but de maintenir l'ordre, de protéger les sujets et la marine marchande, de faciliter l'exercice de l'autorité consulaire, des bâtiments de

guerre étaient autorisés à stationner dans les ports ouverts. Cette stipulation était donc favorable aux étrangers qui pouvaient, en cas de litige, profiter de cette clause pour envoyer des bâtiments de guerre comme moyen d'intimidation. C'est ainsi qu'en 1896, l'Allemagne occupa Tsin-Tao grâce à ses vaisseaux de guerre, sans rencontrer aucune résistance. De nos jours, le Japon n'a pas cessé de se servir de ce moyen de menace dans tous les cas où ont surgi des différends sino-japonais.

La marine marchande était naturellement admise dans les ports ouverts. Le droit de cabotage était implicitement accordé aux étrangers. Les marines marchandes pouvaient choisir les pilotes à leur gré. La Chine n'avait donc pas conservé le monopole de pilotage pour ses nationaux.

Si des bâtiments venaient à se perdre sur les côtes chinoises, les autorités locales seraient accourues d'urgence au secours des bâtiments en danger. Ces vaisseaux avaient alors le droit d'entrer dans les ports non ouverts, où ils devaient être favorablement accueillis et pourvus de tout ce dont ils pouvaient avoir besoin, sans qu'il y ait de distinction à établir entre les bâtiments de guerre et les bâtiments de commerce.

La piraterie devait être poursuivie et réprimée par les flottes de toutes les nations, même dans les eaux chinoises. C'était là une mesure efficace pour protéger le commerce maritime. Elle était conforme aux droits des gens qui considéraient les pirates comme des ennemis communs.

VIII. *Les étrangers en Chine.* — Les étrangers ne sont pas autorisés à résider dans l'intérieur, ils ne peuvent que voyager et séjourner un certain temps, s'ils ne sont pas des prêtres occupés à la propagation de la foi chrétienne. Pour circuler d'une ville à l'autre, il faut un passeport délivré par le consul et contresigné par l'autorité chinoise du lieu de la résidence. Il est personnellement défendu aux étrangers de faire du commerce à l'intérieur et d'y posséder des immeubles privés, par contre en dehors du droit de trafic, ils jouissent de tous les droits publics et privés.

Les droits politiques appartiennent exclusivement aux ci-

toyens chinois : les étrangers ne les possèdent que dans les concessions qui sont louées dans les ports ouverts. En ce qui touche l'administration municipale de la concession, les conseillers ne peuvent être élus que parmi les étrangers. Le comité exécutif, la police sont organisés par les étrangers.

Au sujet des transfuges, les parties contractantes s'engagèrent à prendre les mesures nécessaires pour que leur extradition fut effectuée. Selon l'accord avec la Russie, les transfuges ne seraient pas nécessairement renvoyés à la frontière : ils pourraient être jugés en Chine, ce qui est un renouvellement.

En dehors de ces questions d'ordre général, il est des stipulations particulières à chaque puissance.

Le comte Pontratine avait obtenu un succès considérable. Il était parvenu à mettre la Russie au niveau des grandes puissances. Après la signature des quatre traités, le capitaine Tchikhatchev fut chargé de porter l'original à Saint-Petersbourg. Il s'embarqua à Shanghai, à destination de Suez, mais le colonel Martirov, aide de camp du général Mouraviev, reçut du comte Poutiatine la mission de porter une copie de traité russe par la Sibérie. Il déploya une célérité incroyable ; quittant Tien-Tsin le 15 juin, il traversa la Sibérie en vingt-cinq jours et arriva à Saint-Petersbourg le 7 août. La nouvelle qu'il apportait de la conclusion de la paix fut télégraphiée à Paris et à Londres, et c'est par Irkoutsk et Kiatchta que l'Europe apprit cet événement important. Bruce, le frère de lord Elgin, qui portait l'original du traité anglais, fut fort mortifié d'apprendre, à son arrivée à Alexandrie d'Egypte, que les nouvelles qu'il apportait étaient déjà connues.

Les frontières avec la Russie avaient été fixées par le traité d'Aigouin, qui comportait trois articles :

« Toute la rive gauche de l'Amour, à partir de la rivière d'Argouin doit appartenir à la Russie, la rive droite, à partir d'Aigouin jusqu'à l'Oussouri appartenait à la Chine. »

D'ailleurs, les territoires et endroits situés entre la rivière Oussouri et la mer seront possédés en commun, ainsi qu'il en

est actuellement par l'empire Ta-Tsing et l'empire Russe, en attendant que la frontière entre les deux Etats y soit réglée.

Le traité d'Argouin fut ratifié le 2/14 juin par l'empereur de Chine et le 8/20 juillet 1858 par l'empereur de Russie.

Le traité supplémentaire de Tien-Tsin accordait une réparation de quatre millions de taels à l'Angleterre ; la France devait recevoir deux millions ; les Américains 500.000. Le paiement serait effectué en six annuités par le gouvernement local de Canton, car la trésorerie nationale était sans ressources à l'heure actuelle. La douane de Canton était affectée à la garantie du paiement.

Les réparations accordées dépassaient largement le montant des pertes réellement subies par les étrangers, en y comprenant les frais de guerre. D'après les renseignements que nous a donnés M. Foster, 500.000 taëls correspondaient alors à 735.288 dollars américains. En 1885, les Américains rembouraient le surplus des réparations en versant aux Chinois 453.400 dollars. Ainsi la Chine payait deux fois ce qu'elle devait, en stricte justice, aux Américains. Il est permis de conjecturer que la France et l'Angleterre, qui s'étaient montrées plus exigeantes, étaient payées plus de deux fois. Seulement, elles ne nous remboursèrent pas. On ne peut toutefois blâmer l'ignorance des diplomates chinois qui, dans leur précipitation à conclure la paix, n'avaient pas eu le temps de contrôler l'évaluation des réparations qu'avaient calculée les experts étrangers.

Les clauses de ces traités sont encore en vigueur de nos jours. Cette œuvre diplomatique est donc la base des relations contemporaines entre la Chine et les étrangers.

CHAPITRE V

La conférence de Changhaï.

Les causes. — Traité avec le Japon. — Les commissaires impériaux. — Les projets anglais : projet Robertson, projet Wuchester. — Programme de la Conférence de Shanghai. — La convention. — Les clauses. — La question de la ratification des traités.

Après l'épuisement du programme politique, les négociateurs de Tien-Tsin avaient renvoyé les problèmes subsidiaires à des discussions ultérieures qui devaient avoir lieu à Shanghai. Les Chinois ne voulaient pas continuer à négocier à Tien-Tsin : la puissance des ministres étrangers, accompagnés de forces importantes, était trop menaçante. En renvoyant un certain nombre de questions à la conférence de Shanghai, ils pouvaient les inviter à évacuer Tien-Tsin. Les ministres étrangers se rendaient compte qu'il n'y avait plus que la convention douanière à reviser. Ils se soumirent au vœu des Chinois. Mais la conférence ne se réunissait pas immédiatement ; ils décidèrent entre temps d'aller au Japon, pour conclure des traités commerciaux avec cette puissance.

Le 15 juillet 1858, la cour de Pékin ordonne que « Kouei-liang, Houa-Cha-no, Ki-Pou, Muin-Chan se rendent au Kiangsou pour examiner et déterminer les affaires de tarif des douanes pour le commerce étranger, de concert avec Ho,

gouverneur général » (1). Selon le baron Gros, l'envoi de si grands dignitaires pour négocier à Shanghai quelques articles relatifs à des droits de douane et de transit (2) faisait croire que les Chinois voulaient annuler les concessions consenties par contrainte à Tien-Tsin et faire de nouvelles offres.

Lorsque les traités avec le Japon furent signés, lord Elgin rentra le 2 septembre à Shanghai, où le baron Gros ne revint que le 28 octobre. Les négociations furent menées séparément. La conférence avec la Grande-Bretagne fut ouverte le 2 octobre au Ye-Shi-Yuan, par les experts des deux nations, deux jours avant l'arrivée du baron Gros. A cette époque, c'était spécialement l'Angleterre qui s'intéressait au commerce de Chine ; il fallait donc négocier surtout avec elle les spéculations d'ordre commercial. Les autres puissances n'avaient qu'à suivre son exemple et copier dans leurs conventions le texte de l'accord sino-anglais. C'est pourquoi nous étudierons le projet anglais de revision douanière.

En 1858, lord Elgin, s'adressant aux conseils et aux commerçants anglais, leur avait demandé leur avis au sujet de la revision du tarif douanier. Plusieurs projets furent présentés ; Robertson (3), consul à Shanghai, avait rédigé une étude sur les réformes à réaliser. Il indiquait d'abord comme une nécessité absolue la légalisation du trafic de l'opium. Il fallait aussi, selon lui, abroger les stipulations qui considéraient les munitions, le sel, le salpêtre, comme objets de contrebande. Selon lui, l'introduction de l'opium était permise à Fou-Tchéou par décret impérial du 22 juin 1857, sous le nom de médecine étrangère. L'importation des munitions était tolérée lorsque le gouvernement chinois en avait besoin ; il serait donc illogique de discuter encore au sujet de ces articles dont l'importation était tolérée et même encouragée. Aussi M. Robertson n'était pas de l'avis de ses concitoyens, qui estimaient immoral le commerce de contrebande et jugeaient qu'il empoisonnait la situation du commerce licite. Il voulait encourager la contrebande pour compenser les pertes causées par le trafic légal, car les exportations chinoises dépassaient lar-

(1) CORDIER : Expédition de Chine de 1859-60. P. 14.

(2) CORDIER, op. cit. P. p. 13-14.

(3) Elgin's Missions, op. cit. P. p. 168-175.

gement les importations anglaises en Chine. Il tenait compte de cette situation, démontrant les chiffres du trafic anglo-chinois en 1857.

Importation : trafic licite, 3.110.511 livres sterling ; opium, 4.272.535 ; trésor, 4.287.940. Exportation : 10.023.292.

Il constatait que si la contrebande disparaissait, on ne pourrait établir la balance des importations et des exportations. Il soutenait que si le commerce licite ne se développait pas, ce n'était point que ces débouchés fussent accaparés par la contrebande. Comme la Chine, selon lui, était déjà une puissance industrielle, les Chinois préféraient acheter aux manufactures chinoises des objets qui étaient à leur goût et d'un prix de revient moins élevé (1). Il proposait d'ailleurs une diminution du tarif des droits de douane, afin que les marchandises pussent être vendues moins cher et trouver ainsi des débouchés.

Au sujet des exportations, il proposait d'ouvrir les principaux lieux producteurs du thé comme Hwan-Tcheou et Honkoeu, et de la soie comme Hou-Tcheou aux commerçants étrangers, pour entrer en contact direct avec les indigènes.

Le projet de Winchester (2), vice-consul de Canton, proposait l'abandon des frais de maltage de la part des Chinois, l'adoption d'un tarif de 5 % *ad valorem*, l'abolition des restrictions concernant l'exportation du riz, des métaux précieux et l'importation des munitions.

Le programme de la conférence de Shanghai fut préparé par MM. Oliphant et Wade. Il était ainsi conçu :

- 1 Revision du droit douanier ;
- 2° Règlement du droit de transit ;
- 3° Délimitation du droit de tonnage ;
- 4° Beacons.
- 5° Abolition des frais de maltage ;
- 6° Uniformité du régime douanier ;
- 7° Légalisation de la vente des opiums ;
- 8° Transport côtier des grains, pulpe, monnaie métallique sous certaines conditions ;
- 9° Vente libre des munitions.

(1) Elgin's Missions : Michall to Bonham.

(2) Elgin's Missions, op. cit. Rapport de Winchester.

La conférence fut ouverte par les experts chinois, MM. Wang et Sieh, et MM. Oliphant, Wade et Lay, représentants de la Grande-Bretagne.

Au sujet de la législation de la vente de l'opium, les Chinois proposaient un droit de 60 taels par caisse. La conférence s'arrêtait au tarif de 30 taels par caisse ou 8 % *ad valorem*. L'opium ne pouvait être transporté à l'intérieur que par les Chinois. En matière d'exportation, les Anglais voulaient diminuer les droits sur le thé, de telle sorte qu'ils ne fussent plus que de 5 % *ad valorem*. Au sujet de la soie, les Anglais ne voulaient pas prendre l'initiative de la réduction de ce droit à 5 % *ad valorem*. Ils prétendaient que la France n'admettait pas cette réduction et qu'ils n'avaient pas le droit de toucher à cette question. Nous savons, en effet, que la France, qui avait l'intention de payer moins cher la soie chinoise, trouvait son intérêt à maintenir l'ancien tarif, sans aucune revision.

La convention, comportant dix articles, fut signée le 8 novembre 1858 (1). Le principe adopté pour la fixation des droits de douane était celui des espèces : les objets et leurs droits étaient énumérés à la fin de la convention.

Lord Elgin invoquait deux raisons qui empêchaient la Grande-Bretagne d'adopter les droits *ad valorem* : le traité de Nankin n'avait pas adopté ce système, il convenait de s'en tenir aux précédents ; de plus, le principe *ad valorem* pouvait élever le droit de douane de la soie et soulever la protestation de la France. Mais, par exception, si les objets ne figuraient pas sur le plan général, on serait obligé de recourir au système *ad valorem* pour fixer le taux des droits à exiger.

L'article 2 énumérait les objets frappés du droit de douane. On expliquait que ceux qui seraient destinés à la consommation sur place des étrangers ne seraient pas frappés de droit. Si ces objets étaient transportés dans l'intérieur de l'empire, ils seraient seulement soumis au droit de transit.

L'article 3 considérait comme contrebande les munitions, les canons, le sel, tous les instruments de guerre. Leur impor-

(1) Elgin's Missions, op. cit. P. p. 424 et seq.

tation dans la vallée Yan-Tseu était strictement interdite. Le droit de transit était payable pour l'importation dans les ports d'entrée ; pour l'exportation au lieu d'embarquement.

En vertu de l'article 10, les douanes maritimes impériales seraient mises désormais entre les mains d'étrangers qui seraient nommés comme les fonctionnaires chinois par le gouvernement impérial. Comme les relations commerciales étaient plus compliquées avec l'Angleterre qu'avec les autres puissances, le chef de l'administration douanière devait être anglais. C'était étendre aux autres ports le régime douanier adopté pour Shanghai.

Les frais de maltage étaient abolis. La délimitation des frontières des ports, l'évaluation des monnaies et des poids étaient à la charge des administrations étrangères dans les douanes.

La rédaction des conventions avec les autres nations était identique à celle de la convention sino-anglaise. Les experts se chargèrent de la tâche, car les commissaires impériaux et les ministres ne dirigeaient les négociations que nominale-ment.

Il semblerait qu'il eût été inutile d'avoir fait venir des commissaires impériaux à la conférence de Shanghai, puisque les négociations pouvaient être menées par les experts. Mais ils avaient des projets plus importants que la convention. Koueiling était venu pour obtenir l'abrogation du droit d'option en ce qui concerne la résidence du ministre anglais à Pékin. Il offrait en échange aux Anglais des privilèges spéciaux le long du Yuan-Tseu. Lord Elgin, à la suite des négociations, ne renvoya pas au droit d'option qui figurait dans le traité, mais il consentit à ce qu'en fait il n'y eut pas de légation permanente à Pékin. Il fut réglé que les ministres étrangers résideraient à Shanghai ou à Nankin, où la rébellion serait supprimée. Le 10 octobre, le ministre d'Angleterre remontait au Yangtseuhang jusqu'à Hankou (1).

Les questions pendantes étaient toutes résolues. Il ne s'agissait plus que d'obtenir en un an la ratification des traités

(1) Elgin's Missions. P. 440 et correspondances relative to the Expédition up the Yangtsenkiang.

d Tien-Tsin. Les quatre ministres s'empressèrent de rentrer dans leur pays, pour présenter leur rapport sur les négociations à leurs chefs d'Etat respectifs. Ils laissaient la question de la ratification à leurs successeurs. Pour raisons personnelles, lord Elgin ne voulait pas se présenter devant l'empereur pour l'échange des ratifications, parce qu'il aurait été obligé de s'agenouiller sur un genou, selon sa promesse au cours de la conférence de Shanghai. L'inconvénient était d'importance pour les ministres alliés, et lord Elgin disait lui-même : « L'empereur Hien-Foung n'accueillerait pas avec faveur les hauts fonctionnaires étrangers qui ont tenu à ses ministres un langage bien sévère, qui ont fait enlever d'assaut Canton et Tankou et qu'il eut forcé, le pistolet sous la gorge à subir les conditions dont quelques-unes lui paraissaient humiliantes et fatales pour sa personne comme pour son vaste empire » (1). Mais le changement des ministres aggrava la situation. De nouveaux malheurs allaient s'abattre sur la Chine.

(1) CORDIER, *op. cit.* P. 38.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Les Affaires de Tankou.

CHAPITRE II. — Les événements en Europe et en Chine.
après les affaires de Tankou.

CHAPITRE III. — Les ambassadeurs à Tien-Tsin.

CHAPITRE IV. — Les ambassadeurs à Pékin.

CHAPITRE PREMIER

Les affaires de Tankou.

Les affaires de Tankou. — La Russie plus avantageuse. — Questions des frontières. — Mission de Perowski. — L'offre russe pour la suppression des Taipings. — Mission du général Pynetiew. — Retour du comte Pontatine. ; son ambition. — Conférence à Pékin. — Départ du ministre russe. — Bruce et ses calculs. — Exigences de deux ministres devant Tankou. — Avertissement du gouverneur général du Tchili. — Les affaires de Tankou. — Le ministre américain. ; Son entrée à Pékin par voie de Petang. — Le bombardement des forts de Tankou. — La défaite des Anglais.

C'était la Russie qui tirait les plus grands avantages des traités de Tien-Tsin, bien qu'elle eût conservé la neutralité. Pendant la période précédente, elle n'avait pas joui des avantages que la Chine avait concédé aux puissances maritimes par les traités de 1842 et de 1844. Désormais elle avait sa part de tous les privilèges commerciaux et politiques accordés aux autres nations et elle conservait les avantages que lui avait consentis la Chine autrefois, pour le commerce terrestre. De plus, le rôle de médiateur qu'avait joué le comte Poutiarine valait à l'empire russe de vastes territoires, qui s'étendaient au-delà du fleuve Dragon Noir.

Mais ces gains importants ne suffisaient pas à la Russie : elle avait l'ambition de jouer un rôle prépondérant auprès

du gouvernement central de Pékin. Et ce gouvernement n'était qu'un fantôme sous le coup de menaces extérieures et intérieures. Les Taipings, révoltés, occupaient treize provinces sur dix-huit : les alliés s'étaient emparés de Tien-Tsin, l'empereur lui-même avait craint pour sa personne. La Russie pensait que le gouvernement chinois allait accepter son concours militaire pour sauver la dynastie. Des concessions politiques et économiques seraient le prix de son intervention. La maison mandchoue allait sans doute être mise en tutelle (1) : le triomphe en Chine compenserait l'échec en Turquie.

Si cette ambition démesurée était chimérique, la Russie espérait au moins que la Chine consentirait à lui abandonner le territoire de l'Oussouri jusqu'à la mer. En fait, la Chine n'accordait que la région qui s'étend jusqu'à l'Oussouri. Ce que la Russie voulait, c'était la mer libre, qui lui avait été refusée dans le proche Orient, lors de la guerre de Crimée. Selon les clauses du traité d'Aigoun, le territoire au-delà de l'Oussouri était considéré comme une zone neutre, gérée en commun. Depuis longtemps, la Russie l'avait en réalité occupée et exploitée à l'insu de la Chine (1). Elle demandait maintenant la légalisation du fait accompli. Si elle obtenait ce territoire, elle atteindrait la mer et possédant la côte, pourrait y installer des bases navales, puis mettre la main sur la Mandchourie.

Pour atteindre ce résultat, qui n'avait rien à voir avec les intérêts généraux des puissances, il fallait négocier à l'insu des alliés. Le comte Poutiatine, profitant de l'absence des ambassadeurs alliés et de l'ambassadeur des Etats-Unis, envoya M. Peroski à Pékin. Il s'agissait en apparence, de la ratification des traités de Tien-Tsin et d'Aigoun. Mais l'envoyé russe avait des desseins secrets. En vertu des traités antérieurs, les liens diplomatiques avec la Russie étaient plus étroits qu'avec les autres puissances. Aussi, le voyage à Pékin de l'envoyé russe pouvait avoir lieu avant l'arrivée des autres ambassadeurs, sans exciter les soupçons et la jalousie des autres puissances.

(1) THWAN : Histoire de la Dynastie, Tsin, p. 176.

L'offre la plus extraordinaire qu'apportait l'envoyé russe, c'était celle des troupes moscovites pour écraser les Taïpings. L'ambition de la Russie en Extrême-Orient datait d'avant la guerre de Crimée. Le 7 janvier 1854, le ministre des affaires étrangères de France communiquait à M. de Bourboulon, ministre en Chine, la nouvelle des bruits qui circulaient en Europe. Il s'agissait de l'intention russe d'envoyer en Chine des secours militaires, afin d'étouffer les rébellions(1). L'échec de la politique russe dans le proche Orient n'avait fait qu'augmenter son ambition en Extrême-Orient.

Quel but poursuivait donc la Russie pour vouloir maintenir sur le trône la maison mandchoue ? Il ne pouvait s'agir uniquement de rémunération politique et économique. Il lui aurait été indifférent, dans ce cas, de soutenir les Taïpings et d'établir sur le trône une maison chinoise. Selon le comte Poutiatine (2), la Russie avait intérêt à maintenir la maison mandchoue, qui avait Pékin pour capitale. Une dynastie chinoise aurait régné à Nankin ou le long du Yan-Tsen, sa capitale aurait été dans la région où lord Elgin s'efforçait d'établir l'influence anglaise. Pour conserver l'avantage de la position géographique de Pékin, la Russie serait peut-être allée jusqu'à aider la Chine contre une invasion franco-anglaise.

Ce projet d'une expédition russe préconisée par le comte Poutiatine fut soutenue par le général Mouraviev (3). Mais la Chine refusa le concours étranger pour apaiser la guerre civile et déclara qu'elle avait assez de force pour écraser les rebelles. Le projet d'expédition se transforma aussitôt en plan d'instruction militaire. Les Chinois seraient entraînés par des instructeurs russes, payés par le gouvernement russe, qui fournirait aussi des munitions. En compensation, la Russie annexerait le territoire entre l'Oussouri et la mer (3).

Il est fort probable que le projet d'expédition et le plan d'instruction servirent au gouvernement chinois pour résister à l'alliance franco-anglaise. Des documents confirment cette hypothèse. Après la signature du traité de Tien-Isin, le

(1) CORDIER : Le premier traité de la France avec le Japon, p. 21.

(2 et 3) IROU : Conventions sino-russes, pp. 246-247.

(4) IROU, op. cit. pp. 248-253.

comte Poutratine, prêt à partir pour la Russie, donnait au gouvernement chinois des indications importantes sur la manière de se défaire des demandes exagérées que les Français et les Anglais pourraient présenter à l'avenir. Il déclarait en même temps que l'année suivante, la Russie pourrait livrer à la Chine cinquante canons et mille carabines (1).

En réponse à la lettre du comte Poutratine, le gouvernement chinois envoya une note rédigée en termes équivoques. Le texte chinois contenait un refus implicite avec de nombreuses politesses. Au sujet de l'envoi des instructeurs et des armes russes, le gouvernement chinois louait le comte Poutratine d'avoir eu cette « bonne idée » (2). Mais il déclarait dans la même lettre qu'il préférerait que le ministre russe n'arrivât pas à Pékin avant les autres ambassadeurs. Ce qui signifiait qu'il ne voulait pas entendre parler le ministre russe d'autre chose que la ratification des traités, car en présence des autres ambassadeurs, il ne lui serait pas possible de présenter ses projets.

Le comte Poutratine considéra cette réponse comme une acceptation. De retour à Pétersbourg, il développa son plan d'assistance et d'instruction militaire. Un Comité présidé par le Tzar discuta le projet. Une décision fut prise en sa faveur (3). Le général Ignatiev fut nommé en remplacement de M. Perowski avec mission de faire accepter par la Chine le plan d'assistance et d'instruction. Cinq officiers appartenant à des armes différentes furent choisis comme instructeurs. Des canons, des munitions et 300.000 roubles furent mis à la disposition du général qui, en cas de besoin, pouvait les prêter à la Chine. Ignatiev partit à travers la Sibérie au début de 1859, il arriva à Kiakhta au mois de février. Pendant qu'il attendait l'autorisation du gouvernement chinois pour se rendre à Pékin, un envoyé de M. Perowski apporta la ratification du traité de Tien-Tsin et annonça que le gouvernement chinois renonçait aux armes et aux instructeurs russes (4). Il avait quitté Pékin le 30 août 12 mars.

(1 et 2) Irov, op. cit., pp. 248-53.

(3) *Ibid.*, p. 250.

(4) *Ibid.*, p. 250-1.

Le général Ignatiev, devant cette situation, n'avait plus qu'une mission à remplir : se rendre à Pékin pour obtenir la ratification du traité de Aigoun. Il arriva dans la capitale le 15-27 juin 1859. Les négociations commencèrent aussitôt par l'ouverture d'une conférence à l'hôtel méridional 28 juin-10 juillet. Le général entamait des négociations avec MM. Son Chen, président du Zi-Jan-Yuan, et Youi-Tchan, président de la chambre criminelle, qui avaient déjà négocié avec M. Perowski (1).

Au sujet de la ratification du traité de Aigoun, le délégué chinois se bornait à répéter que selon les stipulations du traité la question des frontières serait examinée sur place. C'était une tâche dévolue au gouverneur général de Mandchourie. Dès qu'elle serait terminée, le traité de Aigoun serait ratifié. Le général Ignatiev se vit donc obligé de déclarer qu'il n'était pas venu seulement pour obtenir cette ratification mais pour régler les questions pendantes dont le traité ne parlait pas. Il adressa une note qui réclamait (2) :

1° La fixation des frontières ;

2° L'ouverture de l'intérieur de la Chine au commerce ;

3° L'établissement du nouveau consulat russe en Mandchourie, en Mongolie et en Kachegarie.

La Russie n'avait pas seulement l'intention d'obtenir par la ratification du traité de Aigoun, la fixation de la frontière telle que la déterminait ce traité. Elle espérait grâce à un nouveau traité annexer le territoire qui s'étend de l'Ooussouri à la mer. Les efforts se concentraient sur la première demande, les autres n'étaient pas prises au sérieux. Au cours de la seconde conférence la Chine refusa catégoriquement toutes les concessions demandées.

Les pourparlers se poursuivirent pendant huit mois sans résultat positif. Ils traînèrent jusqu'en avril 1860. Le général Ignatiev ne tenait certainement pas à participer à des conférences inutiles. Les réponses dilatoires des Chinois ne le trompaient pas, mais il ne voulait pas rompre les négocia-

(1) *Ibid.*, p. 253.

(2) *Ibid.*, pp. 254 et seq.

tions en cours, dans l'espoir de saisir plus facilement l'occasion d'offrir sa médiation au moment de la rupture entre la Chine et l'Aliaunce franco-anglaise.

Le 11/19 mars Ignatiev reçut de Pétersbourg des instructions qui l'autorisaient à quitter Pékin et à suivre l'action militaire des alliés de concert avec les Etats-Unis (1). Tout en gardant la neutralité, le gouvernement du Tzar voulait que son représentant joua un rôle de médiateur afin d'empêcher la guerre de prendre de trop vastes proportions. Ignatiev estima que s'il demeurait plus longtemps à Pékin il paraîtrait suspect aux alliés qui se défieraient de son amitié pour la Chine. Dans ce cas il lui serait difficile de proposer sa médiation. C'est pourquoi le 8/12 mai il fit connaître au gouvernement chinois son désir de partir pour Pei-Tang d'où il pourrait s'embarquer pour Changhaï. Vu l'état de guerre la Chine refusa au général la permission de prendre cette route. Cette interdiction était conforme à l'accord de Souchone et de Perowski (2). Le général précipita son départ et passa par Pei-Tang, malgré les protestations chinoises appuyées sur l'accord antérieur.

Nous jetons un coup d'œil sur la précipitation de deux ministres à Tankou et examinons comment se passaient les affaires de Tankou.

Résultant des négociations de 1858 à Changhaï la Grande-Bretagne qui avait obtenu la vallée du Yan-Tsen comme zone d'influence fit abandon de son droit d'option en ce qui concernait l'établissement de sa légation à Pékin. Le ministre des affaires étrangères français s'entendit avec l'ambassadeur d'Angleterre, à Paris, pour choisir Nankin comme lieu de résidence des légations. Tant que la ville serait aux mains des rebelles les alliés placeraient provisoirement la résidence de leurs ministres à Changhaï (2). M. de Bourboulon, ministre de France, reçut de son gouvernement des instructions dans ce sens. Londres manda M. Bruce, envoyé extraordinaire, le 1^{er} mars 1859 de transporter à Shanghai la légation de Hong-Kong (3). La question de la permanence des légations étran-

(1) CORDIER, op. cit., p. 186.

(2) CORDIER, Expédition de Chine, 1860, p. 40.

(3) Correspondance witte sur Bruce, in 1859, p. 1.

gères était donc provisoirement résolue ; rien ne semblait devoir troubler la paix.

Mais la Grande-Bretagne prétendait n'avoir exercé qu'en fait sa renonciation et conservé le privilège de droits dont elle se servirait à l'occasion (1). Toutefois à l'heure actuelle la seule tâche à accomplir pour le ministre de France et l'envoyé extraordinaire anglais était la ratification des traités. On fixa Pékin comme lieu d'échange des ratifications, la Chine vaincue n'avait nullement l'intention d'empêcher cette visite occasionnelle des représentants étrangers : en effet le ministre de Russie était déjà à Pékin, le ministre des Etats-Unis fut autorisé plus tard à y entrer.

On permettait donc aux ministres alliés d'entrer dans la capitale mais ils tâchèrent qu'il leur soit accordé de pénétrer dans la ville, accompagnés de troupes imposantes et passant par les forts de Tan-Kou (2). La Chine leur avait désigné la route de Peitang à Pékin comme aux ministres américains. Nous ne savons pas quel droit ils pouvaient invoquer en faveur de leur exigence. Ils déclaraient d'autre part que la durée de leur séjour à Pékin n'était pas limité (3). Les forces qui devaient les accompagner permettaient de laisser prévoir qu'ils resteraient aussi longtemps que bon leur semblerait. Les fameuses réserves de droits qu'avait fait la Grande-Bretagne laissaient subsister tous les doutes. Les Anglais n'allaient-ils pas invoquer leur privilège d'option pour établir dans la capitale une légation permanente ?

M. Bruce avait du reste reçu de son gouvernement l'instruction de revendiquer le privilège que Lord Elgin avait abandonné moyennant des compensations (4). D'autre part Lord Malsbury, ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne lui avait conseillé une politique prudente au cas où l'Angleterre aurait l'occasion d'aider le gouvernement impérial dans la répression des rebelles (5). Il lui demandait de s'entendre avec la France à tout point de vue. La Grande-Bretagne, comme la Russie, désirait intervenir dans la guerre

(1) CORDIER : op. cit., p. 41-2.

(2 et 3) CORDIER : op. cit., 43 et seq.

(4) BRUCE : op. cit., p. 2.

(5) CORDIER : op. cit., p. 48.

civile. Quels sont ces deux motifs qui poussèrent M. Bruce d'exiger à entrer accompagné de forces dans la capitale de la Chine ?

On pense toutefois qu'il avait l'intention d'obtenir encore plus de concessions que Lord Elgin, et qu'il pensait réaliser son rêve par la force. Le 4 mai 1859, il écrivait de Hong-Kong, à Lord Malsbury qu'il se préparait à une expédition militaire dans le Nord (1). Il prétendait entrer à Pékin avec des forces aussi imposantes que celles qui avaient accompagné Lord Elgin dans son expédition l'année précédente. Il proposait de combler le vide causé par l'absence des forces françaises, occupées en Indo-Chine, par les troupes anglaises qui se trouvaient à Canton (2). Il semble bien que M. Bruce ait voulu, sous prétexte d'échanger les ratifications des traités, créer des difficultés nouvelles auxquelles la guerre seule pouvait apporter une solution.

Il soutenait sa thèse sur de multiples arguments. D'abord, le traité signé par contrainte serait violé ; la ratification serait refusée par la Chine. Il s'agissait donc de recourir aux armes pour en assurer l'exécution. Les événements prouvaient que ces hypothèses étaient fausses : la Chine n'avait-elle pas ratifié le traité de Tien-Tsin avec la Russie ? M. Bruce, ensuite, ajoutait que la clause concernant la légation permanente à Pékin avait été éludée par les Chinois qui ne manqueraient pas d'apporter d'autres modifications au traité (3). Il ne voulait pas tenir compte, du fait, que la Chine avait payé très cher la renonciation de l'Angleterre à sa légation permanente. Le gouvernement impérial ne pouvait acheter par des sacrifices analogues d'autres modifications !

Lorsque M. Bruce, de concert avec le ministre de France, arriva à Changhaï le 6 juin, M. Kouiling, commissaire impérial et gouverneur général des deux Koungs, prévoyant les conséquences funestes du voyage des ministres dans le nord, les supplia d'y rester quelques jours pour effectuer l'échange

(1) BRUCE : op. cit., pp. 2-3.

(2) *Ibid.*, p. 4.

(3) *Ibid.*, p. 6.

des ratifications et liquider les questions laissées en suspens par Lord Elgin. Afin de ne pas ralentir sa marche vers le nord, M. Bruce se refusa même à une entrevue avec le commissaire impérial. Il considéra la demande comme une intrigue de nature à faire échouer son plan d'expédition (1).

Devant l'inflexible décision du ministre d'Angleterre, M. Kouiling déclara, le 12 juin, qu'il s'acheminait sans délai vers Pékin afin de préparer la réception des ministres étrangers. Il pria M. Bruce de mouiller ses bâtiments hors de la barrière de Tankou et de prendre, pour aller à Pékin, la route qui lui avait été désignée par le gouvernement chinois ; il lui demandait aussi de réduire son escorte (2).

Le 13 juin, les commissaires impériaux, kouiling et Hou-chana, partaient pour Pékin, précédant de deux jours le voyage des ministres anglais et français vers le nord. Mais l'amiral Hope, avec toutes ses forces navales arriva à l'embouchure de Pei-Lo le 17 juin. Les opérations militaires étaient préparées, on n'avait qu'à attendre l'arrivée des ministres pour rompre le lien diplomatique et reprendre les hostilités (3). Lorsque MM. Bruce et de Bourboulon arrivèrent au Pei-Lo, nos commissaires impériaux étaient encore en route en raison de la difficulté des communications. C'est à ce moment que M. Bruce décida d'entrer précipitamment à Pékin avec l'appui de ses forces pour affranchir la voie Tan Kou-Tientsin, sans attendre l'arrivée des commissaires.

Mais M. de Bourboulon était moins belliqueux, il estimait que toutes les questions pendantes pouvaient être réglées par la voie diplomatique et qu'on échangerait aussi les ratifications sans rencontrer de difficultés. Pendant son récent séjour à Changhaï, alors que M. Bruce refusait d'avoir une entrevue avec Kouiling, le ministre de France avait réglé avec la Chine les modalités de paiement des indemnités. La première annuité de deux millions de taëls devait être payée cette année. Les versements du reste de la somme étaient répartis sur cinq années (4). Il écrivait au quai d'Orsay : « On tient

(1) CORDIER : op. cit., p. 55, et BRUCE : op. cit., p. 8.

(2) BRUCE : op. cit., p. 16.

(3) CORDIER : op. cit., p. 55 et seq.

(4) *Ibid.*, p. 60.

à faire preuve, vis-à-vis de nous, de bonne foi en ce qui concerne les engagements pécuniaires » (1). Il était en meilleurs termes avec les Chinois que M. Bruce et s'il le suivit dans son expédition ce fût peut-être pour sauver l'apparence de l'alliance franco-anglaise ou pour surveiller l'envoyé extraordinaire anglais. Il ne désirait certainement pas entreprendre d'expédition contre la Chine, car il n'était pas accompagné d'une flotte importante comme l'était M. Bruce.

Les commissaires impériaux avaient entamé des négociations avec les Américains, à Changhaï. M. Ward, qui remplaçait M. Reed, arriva à Hong-Kong en mai 1859 (2). Comme il tenait à conserver la neutralité, il se borna à signaler sa mission, en vue des ratifications, aux ministres alliés à Hong-Kong, s'abstenant d'entrer en rapports étroits avec eux. Quand le bâtiment, *Powpaton*, mis à sa disposition, fut prêt, il s'embarqua aussitôt sans attendre les ministres des alliés. Ayant appris que les commissaires impériaux se trouvaient à Changhaï il mouilla dans ce port afin de conférer avec eux (3). Il leur montra la nécessité de son entrée à Pékin vu que le délai fixé pour les ratifications dans la capitale expirait le 18 juin. Les commissaires impériaux lui firent remarquer qu'il n'y avait aucun inconvénient à dépasser ce délai « quelque soit l'époque de l'échange, dit le commissaire Kouiling, le traité sera toujours valable » (4). Et en même temps Kouiling lui conseilla « de suivre les ministres d'Angleterre et de France s'ils partaient » (5). Ainsi le 16 juin le ministre des Etats-Unis s'embarquait dans la direction du nord, précédé depuis la veille par les ministres des alliés.

La route de Tan-Kou à Pékin, par laquelle M. Bruce voulait passer avec une force navale, était solidement barrée. La leçon de 1858 n'avait pas été perdue. Tan-Kou manquant alors de moyens de défense, la flotte des alliés avait pu remonter jusqu'à Tientsin et contraindre de cette façon à signer un humiliant traité. Cette fois l'effort de Tan-Kou était merveilleusement modernisé grâce à des appels faits à la nation en

(1) *Ibid.*, p. 61.

(2) FOSTER : *American Diplomacy in the Orient*.

(3 et 4) *Ibid.*, p. 245-6.

(5) CORDIER : *op. cit.*, p. 82.

faveur de la défense nationale. Les Chinois croyaient qu'aucun navire de guerre ne pourrait y pénétrer désormais sans avoir livré de sérieux combats.

On croyait que cette défense n'avait pu se faire sans le concours matériel d'une puissance européenne. On en soupçonnait la Russie qui, malgré l'échec ouvert de son projet d'instruction militaire, procurait tacitement des canons et des munitions modernes pour renforcer Tan-Kou. Et il ne manquait pas de tireurs russes pour prendre part à la défense des forts (1). Cette opinion concernant l'aide prêtée par les Russes ne nous paraît pas fondée sur un document sérieux. En tous cas les circonstances ne favorisaient pas l'intervention de cette puissance. Les relations sino-russes étaient refroidies depuis le refus fait par la Chine de ratifier le traité de Aïgoun et de rédiger un traité complémentaire accordant à la Russie le territoire situé dans la zone neutre au delà de l'Oussouri. Il était difficile d'admettre que la Russie continuât à aider la Chine sans compensation. Du reste, d'après Cordier, l'organisation de la défense à Tan-Kou fut faite uniquement d'après la méthode chinoise (2). S'il y avait des pièces de canons modernes il pouvait se faire que la Chine les eût achetés à des commerçants étrangers : Russes, Hollandais, Américains, même Français ou Anglais. Cela paraît plus plausible parce que le commerce alors était loin d'être prospère et que les commerçants étrangers s'occupaient beaucoup de la vente des munitions.

Cette préparation défensive ne pouvait être interprétée comme une menace pour les alliés. La Chine n'avait pas non plus l'intention de barrer la route pour empêcher l'entrée des ministres étrangers à Pékin. Après leur avoir souhaité la bienvenue elle leur avait désigné la route de Peitang à Pékin par laquelle ils pourraient être conduits avec toute courtoisie et en toute sécurité ainsi que M. Kouiling le leur avait représenté à Changhaï. Mais il n'avait pas reculé pour s'opposer à la pénétration des étrangers dans la zone interdite dût-il recourir à la violence. Des auteurs étrangers, pleins

(1) ITWAN : Histoire commerciale de la Chine, p. 410.

(2) CORDIER : op. cit., p. 65 et seq.

de mépris pour la conduite de M. Kouiling, accusaient les Chinois d'avoir invité les ministres étrangers à venir à Pékin pour les attaquer dans la route. Ils disaient que la Chine, voulant se venger de la défaite de 1858, avait tendu un piège pour les y faire tomber. Ils ignoraient que la Chine n'avait pas recommandé aux ministres des alliés de prendre la route de Tan-Kou. C'était simplement le fait de la volonté de M. Bruce. Une fois les ports à l'embouchure du Pei-Ho détruits, la flotte anglaise aurait toute facilité pour remonter jusqu'à Tientsin. Son ambition consistait à occuper Tientsin par suite de la guerre et à entrer à Pékin avec une escorte menaçante. Il tenait à mettre en relief le poste de ministre d'Angleterre. Il s'agissait donc pour lui de faire connaître le droit d'option pour l'établissement de la légation permanente britannique à Pékin, droit abandonné par Lord Elgin. C'est donc M. Bruce et non la Chine qui méritait la responsabilité de la guerre.

Même devant Tan-Kou la Chine avait usé de tous les moyens possibles pour éviter la guerre. Après l'arrivée des ministres des alliés l'amiral Hope somma la Chine d'ouvrir le passage barré aux ministres. Sinon c'était la guerre (1). Il pensait que ses forces suffiraient pour détruire les forts, mais le commandant français était loin de partager son optimisme. C'est ce qui explique que plus tard les Français ne prirent pas de part active aux affaires.

Le 23 juin le gouverneur général du Tchile Hangfou faisait part aux ministres alliés qu'il avait mission de les recevoir à Peitang où les commissaires impériaux, Kouiling et Houa-Chana, allaient venir les rejoindre pour les conduire à Pékin (2). L'entêtement de M. Bruce et la faiblesse de caractère de M. de Bourboulon firent que cette dernière tentative ne réussit pas à éviter le désastre dont les Anglais, ainsi que l'a remarqué M. Cordier (3), porte la responsabilité. M. Bruce prétendit que la communication ne lui était parvenue que le 23 à 9 heures, c'est-à-dire deux heures avant l'ouverture des hostilités et que par conséquent il était trop tard pour

(1) BRUCE : op. cit., p. 16.

(2) *Ibid.*, p. 18.

(3) CORDIER : op. cit., p. 69.

avertir l'amiral Hope qui se trouvait au front, de ne pas donner le signal du commencement des hostilités.

D'ailleurs, l'interprète pouvait toujours trouver des vices de forme dans les dépêches chinoises (1) tant qu'il fallait fournir à son ministre des prétextes de refus. La lettre du gouverneur général de Tchi-Li fut donc renvoyée sous le prétendu motif qu'il y aurait, en ce qui concernait la forme, des corrections nécessaires à apporter. Mais M. Bruce n'était pas disposé à ajourner la guerre pour attendre la nouvelle réponse de la Chine. Le renvoi de la lettre chinoise n'était donc qu'un refus déguisé opposé à la note chinoise.

Le 25, la guerre, commencée à deux heures et demie, finit à sept heures, par suite des blessures de l'amiral Hope. Du côté français, on comptait une quinzaine de marins de débarquement mis hors de combat, ainsi qu'un officier. Plus de 420 hommes avaient été atteints par le feu, du côté anglais (2).

L'amiral Hope et le commandant Tricoult avaient eux-mêmes été blessés ; en outre, trois canonnières avaient été coulées (3). Les alliés se retiraient ensuite, l'amiral Hope jugeant impossible la continuation des opérations avant d'avoir reçu des renforts importants.

Au cours des affaires de Tankou, l'attitude des neutres, la Russie et les Etats-Unis, vis-à-vis de l'alliance franco-anglaise, fut tout à fait différente de celle de 1858. A cette date, les puissances neutres avaient prêté leur appui moral aux puissances alliées afin d'obtenir, en menaçant la Chine, des concessions d'intérêt commun. Cette fois les neutres ne suivaient pas les alliés. Le ministre de Russie était déjà entré à Pékin. M. Ward, ministre des Etats-Unis, déclara ouvertement qu'il ne prêterait pas son appui « aux Alliés », « Mon devoir, écrivait-il au secrétaire d'Etat du Peï-Ho, m'apparaît très clairement. Je suis venu ici avec les ministres anglais et français, non comme allié, mais parce que le ministre chinois avait insisté pour que je vinsse avec eux » (4).

(1) BRUCE : *op. cit.*, p. 18.

(2 et 3) BLONDEL : *Rapport de l'Expédition en 1860*, p. 10.

(4) FOSTER : *op. cit.*, p. 248.

La note chinoise du 23, qui consistait à inviter les ministres étrangers à se rendre à Pékin par Peitang, note refusée et renvoyée par la Grande-Bretagne, avait été adressée en même temps au représentant des Etats-Unis.

Le temps avait manqué à ce dernier pour y répondre, avant que la guerre eût éclaté. Naturellement les négociations entamées en vue d'un arrangement devant amener le ministre américain à Pékin, furent suspendues pendant les hostilités. Cependant, deux jours après la fin de l'attaque de Tan-Kou, le gouverneur général de Tchili, Hengfou, donnant un rendez-vous à M. Ward pour le 5 juillet, l'assurait de la validité de sa promesse antérieure, relative à sa venue dans la capitale. Le 20, M. Ward était en route pour Pékin, et y arrivait le 27 (1).

Il n'y avait pas de difficultés au sujet de l'échange des ratifications du traité. Mais un incident fut soulevé lorsque le ministre des Etats-Unis, demandant une audience à l'Empereur, n'accepta pas de faire neuf génuflexions devant l'Empereur, se heurtant ainsi à une coutume chinoise rigoureusement respectée. Il prétendait qu'il ne pouvait que se borner au cérémonial en usage aux Etats-Unis, quand le Président reçoit les ministres étrangers. Le commissaire impérial avait tenté de lui persuader de ne se mettre qu'à un genou, au lieu de deux, comme Lord Macartney l'avait fait et comme avait promis de le faire Lord Elgin (2). Mais M. Ward refusa encore. Devant la résistance de M. Ward, l'audience n'eut pas lieu.

Les ratifications du traité furent échangées par lui et Hang-Fou, qui représentait la Chine, à Peitang le 16 août,

Après le départ de Tan-Kou, les ministres des alliés arrivèrent à Changhaï vers le milieu de juillet. Alors M. Bruce envoya sir Rembold à Londres, et M. de Bourboulon M. Kleczkoski à Paris, pour exposer vis-à-vis de leur gouvernement les affaires de Tan-Kou.

(1) FOSTER, p. 248.

(2) *Ibid.*, p. 249.

En terminant, afin d'éclaircir la question en cours, nous nous contenterons, pour ne pas paraître suspect d'un patriotisme exagéré, de citer les paroles suivantes de M. H. Cordier (1) :

« Il faut bien reconnaître que les Anglais s'étaient montrés imprudents et trop pressés ; rien ne stipulait qu'ils dussent prendre la route de Tan-Kou, plutôt que celle de Pékang pour se rendre à Pékin. »

(1) CORDIER : *op. cit.*, p. 79.

CHAPITRE II

Les évènements en Europe et en Chine après les affaires de Tankou.

Missions secrètes de Humbold et Kleczkowski. — Lettres de Bourboulon et de Bruce. — Réclamations françaises par voie diplomatique. — Plan d'une grande expédition. — Désaccord au sujet de l'indemnité. — Désaccord en Europe. — Désaccord sur la destinée de Chousan. — Tous les désaccords disparus. — Exécution de l'expédition. — Choix de lord Elgin et du baron Gros comme ambassadeurs des Alliés en Chine. — Instructions à MM. Bruce et de Bourboulon. — Chute du plan de blocus. — Tentatives pacifiques de la Cour et la Mission de Yi. — Ultimatum du 8 mars. — Dégradation de Yi. — Arrivée des corps expéditionnaires. — Critiques de Beziat. Les Anglais à Chousan.

Lorsque MM. Humbold et Kleczkowski furent chargés d'apporter des lettres confidentielles rédigées par MM. Bruce et de Bourboulon à leurs gouvernements respectifs, ils quittèrent la Chine le 14 juillet (1). Quel était le contenu de ces lettres ? Personne ne le sait.

Parmi tous les documents publiés jusqu'à présent, nous n'en avons trouvé trace. Rien non plus n'a transpiré des

(1) CORDIER : op. cit., p. 79.

explications verbales qu'ont dû fournir les envoyés (1). Mais si nous réfléchissons que leur but unique était de persuader leurs gouvernements de la nécessité d'une nouvelle expédition de Chine pour venger la défaite de Tan-Kou et, si nous examinons l'attitude et la ligne de conduite adoptées par leurs gouvernements, après le retour de MM. Humboldt et Kleczkowski, il va de soi que les ministres de France et d'Angleterre ne manquèrent pas d'employer la calomnie, afin d'exciter le plus possible l'Europe contre la Chine.

Dans une autre lettre datée du 30 juillet 1859 (2), M. de Bourboulon accusait les Chinois d'avoir gardé leurs arrogantes prétentions de suzeraineté. « Les Chinois, continuait-il, sans craindre de porter atteinte au prestige de la France, avaient eu l'audace de violer l'usage international en barrant la route que devait suivre le ministre de France se rendant à Pékin. » Enfin il redoutait que le traité de Tientsin ne fût pas respecté, si l'on ne faisait pas intervenir la menace de la force.

En conclusion, il faisait cette remarque que (3) « la France se trouve placée aujourd'hui dans l'alternative de renoncer à toute influence dans ces contrées, de s'y effacer complètement en tombant au rang de nation d'un ordre secondaire... ou de coopérer dans une proportion sérieuse aux efforts que la Grande-Bretagne ne manquera pas sans doute de faire pour réparer l'échec du 25. » Toutes ces accusations, portées contre les Chinois, n'étaient qu'un prétexte et n'avaient aucun caractère sérieux. L'essentiel de cette lettre, c'était la révélation de l'idée directrice de M. de Bourboulon, voulant appuyer « toute agitation des Anglais » pour ne pas laisser tomber l'influence française au second rang en Extrême-Orient.

L'Europe allait-elle conclure la paix ou recommencer la guerre avec la Chine ? La décision appartenait à l'Angleterre seulement, la France devant l'appuyer malgré tout en Orient. Or, le gouvernement de Londres arrêtait sa politique

(1) Livre Jaune concernant l'affaire de Chine en 1860, p. 218.

(2) *Ibid.*, p. 221.

(3) *Ibid.*, p. 227-8.

sur la proposition de son agent, M. Bowring. On peut dire que l'attitude du gouvernement de Londres vis-à-vis de la Chine était conforme en majeure partie à celle de M. Bruce ; car il y avait peu de gens aptes à comprendre les affaires de Chine, et par conséquent, le gouvernement se fiait à la compétence de son agent, capable de résoudre le problème extrême-oriental de la façon la plus satisfaisante. M. Bruce, cédant à sa haine à l'égard de la Chine pour sa défaite de Tan-Kou préconisait dans une autre lettre (1) la nécessité d'une expédition faite au nom de l'Europe pour obliger les Chinois à s'incliner. Relatant ce qui se passait à Tankou, il s'était habitué à rejeter sur les Chinois la responsabilité de la guerre qui lui incombait cependant.

Cette fois-ci, l'Europe ne se rangeait pas à tous avis de ses agents diplomatiques. Peut-être était-ce la situation inquiétante de l'Europe qui rendait difficile pour l'Angleterre et pour la France la tâche de se réunir pour exécuter le projet de l'expédition. Au premier abord, on tenta de solutionner la question de Tankou par voie diplomatique, afin d'épargner le recours aux opérations militaires. Le 23 septembre 1859, le ministre des Affaires étrangères de la France, le comte Walenwski, écrivit à M. de Bourboulon qu'il pouvait ouvrir des négociations si les Chinois prenaient l'initiative, à moins que les Anglais n'y fissent opposition. Au cas où les Chinois s'obstineraient, l'ultimatum serait formulé et suivi d'une grande expédition. Il exigerait quatre conditions (2) :

1° Une excuse formelle du gouvernement de Pékin pour l'affaire de Tan-Kou ;

2° L'échange des ratifications des traités à Pékin ;

3° La permanence de la légation étrangère à Pékin où se trouveraient les ministres étrangers ;

4° Une réparation destinée à couvrir les frais de guerre et les indemnités tant directes qu'indirectes.

Quant à la grande expédition, l'exécution n'aurait lieu que si les affaires du Tan-Kou ne parvenaient pas à être résolues de façon satisfaisante par la voie diplomatique.

(1) Correspondances with Bruce, p. 22.

(2) Livre Jaune, op. cit., p. 229.

Mais, dès le début d'octobre 1859, les experts militaires et navals anglais et français avaient échangé leurs vues sur la préparation de l'expédition. Le 26 septembre, le Premier d'Angleterre recommandait à M. Cowley, ambassadeur d'Angleterre à Paris, de faire connaître au gouvernement français son avis sur des mesures communes à prendre vis-à-vis de la Chine (1) :

1° Les forces militaires et navales des Alliés devraient être assemblées à la fin de mars en Chine ;

2° Les plénipotentiaires alliés attendraient à Changhaï l'ouverture ultérieure des négociations ;

3 ° La condition indispensable à une paix ultérieure serait la ratification à Pékin du traité de Tientsin ;

4° Les traités de Tientsin seraient complètement exécutés et le droit de permanence de la légation resterait à l'option des Alliés ;

5° Les plénipotentiaires devraient aller de Peï-Ho à Tientsin avec une flotte suffisante pour les escorter eux et leur suite ;

6° Une indemnité dont la valeur ne dépasserait pas celle stipulée dans les traités de Tientsin serait exigée.

Pendant les négociations en cours entre l'Angleterre et la France pour préparer une grande expédition, il fut surprenant de constater qu'en matière d'indemnités l'Angleterre se montrait plus conciliante que la France. Lord Elgin n'était pas partisan de réclamer une indemnité aux Chinois, par peur de compromettre la dynastie. La France, par contre, jugeait nécessaire d'exiger une certaine somme qui « non seulement couvrirait tous les frais de guerre, mais qui empêcherait le gouvernement chinois d'oublier de si tôt à quel prix il serait exposé désormais à racheter ses torts envers nous ». Enfin, on s'accordait à réclamer pour chacun 800.000 livres sterling (2)

Pourquoi l'Europe ne s'était-elle pas pressée d'exécuter la grande expédition ? et avait-elle préféré user d'abord de

(1) CORDIER : op. cit., p. 102.

(2) *Ibid.*, p. 104.

la voie diplomatique ? Alors considérons les événements d'Europe et ceux d'Asie pour donner une explication de ces phénomènes.

La divergence de vues sur la situation générale de l'Europe entre la France et l'Angleterre, ne faisait qu'accentuer le désaccord politique des deux gouvernements. Napoléon III mettait son amour-propre à aider l'Italie ; car, dans sa jeunesse, il avait été membre du parti révolutionnaire italien. Et en ce même temps il ressentait une haine traditionnelle pour l'Autriche. Obéissant à ces préjugés d'antipathie et de sympathie, l'Empereur français n'hésitait pas à renverser l'équilibre de l'Europe. Cependant, cette politique révolutionnaire rencontra une vive opposition de la part de son alliée, la Grande-Bretagne, dont la politique continentale visait à maintenir l'équilibre de l'Europe tel qu'il était, sans toucher à l'Autriche. Tant que ce désaccord subsisterait, il était impossible à l'Angleterre et à la France de conclure un pacte militaire ayant pour objectif une expédition commune en Chine.

Bien que le cabinet de Lord Derby, opposé à Napoléon III, eut été renversé par la manœuvre de l'empereur de la France, aidé par Kossouth, qui essayait d'entraîner les partisans de Cobden et Bright à provoquer la chute du cabinet anglais, lord Russel, successeur de Lord Derby, n'avait modifié en rien la politique continentale de son prédécesseur.

Le désaccord, loin d'avoir disparu, s'enracinait et s'accroissait en face des événements du moment. La guerre pour l'indépendance de l'Italie éclatait le 19 avril, entre la France et l'Italie, d'une part, et l'Autriche, de l'autre. Quoique l'Angleterre ne fût pas intervenue au cours de la guerre en faveur de l'Autriche, elle n'était pas sans jalousier la victoire française sur le continent. Dès lors l'accord envisagé d'une expédition commune en Chine paraissait aux uns et aux autres irréalisable au moment où en Europe le désaccord régnait entre eux.

D'ailleurs l'ambition de l'Empereur effrayait les Anglais qui redoutaient de voir les Français porter leur convoitise sur les îles Chousan en temps de guerre. On avait dit que

Napoléon III songeait à réaliser son ambition sur les Choussans à la faveur d'une expédition. Si ces îles devenaient françaises, elles pourraient servir de base navale et d'entrepôt commercial pour la France, susceptible de faire concurrence à Hong-Kong. C'était pour cette raison essentielle que l'Angleterre hésitait à entrer en communion de plan avec la France et sûrement elle ne réaliserait pas son projet d'expédition commune, tant qu'elle n'aurait pas trouvé une mesure préventive ou obtenu de la France l'assurance qu'elle ne satisferait pas cette ambition.

Brusquement la politique du cabinet anglais changea, au lieu de maintenir l'équilibre européen comme son prédécesseur, lord Russell soutint en apparence la politique française en aidant l'Italie à s'unifier. Mais la France ne tenait pas à aider près d'elle l'installation d'une voisine formidable qui, dans des circonstances ultérieures, aurait pu devenir son adversaire. En aidant l'Italie elle n'avait qu'un but : expulser les Autrichiens de la péninsule italienne et ainsi réduire le rôle que l'Autriche avait joué dans le monde politique européen. L'unification de l'Italie, par conséquent, était loin de plaire à Napoléon III. L'Angleterre au contraire voyait le rétablissement de l'équilibre européen dans le relèvement de l'Italie à côté de la France. Si la politique napoléonienne produisait réellement l'affaiblissement de l'Autriche, de cette façon l'Europe se retrouvait en équilibre. Quoique l'idée de derrière la tête des deux gouvernements fut différente, en apparence ils tombaient d'accord sur la question de prêter leur concours au peuple italien, ainsi le désaccord qui avait surgi entre eux concernant les affaires de l'Europe n'existait plus.

Le projet de l'expédition commune ne satisfaisait pas l'ambition de la France sur Choussans. D'après lui le corps expéditionnaire de l'armée anglaise était supérieur en nombre à celui de l'armée française. Dans l'armée anglaise il y avait beaucoup de cipayes, des soldats d'autres colonies dont les frais d'entretien et de transport étaient moins chers que ceux des soldats européens, ce genre de troupe faisait défaut à l'armée française. Or si la France avait voulu envoyer un nombre de soldats égal à celui de l'Angleterre, elle aurait eu

à supporter une grande dépense qui aurait dépassé le chiffre de l'indemnité que les alliés exigeaient de la Chine. Il en résultait donc pour la France une véritable impossibilité d'envoyer des forces égales à celles de l'Angleterre. Du moment où les soldats français étaient inférieurs en nombre l'Angleterre devenait seule alors maîtresse de la situation. En outre si la France détachait du corps expéditionnaire un régiment destiné à occuper Choussans ne semblerait-il pas que le nombre des soldats français, déjà inférieur à ceux d'Angleterre, serait sensiblement diminué davantage. Cela causa la France à renoncer son ambition sur Choussans. Le projet paraissait avoir été au devant des craintes qu'éprouvaient les Anglais au sujet de l'ambition démesurée de la France. Une fois que ce projet de l'expédition commune fut arrêté l'Angleterre n'eût pas à redouter de n'entrer en corporation avec la France en Extrême-Orient, ne courant plus le risque de compromettre ses intérêts.

Après la conclusion du traité de commerce du 23 janvier 1860, qui établissait des relations cordiales entre les deux pays, l'expédition anglo-française en Chine se produisit. Ce fut vers la fin de 1859 que les deux gouvernements fixèrent leur choix sur les commandants en chef de l'expédition : Le général Montauban pour la France et le général Sir Hope Grant pour l'Angleterre. Le suprême commandement n'existait pas et chacun des deux chefs avait son entière liberté d'action. Le plan d'une action commune devait être arrêté par des conférences des deux généraux en chef. Le corps expéditionnaire français comprenait deux brigades d'infanterie avec des troupes de différentes armes dont l'effectif atteignait environ 8.000 hommes. L'armée anglaise, elle, comprenait 12.500 hommes environ. Pour la protection et le transport de l'armée expéditionnaire, des escadres furent fortement organisées. Les Anglais mettaient leurs bâtiments à la disposition de l'amiral Hope. L'amiral Page, d'autre part, était accompagné de 7 bâtiments français à destination de la Chine (1).

Pour assurer l'entente franco-anglaise pendant l'expédi-

(1) CORDIER. Op. cit., p. 137.

tion il était besoin de trouver deux plénipotentiaires dont l'accord eût été éprouvé par les faits antérieurs. Personne ne paraissait plus compétent que lord Elgin et le baron Eros pour remplir cette mission qui ressemblait en tout point à celle de 1858. D'ailleurs l'expérience que l'un et l'autre avaient des affaires de Chine les mettait tout à fait à la hauteur de la tâche. L'envoi du baron Eros ne devait avoir lieu qu'à la condition que l'Angleterre désignerait lord Elgin (1). Seulement comme l'Angleterre commençait à adopter une politique exigeante et agressive vis-à-vis de la Chine, aurait-elle la sagesse de charger lord Elgin de cette mission, lord Elgin s'étant montré auparavant bienveillant pour la Chine. Au reste lord Elgin avait implicitement arrêté avec le commissaire impérial Kou'eling que l'Angleterre renonçait à son droit concernant l'établissement de la légation permanente à Pékin et en compensation elle obtenait un avantage consistant, pour les Anglais, dans l'établissement d'une zone d'influence le long du Yang, Tsé-Kiang. Il paraissait difficile d'admettre que lord Elgin pourrait faire exécuter une clause du traité à laquelle il avait renoncé. Néanmoins le gouvernement anglais était obligé de désigner pour ce poste lord Elgin parce qu'il était le plus compétent de tous ceux sur lesquels le choix pouvait se porter. On voyait facilement que lord Elgin agissait selon les instructions de son gouvernement, faisant le sacrifice de son opinion personnelle sous les circonstances profondément changées.

Le 17 avril, lord Russell, premier ministre de la Grande-Bretagne, écrivit à lord Elgin pour le prier de se charger de la mission nouvelle. Le 21 du même mois la France désignait le baron Eros en l'investissant du même pouvoir dont était investi son collègue lord Elgin (2).

Maintenant, il s'agit d'examiner les événements en Chine avant l'arrivée des ambassadeurs.

Les instructions des nations européennes à MM. Bruce et de Bourboulon les autorisaient à faire une double démarche. D'un côté, MM. Bruce et de Bourboulon avaient l'ordre

(1) CORDIER, p. 119.

(2) Correspondance respecting.

d'adresser deux ultimatums séparés au nom de leur gouvernement respectif à la cour de Pékin. D'un autre, ils étaient invités à effectuer avant la déclaration des hostilités un blocus avec la flotte qui arriverait en mars 1860, en vue de couper les routes maritimes à des convois de riz qui pourraient être dirigés sur Pékin (1).

Ce blocus, qui avait pour objet d'affamer le gouvernement de Pékin, ne pouvait être d'un grand effet parce que le transport du riz à Pékin pouvait se faire dans une large mesure par le grand canal. Afin d'intercepter la communication par le grand canal, qui était éloigné de la mer, il aurait fallu envoyer d'Europe un corps expéditionnaire trois fois plus nombreux qu'il n'était. D'ailleurs si cette mesure avait pu être prise, toute la Chine aurait été en guerre avec les alliés. Evidemment la guerre se prolongea, ce qui n'était pas dans les vues du gouvernement anglais.

Occupant le Sud afin de couper la communication du canal, les alliés prirent une mesure propre à les brouiller par trop avec la population chinoise. Ce serait exciter le soulèvement de la population afin de prendre en main la cause de la défense nationale. Non seulement cette imprudence prolongerait la guerre mais amènerait encore la cessation du trafic des Chinois avec l'étranger. Les alliés ayant affirmé dans leurs déclarations faites dans les ports ouverts qu'ils n'engageaient les hostilités que contre la cour de Pékin et non contre toute la Chine, se gardaient bien de continuer à faire du commerce avec les Chinois pendant les hostilités comme en temps de paix. Il était évident qu'ils ne voulurent pas recourir au blocus.

A supposer qu'ils eussent effectué ce blocus sur le grand canal malgré tout, il leur eût été impossible d'affamer le gouvernement de Pékin. La denrée principale nécessaire au peuple de Pékin n'était pas le riz, qui est une provision destinée à la bourgeoisie. Le fond de l'alimentation consistait dans la production de blé indigène fournie par les environs de Pékin. L'arrivée du grain fût-il interrompu le gouvernement de Pékin n'aurait aucun scrupule pour ordonner à ses sujets

(1) CORDIER, *Op. cit.*, p. 142-6.

de se servir du blé. Le blocus leur apparaissant inapplicable et inefficace, MM. de Bruce et de Bourboulon, par conséquent, y renonçaient. Enfin, les ultimatums furent adressés au gouverneur général de Kiang-Sou, M. Ho, qui devait transmettre à la cour de Pékin par les soins du Taotaï de Changhaï.

Entre temps, la cour de Pékin avait essayé de trancher les affaires de Tankou par voie diplomatique. Dès que la nouvelle de l'expédition se fut répandue, elle comprit que si une défaite se produisait ultérieurement, elle pourrait amener la chute de la dynastie. En conséquence, elle s'empressa de charger le gouverneur général de Kiangsu, M. Ho, et le gouverneur civil de la province d'entrer au plus tôt en négociation avec les agents diplomatiques des alliés qui se trouvaient à Changhaï (1). Seulement les représentants des alliés, disposés à attendre les renforts nécessaires pour reconquérir le prestige perdu au Pei-Ho l'année précédente, avait peu l'intention d'accueillir cette démarche et faisaient trainer les choses en longueur. Ainsi les tentatives réitérées des Chinois pour aboutir à une conférence où seraient discutés les moyens d'exécuter les clauses du traité de 1858, échouèrent à cause des exigences de M. Bruce.

D'une part, il insistait pour que les ministres étrangers pussent s'installer d'une manière permanente à Pékin et d'autre part pour que des excuses fussent adressées aux gouvernements alliés à propos de l'incident de Tankou (2).

Et cependant le gouverneur général ne cessait de multiplier ses efforts afin de ménager les alliés. Il invitait un banquier chinois de Changhaï, M. Taki, à faire auprès d'un commerçant anglais, M. Whitall, une démarche pour demander la paix aux Anglais. Ce banquier jugeait raisonnable et légitime une intervention dans les affaires politiques parce que « les bruits de guerre répandus de tous côtés causeraient dans le monde commercial des inquiétudes » (3). M. Whitall, autorisé par M. Bruce, aborda les divers points spécifiés dans les ultimatums qui n'avaient pas encore été portés à la con-

(1) TOUNG-HUA. Règne de Hien-Fong, chap. xxxvii, p. 26.

(2) CORDIER. Op. cit., p. 146-50.

(3) *Ibid.*, p. 150.

naissance du gouvernement chinois. Alors, il n'y avait plus de chance d'aboutir.

L'ultimatum de l'Angleterre (1) et celui de la France (2) furent signifiés simultanément, mais séparément, le 8 mars, au gouvernement chinois. La teneur en était tout à fait identique, sauf qu'une clause insérée dans l'ultimatum français concernant la réparation, ne se trouvait pas dans la note anglaise. Par rapport au fait passé, rejetant la responsabilité de la guerre sur les Chinois, M. Bruce accusait les gardiens chinois d'avoir ouvert le feu sur les ministres, escortés de matelots, qui pensaient avoir le droit d'enlever la barrière. Il ignorait que le passage de Tankou à Tientsin était interdit aux envoyés étrangers. Il semblait que M. Bruce avait déjà oublié ce fait que, lorsqu'il était à Pei-Ho, le gouverneur général du Tchili, M. Hainfo, l'avait averti qu'il aurait à prendre le chemin de Pétang à Pékin, Tankou étant fortifié pour cause de défense nationale. Sans tenir aucun cas de cette sage conduite, il n'hésitait pas à faire peser toutes les responsabilités sur la tête des Chinois, afin de justifier ses demandes exagérées. Par ailleurs, M. de Bourboulon se contentait de dire que, suivant les instructions reçues de Paris, il adressait des demandes qui, en effet, étaient en quelque sorte identiques à celles de l'Angleterre.

En premier lieu, les deux ultimatums insistaient auprès du gouvernement chinois pour qu'une lettre d'excuse personnelle fût écrite au sujet des affaires de Tankou. D'ailleurs, les Anglais réclamaient la restitution du matériel qu'ils avaient perdus, par suite de la défaite.

Secondement, les alliés exigeaient que les traités fussent échangés à Pékin et qu'il fût permis à leurs ministres d'entrer dans la capitale, en passant par Tientsin, où ils étaient à bord d'un navire de guerre de leur propre nation.

Troisièmement, les notes stipulaient que toutes les clauses du traité de 1858 seraient strictement exécutées, même celle concernant la permanence des légations étrangères à Pékin.

Au mois d'avril, en réponse à l'ultimatum du 8 mars, le

(1) Correspondance respecting chinese affairs in 1860, pp. 32-3.

(2) CORDIER. Op. cit., pp. 158-60.

gouvernement de Pékin chargea le gouverneur général Ho de faire connaître aux ministres des alliés (1) sa décision au sujet des demandes inscrites dans l'ultimatum. Il se refusait à autoriser l'installation permanente d'une légation étrangère à Pékin, arguant que lord Elgin avait, en 1858,, promis d'y renoncer moyennant une compensation. Il acceptait ensuite la demande qui permettait aux ministres alliés d'entrer à Pékin pour l'échange des traités, avec cette réserve que les ministres alliés ne seraient pas entourés d'un effectif trop nombreux.

En somme, le gouvernement chinois, dont la politique se fondait sur l'équité et la justice, prétendait traiter l'Angleterre et la France comme elle traitait la Russie et les Etats-Unis. Il mettait les quatre grandes puissances sur le pied de la plus parfaite égalité en Extrême-Orient. Ainsi, il promettait d'accorder aux alliés toute la faveur qu'il avait accordée aux Américains ; il se refusait catégoriquement à aller au delà.

A la réception de la réponse de la Chine, les ministres alliés répliquèrent, par l'intermédiaire de M. Ho, que les négociations devaient être considérées comme rompues, et qu'en conséquence ils reprenaient toute leur liberté pour recourir aux mesures coercitives nécessaires en vue d'obliger l'empereur de Chine à tenir compte de leurs demandes soi-disant justifiées (2).

A la lettre menaçante de M. Bruce, M. Ho avait fait une réponse sur un ton cordial et pacifique. Dans sa lettre du 18 avril (3) il ne considérait pas qu'il y eût nécessité de rouvrir les hostilités. Il lui semblait regrettable de briser les relations amicales qui existaient entre l'Angleterre et la Chine ; il ajoutait que les questions pendantes pourraient être mieux tranchées et résolues par la voie diplomatique que par un recours aux mesures coercitives.

Désormais, les ministres d'Angleterre et de France s'abstinrent de répondre. Ils prétendaient qu'ils n'étaient plus

(1) Chinese affaires : op. cit., p. 44-6.

(2) Chinese affaires : op. cit., p. 47.

(3) *Ibid.*, p. 59.

maîtres de continuer les négociations, parce qu'ils avaient reçu de leur gouvernement des instructions leur demandant d'attendre l'arrivée de nouveaux ambassadeurs.

Brusquement, le 7 juin, le gouverneur général Ho se rendit personnellement auprès de M. Bruce, sans aucun avis préalable, pour solliciter, en sa qualité de commissaire impérial, la conclusion immédiate d'une paix générale, et le secours des alliés pour coopérer à la répression des Taipings. Si l'on faisait droit à ses demandes, l'empereur, disait-il, consentirait à tout ce qui était exigé dans l'ultimatum du 8 mars, et irait encore plus loin (1). La situation était très critique. M. Ho avait essuyé une défaite complète chez les Taipings et perdu un territoire que l'empereur lui avait confié. Il en résulterait pour lui la dégradation et peut-être une condamnation à mort. S'il voulait regagner son poste, il lui fallait d'abord reconquérir le territoire perdu. Pour mener à bien l'opération, il comptait sur l'aide matérielle des alliés qui, à plus d'une reprise, à l'exemple de la Russie, proposèrent au gouvernement le secours de leurs forces militaires pour anéantir les rebelles. Préoccupé d'obtenir l'aide nécessaire pour reconquérir son poste, M. Ho s'était présenté chez M. Bruce, lui offrant de donner satisfaction à toutes les conditions posées par l'alliance franco-anglaise. M. Bruce déclina ses offres. La dernière tentative de la Chine en vue de la paix avait échoué.

Depuis l'arrivée des corps expéditionnaires en mars, les bruits de guerre s'accroissaient. L'action militaire était ainsi organisée : les Anglais concentraient leurs troupes à Hong-Kong et les Français occupaient Changhaï. La responsabilité des opérations de Hong-Kong à Changhaï reposait sur les Anglais ; au delà de Changhaï, les Français pouvaient agir à leur guise. Ce partage des opérations militaires excluait les Français des îles de Chousan, comprises dans la zone d'action militaire des Anglais. L'adoption de ce plan militaire n'avait pas été sans susciter des mécontentements dans l'armée française. On y soutenait que Changhaï ne pouvait être occupée comme base d'opérations et peut-être son-

(1) Chinese affaires : p. 59.

geait-on à vouloir transporter le quartier général aux Chousans. D'après M. Béziat, si la France continuait à rester à Changhaï, elle rencontrerait des inconvénients pour trois raisons (1).

D'abord, la présence des étrangers réveillerait les espérances des rebelles, dont la présence n'était pas encore révélée sur ce point. Ensuite la place de Changhaï, à cause de son insalubrité, paraissait être peu favorable à un établissement militaire. Et enfin, le contingent déjà réduit par les malades envoyés à l'hôpital de Macao, ne compterait plus que cinq mille hommes au moment de l'action décisive, si l'on persistait à vouloir occuper cette ville. « Les Anglais, au dire de M. Béziat, qui sont déjà jaloux de l'effet produit par notre apparition dans les mers de Chine, invoqueront plus tard notre faiblesse numérique pour dominer la situation politique. » Ce texte, d'une authenticité si certaine, nous renseigne touchant deux points essentiels ; l'un, que les Français ne voulaient pas occuper Changhaï ; l'autre, qu'il y avait un désaccord franco-anglais et même que ce désaccord ne faisait que s'accroître, depuis la répartition des zones d'action militaire.

Pour empêcher toute tentative d'installation des Français aux Chousans, les Anglais s'empressèrent de les occuper eux-mêmes. Dans la conférence du 14 avril (2), entre les ministres, les amiraux et les généraux des alliés, ils prétextèrent qu'ils voulaient les occuper comme gage et non comme base. Ils arrivèrent à leurs fins, malgré la vive opposition du général Montauban. L'expédition s'était faite avec 2.000 Anglais et 200 Français le 18 avril. En apparence, les îles étaient administrées sous les auspices d'un comité mixte des alliés, mais en réalité elles étaient totalement soumises à la domination anglaise, grâce à la prépondérance que la supériorité numérique des troupes leur permettait d'exercer.

À leur arrivée, les ambassadeurs auraient à faire cesser le désaccord ainsi aggravé entre les alliés. La réconciliation prit autant de place, coûta autant de peine que la guerre avec la Chine elle-même.

(1) BEZIAT. Campagne de 1860, p. 30-31.

(2) CORDIER. Op. cit., p.

CHAPITRE III

Les Ambassadeurs à Tientsin.

Déception de la cour à l'arrivée de lord Elgin. — Des demandes. — Craintes à Londres pour la dynastie. — Conversations à bord entre Elgin et Gros. — Elgin veut finir vite la guerre et avoir beaucoup de renforts. — Débarquement à Pétang. — Pas de résistance de la part des Chinois. — Prise de Tankou. — Marche sur Tientsin. — Apparition du chef des Taïpings : ses vues et ses propositions. — Tentative pour la paix du gouvernement du Tchili. — Les alliés repoussent propositions et médiation. — Situation grave de la Chine. — Nouveaux efforts de la cour pour la paix. — La Russie et les alliés. — Négociations à Tientsin : chaque jour nouvelles difficultés. — Finalement rupture.

Bien que les partisans de la guerre fussent excités et enorgueillis par la soi-disant victoire de juin, les pacifistes, soutenus par la majorité des mandarins de la cour de Pékin, qui avaient assez de bon sens pour comprendre que la faible dépense de Tankou ne pourrait empêcher l'étranger de pénétrer, vu sa supériorité en armes et en munitions, n'avaient cessé de pousser à la paix. Le premier effet produit sur le cœur des Chinois par l'arrivée de lord Elgin fut l'espoir qu'on entendrait parler de modifications apportées aux demandes figurant dans l'ultimatum (1). Nous savons que cet

(1) Chinese affaires : op. cit., p. 59.

espoir fut déçu et comment les tentatives de paix des Chinois avaient cruellement échoué.

Lord Elgin avait, à son départ, reçu de lord Russell des instructions relatives à la ligne de conduite à suivre. Aux yeux de l'un et l'autre, le gouvernement anglais considérait comme indispensable l'obtention des concessions déjà énumérées dans l'ultimatum du 8 mars. D'ailleurs le remboursement des frais de guerre fut exigé, une partie des douanes serait saisie en garantie et affectée par versements successifs à la libération de la dette. A défaut de saisie des douanes, Chousan serait occupée à titre de garantie. Quant à la résidence permanente des ambassadeurs à Pékin, le gouvernement donnait carte blanche à son plénipotentiaire pour agir. Il exigeait simplement que les traités fussent échangés à Pékin (1).

Le gouvernement de Londres se montrait optimiste à l'égard des éventualités de l'expédition. Mais ce qu'il redoutait le plus, c'était la chute de la dynastie. Si le monarque s'enfuyait en Tartare, la Chine allait se plonger dans l'anarchie (2). Les Européens n'auraient plus en face d'eux des hommes pour négocier sur les concessions. Les Anglais, ainsi que les Français et les Russes, étaient plus sincères, quand il s'agissait de maintenir la maison mandchoue, afin d'éviter de précipiter la Chine dans un état de faiblesse permanente.

Lord Elgin s'embarqua sur le même bateau que le baron Gros. En route, ils avaient échangé leurs points de vue : « Si tout doit traîner en longueur, dit l'ambassadeur d'Angleterre, mieux vaut assurer le triomphe des gens de Nanking et en finir ainsi. Cette guerre est impopulaire chez nous et il faut qu'elle cesse cette année » (3). Nous constatons par là que l'Angleterre voulait finir vite une guerre qu'elle avait bien voulu commencer, sous prétexte que cette guerre était impopulaire. Nous croyons que c'était par manque de confiance envers la France que lord Elgin considérait comme un danger de laisser traîner les choses en longueur. Les relations

(1) Chinese affaires in 1860 : op. cit., p. 27-8.

(2) *Ibid.*, p. 29.

(3) CORDIER. Op. cit., p. 197.

franco-anglaises s'étaient compromises à l'occasion des affaires d'Italie. Il pourrait arriver, ce qui était fort probable, qu'au jour où une rupture entre la France et l'Angleterre se produirait en Europe, les troupes anglaises risquassent d'être mises en péril par les troupes franco-russes. Afin de parer à cette éventualité possible, lord Elgin prit un double parti, d'abord celui de faire finir la guerre ; puis de faire envoyer des renforts plus nombreux que les troupes de son alliée, afin de s'assurer toute sécurité contre l'attaque éventuelle des troupes franco-russes.

Le 22 juin, les deux ambassadeurs arrivaient en Chine. La situation de ce pays était si embrouillée que beaucoup de tact leur était nécessaire s'ils ne voulaient pas faire éclater la guerre. En Europe, on supposait qu'ils allaient se trouver en présence de deux possibilités : ou bien les relations entre la Chine et les alliés avaient été rétablies par l'acceptation des ultimatums ; ou bien les ultimatums avaient été repoussés et, en conséquence, la guerre avait commencé. Seulement, l'ultimatum n'avait été rejeté qu'en partie, et la guerre n'était pas déclarée, ce qui n'était pas songé par lord Elgin. Les Chinois attendaient l'arrivée des ambassadeurs pour entamer des négociations. Mais lord Elgin tenant à finir vite l'affaire de Chine, se mettait d'accord avec le baron Gros pour taire leur arrivée aux Chinois, afin d'éviter l'entrée en pourparlers. Prenant prétexte que la Chine avait rejeté l'ultimatum ils voulaient que les affaires passassent des mains des diplomates en celles des commandants en chef. D'ailleurs ils se refusèrent à engager des négociations avant leur arrivée à Tientsin (1), c'est-à-dire après la prise de Tankou. Alors l'espoir des pacifistes qui comptaient depuis longtemps sur la venue des ambassadeurs pour essayer de résoudre par la voie diplomatique les questions en suspens, fut déçu.

Le plan des opérations militaires avait été arrêté dans la conférence du 20 mai à Hong-Kong (2) entre les chefs militaires des alliés. Tchéfou sur la côte de Chantoung avait été choisi comme base française ; les Anglais faisaient leur ras-

(1) CORDIER, p. 240-2.

(2) BLONDEL. P. 64-5.

semblement à Taliénwoun, dans la presqu'île Liao-Toung. L'occupation de ces points côtiers devait s'effectuer, afin de faciliter l'attaque de Tankou. D'après les décisions de la conférence de Changhaï du 18 juin (1) entre les quatre chefs des alliés, le général Montauban irait débarquer avec les troupes françaises dans les environs de Chefou, tandis que sir Hope Grant le ferait sur la rive gauche du Petangho. Ce double débarquement aurait lieu le 15 juillet. Mais la nécessité d'abandonner ces deux points d'occupation, n'offrant aucun avantage, se faisait bientôt sentir, et l'idée de porter en masse à Tankou toutes les forces des alliés, pour ôter à l'ennemi tout moyen de résistance, semblait prévaloir. En conséquence, cinq mille hommes appartenant aux troupes alliées, débarquaient à Pétang sans rencontrer de résistance de la part des Chinois. On peut interpréter de trois manières différentes ce parti-pris de non-résistance. D'abord, nous nous imaginons que les Chinois continuaient à ne pas vouloir se brouiller avec les étrangers à montrer leur politique pacificatrice jusqu'à laisser envahir leur territoire, dans l'espoir qu'ils pourraient entrer facilement en négociations, aucun acte d'hostilité n'ayant été commis par eux. Ensuite, la cour de Pékin ayant promis aux ambassadeurs de les laisser se rendre en cette ville par la voie de Pétang, on se figurait qu'elle tolérerait l'entrée des troupes étrangères accompagnant les ambassadeurs, en faisant semblant de croire que les troupes n'étaient venues que pour encadrer les ambassadeurs et non pour faire la guerre. Enfin, peut-être pour une raison stratégique, Pétang ne pourrait être défendu, en présence des forces étrangères.

Après Pétang, les environs de Tankou furent pris peu à peu à la suite d'escarmouches entre les alliés et les Chinois et la prise de Tankou elle-même n'était qu'une question de temps. Le 24 août, les forts de Tankou tombaient aux mains des alliés et les troupes étrangères se dirigèrent sur Tientsin (1).

Pourquoi le plan de lord Elgin, consistant à faire triompher les gens de Nanking, ne s'était-il pas réalisé ? Nous

(1) THWAN. Histoire de la Règne de Hien-Fóng, p. 221.

croions qu'il n'avait employé cette tactique que parce que la guerre ne paraissait pas finir cette année. Il avait remporté la victoire dans le nord, et comme il était possible que la guerre prît fin bientôt, l'ambassadeur d'Angleterre se gardait de suivre son plan, par crainte de déplaire à son alliée, la France, qui s'opposait vivement à sa politique. D'ailleurs, l'administration de Taïpings, qui pratiquait sans cesse le pillage et le massacre, n'avait pas la sympathie des étrangers, et, à maintes reprises, échoua dans les tentatives qu'elle fit pour lier des rapports avec les puissances.

M. Hang-Jin, parent du chef des rebelles, avait écrit un volume préconisant l'entrée en relations diplomatiques avec les étrangers sur un pied d'égalité et l'adoption de la civilisation européenne en Chine, par exemple l'introduction des chemins de fer, des bateaux à vapeur. L'auteur en envoyait des exemplaires aux missionnaires protestants et les invitaient à une rencontre à Soutchieou. Il adressait même des lettres à Changhaï aux consuls qui n'entraient pas en relations, M. Bruce l'interdisant (1).

Or, M. Hung-Jin voulait saisir l'occasion du départ du corps expéditionnaire vers le nord pour occuper Changhaï et de là pouvoir forcer les étrangers à se mettre en rapport avec lui. Il redoutait surtout le moment où les différends entre la cour de Pékin et les alliés seraient réglés et que les étrangers, satisfaits des concessions faites par la maison Mandchoue, pourraient tourner leurs forces contre lui. Tels sont les motifs qu'il avait de vouloir entrer en relations amicales avec les étrangers (2). Mais les alliés, se refusant à entrer en rapports avec les rebelles, n'hésitèrent pas à aider les autorités locales à défendre la ville, à l'approche des Taïpings.

Le commandant en chef des Taïpings, Li Shiochin, affirmait son dessein de protéger les étrangers dans la ville et garantissait la sécurité des revenus des douanes affectés au paiement de l'indemnité de 1858. En outre, il déclarait ajourner l'attaque de la ville à la condition que les alliés l'occuperaient en leur propre nom, à l'exclusion du pouvoir des auto-

(1) Chinese affairs in 1860 : p. 21.

(2) *Ibid.*, p. 130.

rités impériales (1). Ses propositions ne furent pas écoutées, et les Taïtings n'entrèrent jamais en relations officielles avec les étrangers.

Lorsque l'armée des alliés avait envahi Pe-hang, le gouverneur du Tchili, M. Hangfou pria, le 6 août, lord Elgin et le baron Gros de cesser les hostilités et d'ouvrir une conférence pour la paix, et il les invitait à entrer à Pékin pour la ratification du traité de 1858 par la voie de Peitang, ainsi qu'avait fait l'année précédente le ministre américain (2). Mais comme les alliés ne voulaient pas s'en tenir à ces résultats, ils répondirent tout simplement que le gouverneur général n'était pas le plénipotentiaire dûment accrédité tel qu'ils le souhaitent, il n'avait pas qualité pour négocier avec eux. D'ailleurs, ils alléguaient qu'à l'heure présente, la cessation des hostilités était subordonnée à la concession totale et absolue de toutes les demandes figurant dans les ultimatums du 8 mars sans discussion (3). Le ministre des Etats-Unis, M. Ward, qui avait offert sa médiation aux belligérants, en invitant les ambassadeurs d'Angleterre et de France à se rendre à Pékin, comme il y était allé, renonçait à son rôle de médiateur, devant les exigences des alliés et quittait Tien-Tsin pour Changhaï (4).

La situation devenait, pour la Chine, inquiétante. Le gouverneur général s'empessa de supplier les alliés de mettre fin aux hostilités. Les 14, 15 et 16, il écrivit à lord Elgin trois lettres dans ce sens. Mais ces démarches n'eurent d'autre effet que celui de produire la preuve de l'affaiblissement de la résistance chinoise et d'encourager les alliés à envahir notre territoire (5). Au lieu de s'arrêter, lord Elgin demanda au commandant en chef d'user de mesures plus rigoureuses pour gagner Tien-Tsin. Et il s'excusait de n'être pas investi du droit de consentir à la cessation des hostilités avant d'avoir conféré avec le vice-amiral Hope et le lieutenant général sir Grand, et l'ambassadeur de France aussi, qui n'étaient pas près de lui.

(1) Chinese affaires, p. 130.

(2) *Ibid.*, p. 99.

(3) *Ibid.*, p. 100.

(4) *Ibid.*, p. 102.

(5) *Ibid.*, p. 104.

Mais le gouverneur général Hang-fou ne cessait pas d'écrire à lord Elgin pour demander la cessation des hostilités. Le 17, il faisait part de la nomination de commissaires impériaux, MM. Wan et Heng, désignés pour engager les pourparlers. Le 19, les commissaires impériaux eux-mêmes sollicitaient un rendez-vous des ambassadeurs. Cependant, toutes ces démarches pacifiques n'empêchaient pas les alliés de continuer les hostilités, de détruire Tankou et d'envahir Tientsin. Le 21, Hang-fou remettait les munitions et les anons aux mains des alliés. Le 23, il abandonnait Tientsin, sur la pression des alliés. Le 26, lord Elgin entra à Tientsin, précédant d'un jour l'arrivée du baron Gros (1).

La cour de Pékin avait cru que les commissaires impériaux Wan et Heng ne parviendraient pas à engager des négociations avec les alliés, à cause de l'infériorité de leur grade. Pour y obvier, elle nommait un commissaire impérial d'un grade plus élevé et bien connu des étrangers, afin de faciliter l'entrée en pourparlers. Le choix s'arrêta sur Koueling, ancien délégué aux traités de 1858. Hengefou et Hengsi furent désignés comme second et troisième commissaires impériaux. Le 29 août, Koueling fit part aux ambassadeurs des alliés qu'il était muni du sceau de commissaire impérial, autrement dit qu'il était muni des pleins pouvoirs, selon la coutume chinoise. Les trois clauses suivant la lettre de Koueling, figurant dans les ultimatums du 8 mars, furent absolument acceptées (2). En réponse, les alliés réclamaient le remboursement des frais de guerre pour chaque puissance, soit 600.000.000 de taëls. Ils exigeaient une double garantie reposant sur la douane et sur l'occupation, si toutefois le gouvernement de Londres se contentait d'une garantie. En outre, le port de Tientsin serait ouvert de la même façon que les cinq ports (3). Les pourparlers diplomatiques eurent lieu au moyen d'interprètes, dont les entretiens n'avaient qu'un caractère privé (4).

Le général Ignatiev, ministre plénipotentiaire de Russie,

(1) CORDIER. Op. cit., p. 283.

(2) Chinese affaires : op. cit., p. 152.

(3) BÉZIAT. Op. cit., p. 62.

(4) CORDIER. Op. cit., p.

avait un rôle plus efficace que celui qu'avait joué en 1858 le comte Poutiatine. D'après les renseignements nécessaires recueillis pendant son séjour de quelques mois à Pékin, sur la situation politique et militaire de la Chine, il conseillait aux ambassadeurs des alliés d'entamer des opérations militaires dans le Nord, afin d'exercer une pression sur la cour de Pékin, pour l'amener à céder. Cette agitation utile aux alliés n'était pas non plus inutile à la Russie, vu que les concessions faites aux alliés, sous le coup de la menace, pourraient être aussi faites à la Russie, sans participation aux opérations, rien que parce qu'elle aurait réclamé une égalité d'intérêts à ceux des alliés. Le général cependant surveillait à Tankou les alliés, de manière que les concessions chinoises accordées en dernier lieu aux alliés fussent également accordées aux Russes.

En matière d'indemnité, la Chine hésitait à donner toute satisfaction à la France. En 1858, la France n'avait obtenu que deux cents millions de taels et l'Angleterre quatre cents millions. Cette fois, l'Angleterre ne réclamait que le double de la somme figurant au traité de 1858. Par voie de conséquence, elle proposait de donner à la France rien que le double de l'indemnité de guerre accordée en 1858, c'est-à-dire quatre cents millions et non les six cents millions réclamés (1). La cour de Pékin ne se rendait pas compte qu'en 1860 la France avait engagé des frais de guerre presque égaux à ceux de l'Angleterre, ce qui n'avait pas eu lieu en 1858. Enfin, devant les instances du baron Gros, la Chine céda.

Pour la France, plus grandes étaient les difficultés avec ses amis les Anglais qu'avec la Chine. Entre les ambassadeurs, il y avait des divergences d'opinion : le baron Gros voulait ajouter une clause de plus dans le traité à venir, tandis que lord Elgin se refusait à toute autre chose qu'aux demandes comprises dans les ultimatums du 8 mars. L'ambassadeur d'Angleterre, toujours préoccupé de finir vite la guerre, laissait entrevoir au baron Gros que si le gouvernement chinois manifestait l'intention de ne pas admettre les articles que l'ambassadeur de France désirait introduire, il ne soutien-

(1) CORDIER. *Op. cit.*, p. 289.

drait pas la France dans ses prétentions. Mais le baron Gros, n'ayant pas reçu d'instructions sur la conduite à tenir, au cas où il serait abandonné par son collègue, se trouva dans la nécessité de le suivre (1).

Il était facile d'observer qu'après l'arrivée des ambassadeurs, les différends existants entre l'Angleterre et la France subsistaient toujours. Si les Chinois avaient été au courant de cette situation, ils auraient cherché les moyens d'obtenir une paix moins onéreuse. Mais les commissaires impériaux n'étaient pas au courant des faits diplomatiques et de l'état des relations entre les puissances. Ils n'avaient qu'une pensée : se soumettre aux demandes des vainqueurs, afin d'éviter une guerre éventuelle. Ils étaient donc à la merci des alliés, pour le rétablissement de la paix. La Chine manquait, à cette époque, de diplomates propres à agir.

Les négociations à Tientsin furent entamées officiellement dès le 31 août, entre les experts des deux parties. Le 3 septembre, les alliés arrêtaient deux projets séparés, mais identiques au fond, qu'ils considéraient comme les bases de négociations ultérieures. En voici les dispositions (2) :

1) Excuses présentées par la Chine aux alliés, pour les affaires de Tankou de 1859 (Anglais 1, Français 1).

2) Le séjour permanent des ministres étrangers à Pékin serait désormais à l'option des alliés (Anglais 2).

3) La ratification des traités de 1858, à Pékin, par les ambassadeurs des alliés s'avancant jusqu'à la voie de Tientsin, sur leurs navires de guerre (Anglais 3, Français 2).

4) L'exécution des traités de 1858 et l'exécution immédiates des présentes conventions, sans recourir aux ratifications.

5) L'ouverture de Tientsin.

6) L'indemnité de 600 millions de taëls pour la France et de 800 millions pour l'Angleterre, et la garantie de paiement (Anglais 6, Français 4, 5).

(1) CORDIER, p. 297.

(2) WOLESLEY. *Chinese of war in 1860*, p. 162.

7) L'évacuation, après l'acquittement complet de l'indemnité (Anglais 7, Français 8 et 11).

8) Liberté de propagande pour la foi chrétienne (Anglais non, Français 6).

9) La tolérance de l'émigration chinoise (Français 10).

10) Le grade de consul correspondant à celui de Taotai et le règlement des communications entre eux (Français 7).

11) La remise du droit de tonnage (Français 9).

12) Une ambassade chinoise à l'étranger (Français 12).

13) La publicité de la présente convention (Anglais 8).

Les commissaires impériaux concédaient presque toutes les demandes. Il paraissait que la paix devait se conclure à Tientsin. Mais tout à coup surgissait une autre question, de nature à empoisonner toutes les négociations, c'était la question des pleins pouvoirs, qui fut soulevée souvent, de manière à ennuyer la Chine. Nous ne doutions pas que l'Angleterre, n'ayant plus à craindre l'union de la France et de la Russie, et trouvant trop maigres les résultats de l'expédition, voulait rompre les négociations en cours et rouvrir les hostilités, pour se procurer de plus grands avantages. Conformément à l'équité du droit international, on aurait dû échanger les pleins pouvoirs à l'ouverture des négociations. Une fois les négociations ouvertes, on admit implicitement que les commissaires impériaux avaient la capacité et le pouvoir nécessaires pour entamer les pourparlers. Chose curieuse, dans le cas de 1860, au moment où les négociations étaient sur le point de se terminer, on commença à mettre en doute les pouvoirs de Koueiling. Or, l'édit impérial de 1860, qui nommait Koueiling, ne différait en rien de celui de 1858. Et encore, Koueiling était muni d'un sceau de commissaire impérial, comme on l'avait exigé en 1858. Mais cette fois, tout cela ne suffisait plus pour établir les pleins pouvoirs correspondant à ceux des ambassadeurs des alliés. Il aurait fallu un édit spécial de l'empereur, appelé Pieu-i-hing sz, attribuant au commissaire le pouvoir de conduire les affaires comme il voulait. Pourtant, l'édit impérial serait identique à celui des ambassadeurs des alliés. Comme Koueiling n'était

pas pourvu de cet ordre spécial, les alliés reprochaient à la Chine d'avoir employé un moyen dilatoire pour permettre aux troupes chinoises de pouvoir se concentrer, et de n'avoir pas la volonté réelle de signer la paix. Par cette calomnie, dépourvue de fondement, les négociations furent rompues. En conséquence, ils allaient retourner aux mesures coercitives et déclaraient qu'ils n'entreraient en négociations qu'à Tanchou. Malgré la demande de Koueiling, d'un délai de trois jours pour faire venir l'édit impérial contenant les mots Pieu-i-ling-sz, l'armée des alliés allait en avant de Tientsin.

Dans cette affaire, la vérité a eu beaucoup de peine à se faire jour, les archives des affaires étrangères restant fermées. Suivant les documents européens, la responsabilité de la rupture incombait aux Chinois, qui n'avaient pour but que de retarder l'attaque des alliés, sans aucune intention d'arriver à la paix. Mais les documents chinois vont à l'encontre de cette affirmation. D'après eux, les différends entre les alliés et la Chine étaient nés du fait que les alliés imposaient que les ambassadeurs entrant à Pékin pour les ratifications, seraient accompagnés de mille hommes pour chacune des puissances, en contradiction avec les instructions impériales (1). M. Koueiling, invoquant les instructions reçues, résista à cette prétention, disant qu'il n'avait pas le pouvoir de céder sur ce point. Alors les experts dénaturèrent le sens de ses paroles, disant que s'il n'avait pas le pouvoir de céder, c'est que son pouvoir n'était pas plein. En conséquence, ils mirent en doute le pouvoir de Koueiling.

Les négociations de Tientsin se trouvaient donc ainsi rompues. A notre avis, lord Elgin n'avait pas voulu signer la paix de 1858 à Changhaï, ne voulait pas plus signer celle de 1860 à Tientsin. Pour que la Chine, désormais, n'osât plus résister à la pénétration européenne, lord Elgin tenait à démontrer aux yeux des Chinois, surtout à ceux des mandarins de la cour, la supériorité de sa force (2). Afin de faire peur aux mandarins, il préférerait envahir Pékin avec tous ses hommes,

(1) TON HUA. Op. cit., chapitre xcqv, p. 45.

(2) BEGOUIN. Op. cit., p. 6.

que d'être escorté de mille homme. Sa politique brutale consistant à occuper Pékin, était du même caractère que sa proposition de brûler le palais de l'Eté. Après qu'il avait pris une décision, il s'arrangeait toujours pour trouver un prétexte lui permettant de rejeter la responsabilité sur son adversaire et à entraîner son allié, désireux, lui aussi, d'entrer à Pékin. Comme à ce moment-là, lord Elgin n'avait plus à redouter une entente de la Russie et de la France, et qu'il prévoyait la fin prochaine de la guerre, deux ou trois semaines seulement étant nécessaires pour arriver à Pékin, lord Elgin n'avait plus à craindre que la guerre se prolongeât.

CHAPITRE IV

Les Ambassadeurs à Péking.

Les ambassadeurs à Pékin. — Retour de Koueiling. — Les nouveaux commissaires. — Wades et Parker à Tantchéou pour les négociations. — Le projet de compromis. — Intervention de Sen-ka-lin-si. — La guerre à Tantchéou. — Vrai intention des alliés, leurs difficultés. — Opinion dans l'armée. — Bataille de Pelikio. — Marche vers Pékin. — Yuan-Ming-Man. — Ouverture des ports de Pékin. — Négociation. — L'altitude de lord Elgin. — La signature.

Lorsque la cour de Pékin avait vue que Koueiling n'avait pu empêcher l'invasion des alliés, elle envoya des hommes plus considérables que lui pour tâcher d'obtenir la paix. Elle confia cette mission au prince I et au ministre de la guerre Mou, à l'heure où les alliés étaient sur la route, à Yongtson, village situé à 20 kilomètres de Tientsin. Les ambassadeurs reçurent le 10 avril une dépêche des nouveaux commissaires, les priant de revenir à Tientsin, où ils les rejoindraient, pour signer la paix. Ils faisaient savoir que l'armée tartare était à une distance peu éloignée, sur le chemin suivi par les troupes alliées et ajoutaient qu'en cas de collision lors de la rencontre des deux corps de troupes, ils déclinaient toute responsabilité. Les alliés répondirent qu'ils ne s'étaient décidés à se rendre à Tontchéou que dans le désir unique de faire la

paix et que si un conflit se produisait, ils n'en seraient pas responsables (1).

Voyant que les alliés étaient décidés à ne pas retourner à Tientsin, les commissaires impériaux, à la date du 13, demandaient aux ambassadeurs de ne pas dépasser l'endroit où ils se trouvaient et, là, de choisir un lieu de rendez-vous, entre Yangtson et Matan, pour ouvrir la conférence de la paix (2).

Ce même jour, le prince I écrivait aux ambassadeurs qu'il acceptait toutes les conditions, que la conférence se ferait à Tontchéou, que les ambassadeurs entreraient à Pékin avec une suite correspondant à leur grade. En vue d'éviter un conflit possible avec l'armée des Tartares, il insistait pour que l'armée des alliés s'arrêtât à Yantson et à Hoo-je-Wan (3). Mais les troupes des alliés continuaient leur marche en avant, malgré les marques de bon vouloir des Chinois. A cette même date du 13, le Prince I expédiait une troisième lettre aux alliés, les invitant à venir à Tontchéou, accompagnés chacun de mille hommes, pour signer les traités élaborés à Tientsin. En suite de quoi les ambassadeurs pourraient entrer à Pékin, afin d'échanger les ratifications des traités de 1858, avec une escorte composée d'hommes en rapport avec leur rang. L'armée des alliés, cependant ne devait pas dépasser Ha-si-Wan (4), de manière à ne pas se heurter à l'armée des Tartares. Dans une seule journée, le commissaire impérial avait expédié trois lettres : c'est la preuve de l'empressement montré par le gouvernement chinois à faire la paix.

Le 14, lord Elgin envoyait MM. Wade et Parkes à Tontchéou pour négocier avec le prince I. Le 15, le premier secrétaire de l'ambassade de France se rendit à Tontchéou pour s'entretenir avec lui à son tour. Le prince acceptait les clauses renfermées dans les projets des Anglais et des Français, arrêtés à Tientsin. Il démontrait ses pleins pouvoirs. Pour ce qui regarde la position de l'armée des alliés, les délégués experts

(1) CORDIER, P. 3-8-10.

(2) Correspondance respecting to Chinese affairs in 1860 : p. 166.

(3) *Ibid.*, p. 170.

(4) *Ibid.*, p. 171.

s'en tenaient aux environs de Tontchéou, malgré la très vive opposition du prince I.

Enfin, on aboutit à un compromis ; l'armée étrangère resterait à deux kilomètres de Changkiouwan, situé entre Tontchéou et Housiwan, à quatre kilomètres du premier point et à quinze de l'autre. Cependant, ce compromis, adopté sur l'exigence des alliés, allait exciter la fureur du généralissime Senkalinsi, de l'armée tartare, ce qui fut le germe d'un conflit éventuel. Du reste, le prince combattait d'autres propositions des alliés, à propos de la modalité du paiement de l'indemnité et du nombre des hommes devant accompagner les ambassadeurs à Pékin, et il insistait pour l'évacuation immédiate de l'armée des alliés après la signature du traité. En ce qui concerne l'audience de l'empereur, le prince exigeait l'accomplissement de la cérémonie des génuflexions, selon le rite admis par lord Elgin en 1858, devant M. Koueiling (1).

Pendant ce temps, le généralissime Seing-Ka-Ling-Sin se montrait de plus en plus irrité vis-à-vis des alliés, parce que la Chine n'avait pu avoir la paix, malgré des concessions succédant aux concessions. Le rapprochement de l'armée étrangère de ses propres troupes le rendait inquiet, les difficultés pour se défendre devenant de plus en plus grandes. Son exaspération alla jusqu'à le faire accuser le Prince I de trahir son armée pour en faire la proie des alliés (2), quand il vit que le prince accordait aux alliés d'arrêter leur armée à deux kilomètres au-delà de Chankiawan. Il faut faire ressortir que le généralissime tartare étant toujours jusqu'ici vainqueur dans la guerre civile, n'avait pas été vaincu lui-même par l'armée étrangère, ainsi conservait-il son orgueil en face des étrangers. Il avait bien évacué les forts de Tantsou et de Pétang, les laissant aux alliés, sans livrer bataille, mais parce que la marine étrangère rendait impossible pour lui la lutte par sa rapidité et ses canons à longue portée. Il croyait que, sur terre, l'armée étrangère serait probablement vaincue, à cause de sa confiance dans les qualités de la cavalerie tartare.

(1) Chinese affaires, p. 168-70.

(2) Rapport de Sen-Ka-Lin-Sin, p. 18.

Il constatait que malgré les négociations non interrompues entre la Chine et les alliés, l'avance de l'armée étrangère ne s'arrêtait pas. Il se voyait obligé de ne compter que sur lui-même pour écarter la menace de plus en plus sérieuse de l'approche de l'armée étrangère ; sa confiance dans le commissaire impérial de la paix s'amointrissait de jour en jour.

Le 18, l'armée tartare engageait un combat pour résister à l'enveloppement de l'armée alliée. Parkes, avec 15 Anglais et 13 Français furent saisis dans la zone de bataille (1).

Cette manière d'agir fâcheuse et singulière de Sen contrastait avec les intentions du commissaire impérial de la paix. Il est regrettable que le général Sen agissait indépendamment de la volonté du commissaire impérial. Mais les négociations de Tontchéou ne sont pas des pièges, comme on le croit, pour faire tomber M. Parkes. Les Chinois étaient assez intelligents pour comprendre que la saisi d'un interprète anglais ne fut pas un moyen efficace à amener lord Elgin à la paix. Il est vrai que l'édit impérial de 1861 avait fait supporter au prince I la responsabilité de l'arrestation et de la détention de MM. Parkes et d'Escayrac (1). Cependant, cet édit fut pris par l'empress Tseuhi, adversaire du prince dans la conspiration politique de Jeho, qui voulait faire peser sur le prince la responsabilité de la guerre, pour le condamner à mort. Il n'y a pas de raison pour admettre que le prince I, partisan de la paix et commissaire impérial de Tontchéou, porte la responsabilité de l'agitation imputable au généralissime Seng ; car le prince ne changea d'attitude que lorsque la paix ne fut pas conclue, ayant tout tenté pour s'arranger avec les étrangers.

Cependant, les alliés avaient-ils une véritable bonne volonté de conclure la paix à Tontchéou ? non ! Lorsqu'ils avaient pris le parti de ne pas signer le traité à Tientsin, il était difficile d'admettre qu'ils pourraient bien signer à Tontchéou. Leur unique préoccupation était de se rendre à Pékin avec leur armée pour intimider, avec leurs forces redoutables, les mandarins de la cour et détruire en eux toute vel-

(1) CORDIER. *Op. cit.*, pp. 314-19.

(2) THWAN. *Histoire de dynastie Tsin*, p. 288.

léité de résistance par rapport à leurs exigences subséquentes, mais leur tactique était toute autre : afin d'amener la démoralisation de l'armée chinoise, ils laissaient entrevoir une paix possible. De cette façon, les Chinois se trouvaient portés à tout tenter pour y arriver. Ainsi, ils cachaient leur véritable but, qui était d'atteindre Pékin et se contentaient de dire qu'ils voulaient conclure la paix à Tontchéou.

Au reste, les alliés ne considéraient que comme un moyen dilatoire la continuation des négociations avec la Chine : cela leur permettait d'attendre l'arrivée de canons à longue portée et des munitions qui avaient à souffrir de la leuteur des transports. L'armée anglaise n'avait pu se procurer que cinquante chars à Tientsin, par suite de la désertion totale des ouvriers du transport (1)... Lorsque le prince demandait la paix, le 13 septembre, lord Elgin s'était enquis auprès du général Grant sur la situation militaire, afin d'en tenir compte dans sa réponse. Le général lui ayant fait savoir qu'il ne pourrait s'avancer avant sept ou huit jours, parce qu'il attendait des renforts pour cette époque, lord Elgin commença à répondre au prince I. Par conséquent, s'il engageait des négociations avec les Chinois, c'était uniquement pour les tromper, afin de permettre l'arrivée des renforts de Tientsin. D'autre part, à cette même heure, toutes les provisions de bouches consommées dans l'armée des alliées étaient fournies par les autorités locales et les habitants. Comme l'heure n'était pas venue de pouvoir reprendre les hostilités, il fallait bien continuer à négocier, si l'on ne voulait pas s'exposer à mourir de faim devant la désertion de la zone d'occupation (2).

Jusqu'à l'arrivée des renforts, les alliés se montraient toujours accommodants, faisant souvent entrevoir la possibilité de conclure la paix. Mais lorsque M. Parkes était prisonnier de l'armée tartare, comme s'ils n'attachaient pas d'importance à ce fait, les ambassadeurs s'abstenaient de tout langage violent, ayant naturellement imposé le retour immédiat des prisonniers. Tous les renforts n'arrivèrent que quatre jours après, c'est-à-dire le 22, où la guerre commença à Pali-Kiao.

(1) WOLESLEY. Expédition de 1860, p. 165.

(2) Correspondance in 1860 : op. cit., p. 167.

D'autre part, depuis, à Tientsin, le désaccord croissant de jour en jour entre les commandants des deux armées, ce qui retardait la reprise des opérations militaires. Toutes les lettres du général Montauban au ministère de la guerre français révèlent cette situation.

Lorsqu'à Tientsin, Parkes gardant toutes les provisions alimentaires pour les Anglais, ne laissait rien aux Français, le général français menaçait de faire main basse sur tout le bétail aux environs de Tientsin (1). Sa fureur contre les Anglais se traduisait ainsi : « Je suis ulcéré de toute la mauvaise foi que je remarque chez eux ; il n'est pas de moyens déloyaux qu'ils n'emploient pour arriver au moindre résultat » (2). Si l'on voulait faire un front unique, un délai était nécessaire, qui apaiserait ce désaccord.

Le 21 septembre, l'armée alliée s'avancait à Palikao, où elle rencontrait l'armée tartare, posée là depuis quelques jours ; les canons arrêtaient l'élan des Tartares lancés contre les alliés et l'artillerie l'emportait sur leur cavalerie. Commencé à midi, le combat se terminait le soir à sept heures. Les munitions des alliés, après cette bataille, étaient épuisées ; en revanche, les pertes en hommes étaient peu lourdes. Pour continuer les hostilités, les commandants se voyaient obligés de faire venir de Tientsin toutes des réserves de munitions, ainsi que des renforts. De nouveau, jusqu'à leur arrivée, les ambassadeurs eurent recours au moyen dilatoire ordinaire, c'est-à-dire qu'ils se remirent à négocier avec les Chinois.

Si la Chine continuait la guerre jusqu'au bout, peut-être les alliés s'engageraient-ils dans une impasse d'où ils ne pourraient guère sortir avec honneur. Si les réserves de munitions assemblées à Tientsin s'épuisaient, par la continuation des hostilités, ce serait comme lors des événements de Tankou en 1839 ; ou l'Europe ferait une troisième expédition pour renforcer son armée au nord de la Chine, ou bien elle mettrait fin à sa politique agressive et conclurait une paix équitable avec la Chine. Mais la politique de la cour

(1 et 2) BEGOUIN. Op. cit., p. 6-7.

(2) CORDIER. Op. cit., p. 326.

était flottante et à la merci des événements. Elle préférait cependant la paix. Par peur qu'une défaite ne l'entraînât aux concessions, elle envoya aussitôt le prince Kung aux alliés, pour négocier. Dans les circonstances d'alors, la Chine était prête à accepter toutes les conditions, quelles qu'elles fussent ; elle voulait à tout prix empêcher l'envahissement de Pékin par les alliés, qui précipiterait la fuite de l'empereur à Jehol. Lorsque le 31, le prince Kung faisait part aux ambassadeurs de son intention de reprendre les négociations, lord Elgin et le baron se mirent immédiatement en rapport avec lui. L'ambassadeur de France avait en effet fait cette communication à son ministre des Affaires étrangères : « Ce temps d'arrêt est utile ; il permettra à des convois de munitions d'arriver ici, où nous n'avons ni poudre ni projectiles, et, au dire des généraux en chef, une affaire du genre de celle qui vient d'avoir lieu épuiserait toutes nos réserves en ce genre (1).

Des négociations sans résultat eurent lieu entre le prince Kung et les ambassadeurs, pendant dix jours, du 23 septembre au 10 octobre. Les alliés réclamaient la remise de leurs prisonniers. Le prince Kung fit réponse que les étrangers pris à Tanchéou, à la suite du conflit avec les soldats chinois, étaient bien traités dans la capitale, mais qu'en leur qualité de prisonniers de guerre, ils ne seraient rendus qu'à la signature du traité de paix (2). Le prince, en effet, ne jouissait pas de la prérogative de trancher cette question, les prisonniers étant aux mains des partisans de la guerre.

Ce qui tenait au cœur des Chinois, dans les négociations, était d'empêcher les alliés d'entrer à Pékin. Cependant, bien que les alliés consentissent à signer la paix, à la condition d'obtenir la libération des prisonniers, ils n'en exigeaient pas moins d'entrer à Pékin, entourés de leur armée. Ils imposaient aussi une nouvelle condition, c'est que leurs troupes hiverneraient à Tientsin (3). En dehors des clauses du traité, déjà exposées, on en ajoutait d'autres, pour accorder la paix.

(1) CORDIER. *Op. cit.*, p. 331.

(2 et 3) CORDIER. *Op. cit.*, p. 338.

Or, nous pouvons répéter encore une fois, que les alliés auraient marché immédiatement sur Pékin si leur armée avait été en mesure de le faire, sans considérer ni leur engagement, ni leur promesse. Même ils n'attendraient pas l'expiration du délai accordé pour prendre les devants, s'ils en avaient la possibilité (1).

Le 3 octobre, les alliés, dont les renforts étaient arrivés, se mirent en route avec chacun quatre mille hommes ! Le 5, ils arrivèrent à Pékin, sans rencontrer de résistance. L'empereur s'enfuyait à Jéhol, accompagné de l'armée tartare. Le seul maître, à Pékin, était le prince Kung. Le 8, sur les instances de Hang-Ki, les prisonniers furent libérés, malgré l'entêtement des partisans de la guerre, qui avaient suivi l'empereur à Jéhol et qui voulaient mettre à mort les étrangers prisonniers. Le 13, les troupes alliées entrèrent dans la capitale (2).

Du 5 au 13, pendant huit jours, ils n'avaient pas mis d'empressement à le faire. Des soldats, ayant leurs officiers à leur tête, étaient occupés à piller les environs et particulièrement le Palais d'Été. Dès le 6, les soldats alliés étaient déjà dans le Palais, où ils se partageaient entre eux tout ce qu'il y avait de précieux. Et ils regrettaient de n'en avoir emporté qu'une minime partie. Deux cents voitures, en effet, n'auraient pas suffi à enlever les choses précieuses qu'il contenait (2). Ce ne fut que le 13, que Ngau-Tin-Mon fut ouvert aux étrangers. Les Chinois, vaincus, ne pouvaient que céder sur tous les points exigés par les alliés, surtout qu'à ce moment-là, les négociations étaient conduites par un jeune prince de 24 ans. Comme il n'était pas tout à fait au courant des affaires diplomatiques, il fut obligé de s'en remettre à M. Hanghi, parce que celui-ci connaissait un peu les langues étrangères.

Pour montrer son absolue soumission aux étrangers, Hang-Ki avait tenté de leur faire plaisir par tous les moyens possibles. Il leur avait fait connaître que les princes I et M. Mou, négociateurs à Tantchéou, étaient dégradés et destitués de leur fonction, pour avoir fait preuve d'incapacité dans la conclusion de la paix. Le général Sen, pour s'être battu

(1 et 2) CORDIER, p. 361.

avec les étrangers, était, lui aussi, dégradé. Hang-Ki avait même essayé de s'entendre avec Parkes même, au moment où ce dernier était retenu prisonnier par les Chinois, sachant qu'il avait joué un rôle relativement important dans la rédaction des clauses du traité. Mais Parkes, fort irrité contre les Chinois, tâcha de convaincre lord Elgin qu'il fallait employer une politique plus brutale que jamais. Ainsi, toutes les tentatives de Hang-Ki étaient restées sans succès (1).

Quoique l'alliance franco-anglaise maintint son front unique et une démarche commune auprès du gouvernement de Pékin, le désaccord entre les deux commandements s'accroissait à l'état latent. Nous avons cité des extraits de la correspondance du général Montauban, pour constater l'existence des différends franco-anglais avant la prise de Pékin, les militaires parlant avec moins de réserves que les diplomates. Quand les troupes alliées marchèrent sur Pékin, le baron Gros déplora la chute possible de la dynastie, résultant de l'ignorance de ses ministres et de ses princes et s'exprimait ainsi, dans une lettre au général Montauban :

« Nous aurons au moins le droit de dire que nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour la prévenir » (2). La France qui, à l'exemple de la Russie, ne souhaitait pas la chute de la dynastie, était, contre sa volonté, poussée par son alliée à envahir la capitale. Le baron Gros prévoyait même que si l'empereur venait à s'enfuir en Tartarie, on aurait l'inconvénient de ne trouver personne pour signer le traité.

Autour de Pékin, les soldats français apportaient une certaine retenue dans le pillage. Dans le Palais d'Été, des disputes s'élevaient pour le partage des objets, entre les deux troupes, produisant la mauvaise entente. D'après un document chinois, trouvé au Palais d'Été, on affirmait que l'Angleterre avait obtenu, en 1858, des privilèges spéciaux, à l'insu des français. Lorsque les Français prirent possession d'établissements religieux qui avaient appartenu autrefois aux catholiques et que le gouvernement chinois avait confisqués, lord Elgin avait manifesté son mécontentement (3).

(1) THWAN. Histoire de la Dynastie Tsin, Règne de Hien-Fong, p. 281.

(2) *Ibid.*, p. 340.

(3) BEGOUIN. *Op. cit.*, p. 5.

C'est que la politique française différait, au fond, de la politique anglaise. La France s'associait à l'Angleterre comme en 1858, dans le but de la surveiller et de lui faire contre-poids dans l'intérêt de l'influence française. Par sa conduite, elle montrait aux Chinois qu'elle était aussi importante et redoutable que l'Angleterre, au point que désormais les Chinois n'osassent plus s'opposer aux demandes ultérieures qu'elle pourrait présenter ; ainsi se bornait-elle à se faire apprécier de la Chine, en usant envers elle d'une politique moins brutal et plus sage que l'Angleterre. Elle avait besoin, d'ailleurs, d'entretenir de cordiales relations avec les puissances, dont le concours lui était indispensable pour surveiller les Anglais et pour contrebalancer leur influence. Le baron Gros avait bien raison d'appuyer la politique russe et de ménager les Chinois.

Mais la politique de l'Angleterre se montrait d'autant plus brutale et menaçante que celle de la France était indulgente. Les Anglais tenaient à ce que l'on sût qu'ils étaient les véritables chefs de l'expédition et les seuls maîtres de la situation. Elle voulait démontrer à la population et au gouvernement chinois l'inutilité de négocier avec la Russie et la France sans son adhésion préalable ; aussi, le mécontentement de lord Edgin grandissait-il en voyant les bons rapports des Chinois avec les Russes et les Français. Il en était arrivé à proposer de brûler la Cité du Palais à son collègue le baron Gros, qu'il soupçonnait d'avoir des instructions secrètes pour renverser la dynastie. Et malgré l'opposition de son collègue, le Palais d'Été fut brûlé par l'ordre de lord Elgin du 18, donnant comme prétexte qu'il fallait infliger à l'empereur un châtiment pour le soi-disant guet-apens du Tontchéou.

Le ministre russe Ignatiev ayant suivi la démarche des alliés, avait pénétré dans la capitale avec le désir d'intervenir. En Chine, comme dans les Balkans, les Russes préféraient le maintien d'une dynastie moribonde à l'établissement d'un gouvernement nouveau, qui serait évidemment plus à redouter. Il ne leur plaisait donc pas de voir la France et l'Angleterre s'entendre à Pékin, comme elles l'avaient fait à Constantinople. Par conséquent, leur ministre donnait aux Chinois des conseils de prudence, leur persua-

dant de signer la paix, afin d'éviter la chute de la dynastie. Par contre, il réclamait et obtenait des avantages spéciaux, à titre de rémunération, pour avoir voulu sauver la dynastie, à l'insu des alliés. Devant les ambassadeurs alliés, il prétendait agir auprès des Chinois pour leur faire signer les clauses proposées, écartant ainsi tout soupçon de leur part et, sans être mêlé à la guerre, la Russie jouissait des mêmes privilèges que les alliés. Par sa tactique, il séparait la France et l'Angleterre, donnant ainsi du poids à ses propositions, si bien que l'influence de la Russie dans le nord de la Chine deviendrait plus considérable que celle exercée dans le sud par l'Angleterre, après 1860.

Les négociations furent entamées entre la Chine d'une part, l'Angleterre et la France de l'autre, sous la forme de correspondance. Le 16 octobre, lord Elgin adressa un ultimatum au prince Kung, en lui accordant un délai de 48 heures pour y répondre. Dans sa note, il avait émis la prétention que les Anglais avaient le droit absolu, non seulement de piller le Palais d'Été, mais de le raser jusqu'au sol, parce que la marche des alliés avait été justifiée par le refus du gouvernement chinois d'accéder aux conditions posées par eux. Il exigeait une indemnité, à verser immédiatement, de 300.000 taëls, au sujet des prisonniers indûment retenus à Tientsin. Un monument serait élevé aux frais des Chinois, où seraient relatées les circonstances du soi-disant guet-apens de Tantchéou, reconnues par le gouvernement chinois, et auxquelles il ajouterait ses regrets. L'armée des alliés ne s'éloignerait pas de Tientsin tant que l'indemnité inscrite dans le projet de Tientsin ne serait pas payée. Sur les instances du baron Gros, qui lui conseillait d'en finir au plus tôt, lord Elgin retira la clause relative au monument à élever à Tientsin (1). Dans la note française, le baron Gros exigeait une indemnité de 200.000 taëls pour les Français arrêtés comme prisonniers, le 18 septembre.

Il réclamait aussi la restauration des propriétés chrétiennes. Les alliés menaçaient de suspendre les arrivages de riz à Pékin, au cas où la Chine n'accepterait pas l'ultimatum. Enfin,

(1) CORDIER. *Op. cit.*, p. 370-4.

les alliés étaient d'accord pour recommencer les hostilités, si la paix n'était pas signée le 22.

Si lord Elgin poursuivait son plan jusqu'à renverser la dynastie et à mettre à sa place des Taipings, il en résulterait un grand inconvénient, tant pour la France que pour la Russie. Les Russes n'étaient pas partisans du renversement de la dynastie et les Français redoutèrent l'avènement des Taipings, qui porterait un coup mortel aux catholiques. Pour faire face à cette situation, la Russie et la France travaillaient de concert à amener la paix. Le baron Gros conseillait à lord Elgin de modérer ses exigences, pendant que le général Ignatiev persuadait au prince Kung de tout céder. Le 20, le gouvernement chinois cédait sur tous les points.

Le 22 octobre, l'indemnité relative aux prisonniers fût versée. Le 24, au ministère des Rites, la convention de Pékin avec les Anglais fut signée, après échange de leurs pleins pouvoirs entre lord Elgin et le prince Kung. Les clauses de la convention étaient identiques à celles du projet proposé à Tientsin, sauf celles concernant la cession de Kouloon à l'Angleterre, les restrictions à l'immigration. Le 25, le baron Gros venait à son tour signer le traité français avec le prince Kung ; ce traité comprenait dix articles, dont un avait trait spécialement à la restauration des propriétés chrétiennes. Le traité russe, qui déterminait surtout la frontière par la cession du territoire au delà de l'Oussouli à la Russie, en récompense de sa médiation, fut signé le 2 novembre. Au cours des négociations, le ministre russe se montra intraitable. Comme les troupes franco-anglaises n'avaient pas encore évacué Pékin, le prince Kung réfléchit qu'il serait imprudent de se brouiller avec le ministre russe, qui exerçait une grande influence sur le représentant de la France. Et il finit par tout céder.

Les traités de Pékin (1) sont considérés comme des traités additionnels à ceux de Tientsin de 1858. La ratification des traités de Tientsin avait lieu en même temps que la signature des traités de Pékin. En l'absence de l'empereur de la capitale, la question de l'audience n'était soulevée par per-

(1) CORDIER. Histoire de la Chine, 4^e vol. p. 97.

sonne. Les Etats-Unis, dont M. Ward était le porte-parole, faisaient échanger leur traité de 1858, sans réclamer, comme les trois autres puissances, un traité additionnel de Pékin.

Le premier novembre, les Français quittaient Pékin et les Anglais se trouvaient obligés, le 7, de conformer leur conduite à celle de leurs alliés. Les ambassadeurs partirent pour Tientsin le 9. Le ministre d'Angleterre, M. Bruce, et le ministre de France, M. de Bourboulon, ne s'étaient installés qu'en mars 1860 à Pékin, une fois l'ordre rétabli. Le ministre russe, colonel de Balliouzek établissait sa légation le 8 juillet 1861. Et les Etats-Unis envoyaient leur ministre en avril 1861. Désormais, quatre pavillons étrangers flottèrent à Pékin.

Conclusion.

Le but de notre étude ne consiste nullement à rechercher les faits susceptibles de faire peser la responsabilité des guerres de 1858 et de 1860 sur les Anglais et les Français. Il demeure acquis que les deux parties belligérantes avaient, chacune de son côté, contribué à faire éclater la guerre. Du moment que l'intérêt de leur pays les guidait, les diplomates de l'un et de l'autre camp se voyaient obligés de se plonger dans les ruses, les intrigues et les besognes qui sont contraires au droit et que la morale réprouve. Tout le monde est responsable de ces guerres pour les avoir laissé éclater et personne ne l'est, si c'est un cas de force majeure.

Si l'on veut faire porter la responsabilité de ces deux guerres aux Anglais et aux Français, pour avoir eu recours à la méthode menaçante et chirurgicale, la Chine n'encourt-elle pas une part de responsabilité, pour s'être attachée à son unique objectif, écarter de son territoire les étrangers le plus possible ? La lecture des volumes de F. Bourgeois et d'un professeur allemand, sur la responsabilité de la guerre de 1914 permet difficilement de voir clair à travers le développement de leurs arguments. Et cependant, il s'agit de faits récents, dont tout le monde est au courant. Il en est de même pour les événements des guerres de 1858 et de 1860. Si les Chinois croient qu'il est juste de rejeter la responsabilité sur les alliés, ces derniers estiment qu'ils ont eu raison de

châtier les Chinois. Dans une question où le sentiment patriotique l'emporte sur celui de la justice, il est plus sage de s'abstenir. Pour être juge, il faut écarter tout parti-pris, d'abord.

Et pour être juge, il faut aussi avoir entre les mains tous les documents où sont consignés les agissements des deux partis en cause. Les archives des ministères des Affaires étrangères ne pouvant nous être communiqués, force nous a été de nous servir que des documents authentiques publiés, dont peut-être quelques-uns étaient faussés. Voilà sur quoi nous comptions étayer nos constatations pour élucider la question des responsabilités. Mais après avoir pensé que c'était une ambition trop haute, nous nous sommes borné à donner des éclaircissements dont la certitude nous a paru manifeste, parce qu'ils étaient appuyés sur des documents placés devant nos yeux. C'est une tâche négative pour nous que de contester des affirmations douteuses d'auteurs étrangers concernant les affaires de Chine de cette époque. Enlisés dans le patriotisme qui porte à dénaturer parfois la réalité des faits, nous sommes inconsciemment poussés à user d'affirmations exagérées pour réagir contre les allégations des auteurs qui, à chaque page de leurs ouvrages, montrent un sentiment antichinois et qui, de temps en temps, soutiennent que la responsabilité de la guerre incombe aux autorités chinoises. Des Européens qui n'ont pas visité la Chine ou n'y ont fait qu'un simple voyage et dont la critique est toujours inspirée par le sens commun européen, jugent très mal la Chine. Pour la raison que dans les documents chinois il y a des passages mensongers et que les habitants d'une ville chinoise mentent même devant des voyageurs chinois, on accuse les Chinois de pratiquer le mensonge. Comme si les documents européens et la population des villes européennes montraient moins de dispositions que les Chinois pour le mensonge.

On a souvent prétendu, en invoquant l'expérience de 1858 et de 1860, que pour obtenir du gouvernement chinois une réponse favorable à une demande, il fallait toujours mena-

cer d'employer la force armée. Tel n'est pas notre avis. La Chine, au contraire, faisait des concessions aux étrangers avec plus de facilité que les autres pays. La Chine a cédé sur tous les points après la menace de 1860, car elle était vaincue et fortement ébranlée par les affaires extérieures et intérieures. En dehors des Taïpings, les Mahométans de Yunnan étaient en révolte ; ceux du Kan-sou et Tien-chan donnaient des inquiétudes justifiées. Les bandits du Nien-Fie désolaient certaines provinces du Nord. Pour avoir, au milieu de ces circonstances, renoncé à la résistance, les Chinois méritent-ils d'être taxés de lâcheté ? La résistance passive de notre pays a été assez grande pour que les Européens ne nous traitent pas comme on traite les Indiens. Donc, on ne peut pas prétendre que les Chinois sont faciles à menacer, pas plus qu'on ne peut constater que la menace et la force sont les seuls moyens à employer pour les faire céder.

Souvent, on pose cette question. Pourquoi un immense pays de 300 millions d'habitants, comme la Chine, n'a-t-il pas su se défendre contre une attaque de n'importe quelle puissance. Outre les raisons matérielles, puisque la Chine n'avait ni flotte, ni canons modernes, il en est d'autres d'un ordre plus élevé et pas moins important : malgré un idéal commun et malgré la solidarité de race, au point de vue politique, les Chinois sont tout ce qu'il y a de moins uni ; les relations entre une province et une autre sont comparables à celles d'un Etat à un autre Etat. Chaque province n'a avec le gouvernement de Pékin que des rapports du genre de ceux d'un Etat envers le gouvernement central d'une Fédération. Prenons pour exemple le système financier. Le gouverneur général d'une province doit verser une certaine somme à la cour de Pékin à titre de contribution, mais le gouvernement central n'a, dans la province, aucun agent propre de perception. Autre exemple : lorsque les alliés envahirent Tientsin, les provinces de la côte déclarèrent leur neutralité et ce fût l'armée de la seule province du Tchi-li qui s'opposa à l'invasion. Si la seule province du Tchi-li tenait tête à l'invasion, il était bien évident que la Chine serait vaincue par l'Alliance franco-anglaise. Et puis les Chinois

n'ont pas autant de facilité pour s'adapter à la civilisation européenne que les Japonais, leur population étant de beaucoup plus nombreuse. On connaît la formule d'E. Reclus :

Que le progrès d'un pays est en sens inverse du nombre de sa population. La Chine ne s'étant pas assimilée la civilisation moderne, ne s'était pas fortifiée au fur et à mesure qu'elle devenait capable de repousser l'invasion ultérieure des étrangers.

Résumons : au point de vue négatif des résultats, les trois points essentiels. Les Chinois ne sont pas menteurs, ni ne se laissent facilement menacer. Leurs progrès sont lents et leur faiblesse tient à leur immense population sans unité. Comme les Chinois n'ont pas une psychologie particulière en dehors de celle des autres hommes, ainsi que certains auteurs européens seraient tentés de le penser, ils peuvent être rangés dans la société civilisée. Toute personne sensée, impartiale, ne peut considérer la société chinoise comme une société inférieure et primitive.

Passons aux résultats positifs : nous croyons tout d'abord avoir établi la vérité sur les faits essentiels. Ni les événements de Tan-Kou de 1859, ni les événements de Tontchéou de 1860 n'ont été des guet-apens. Lorsque, en 1859, le ministre d'Angleterre Bruce et le ministre de France, de Bourboulon, remontaient le Peiho pour échanger les ratifications des traités, à Pékin, la Chine les invitait à s'y rendre par la voie de Petang, leur interdisant la voie fluviale de Tan-kou à Tientsin. Devinant le projet qu'ils avaient tous les deux de remonter jusqu'à Tientsin avec leur flotte redoutable et menaçante, le gouverneur du Tchi-li prenait le soin de les avertir que s'ils risquaient d'entrer à Tientsin, les forts tireraient sur la flotte. Le ministre d'Angleterre avait passé outre et était entré avec sa flotte dans la zone de la défense : la guerre avait donc éclaté. Y avait-il eu guet-apens ?

Maintenant, passons aux affaires du Tontchéou. Une zone d'occupation venait d'être délimitée par des négociations entre le Prince I et Parkes. Le généralissime Sen, croyant que

le rapprochement de l'armée étrangère rendrait la situation de sa propre armée difficile, refusa d'exécuter l'ordre du Prince I et lorsque l'armée franco-anglaise vint pour occuper la zone désignée, Sen, pour l'en empêcher, l'attaqua : voici quel fut le résultat du combat : Sen était vaincu et forcé d'évacuer la place. Mais sur le champ de bataille, des soldats étrangers étaient faits prisonniers ; Parkes et quelques autres, qui s'étaient tenus dans les limites de la zone de bataille furent faits à leur tour prisonniers de guerre. Peut-être Sen aurait-il dû se souvenir que ce dernier acte allait à l'encontre la diplomatie impériale ; mais où sont les preuves que les Chinois ont commis un guet-apens dans lequel ils auraient fait tomber Parkes et les siens.

Maintenant, au second résultat : Il s'agit des procédés diplomatiques employés par les puissances dans la paix comme dans la guerre. En temps de paix, elles s'arrogeaient des avantages spéciaux en dépit de la protestation des autorités chinoises et des conditions souscrites par elles dans les traités. Dans la première partie de notre travail, nous avons constaté comment on avait, dans les concessions, établi des républiques autonomes, comment Hong-Kong était exploitée aux dépens des Chinois ; comment toutes les sortes de contre-même le trafic des émigrés forcés, étaient pratiqués par les étrangers. Après avoir obtenu des avantages spéciaux en fait, ils tâchaient de donner la légalité à ces avantages qu'ils faisaient reconnaître par le gouvernement chinois et qu'ils voulaient faire insérer dans le traité. C'est la raison pour laquelle ils proposaient la révision de ces traités. Si ces moyens ne leur réussissaient pas, ils avaient recours à la force. Aussi du jour où des corps expéditionnaires arrivèrent en Chine, la Chine n'eût plus la possibilité d'éviter la guerre, malgré ses intentions et ses démarches pacifiques. Les puissances tenaient à démontrer aux Chinois que leur armée était forte ; ils n'avaient plus désormais qu'à satisfaire leurs demandes.

Troisième résultat. L'argumentation soutenue dans la première partie de la thèse a mis en lumière la véritable cause de la guerre de 1858. Cette cause, ainsi que nous l'avons

indiqué au début, a eu surtout un caractère économique et quelque peu religieux. L'affaire de l'Arrow et la mort de l'abbé Chapdelaine n'ont été qu'un prétexte pour faire éclater la guerre.

Venons au quatrième résultat. Nous avons compris tout au moins les mises en demeure formulées par les alliés pour obtenir l'installation permanente des légations étrangères à Pékin et l'ouverture au commerce étranger de l'intérieur du pays. Si l'on n'allait pas au fond des choses on jugerait stupide la conduite des Chinois repoussant deux demandes qui conciliaient à la fois les intérêts de la Chine et des puissances. On pourrait croire que les Chinois ont montré trop de défiance envers deux formules de si belle apparence. Mais l'examen des faits permet de constater que la présence à Pékin des ministres étrangers n'était pour eux qu'un moyen de multiplier leurs demandes de concessions et à l'occasion de mettre en tutelle la cour de Pékin. On n'ignore pas non plus que le commerce à l'intérieur avait plutôt en vue la contrebande et le trafic de l'opium. Nous sommes donc parvenus à quatre résultats positifs par la libre discussion des documents que nous pouvions avoir entre les mains.

Il faut aussi ne pas laisser de côté la mauvaise direction imprimée au gouvernement chinois par les nobles Mandchous. Par leur ignorance et leur duplicité ils ont eu une grande part dans la complication des choses et dans la production des malentendus. Grâce à la faiblesse de l'empereur et à son inaptitude pour le pouvoir, les mandarins défiants employaient les ruses et formaient les complots aussi bien pour la politique intérieure que pour l'extérieure. A l'heure de l'invasion étrangère où personne ne réussit à ramener les étrangers à la paix leur mandarin, Ki-Ying, prétendit qu'il les avait dupés et qu'il pourrait les duper encore. Seulement au lieu de les duper il s'était contenté de céder à toutes leurs exigences. Bien mieux, en 1860, c'était lui-même qui était dupé par les étrangers. La chute de la maison mandchoue qui a eu lieu en 1911 se serait produite après 1860 si des hommes d'Etat éminents, Tsen-Kao-Fou, Li-Huan-Chang, n'avaient pas été là pour rétablir l'ordre dans le pays.

L'état du peuple chinois était alarmant, il était comme la proie de tous : des étrangers, des Taïpings et aussi de la dynastie mandchoue. L'idée d'une révolution ne manqua pas de se faire jour même après la répression des rebelles. Lorsque les doctrines démocratiques de Locke, de Rousseau pénétrèrent en Chine, l'enthousiasme qu'elles firent naître amena les Chinois à abandonner les doctrines traditionnelles de Confucius. Désormais la civilisation européenne marquera de plus en plus sur les esprits en Chine et les intellectuels d'Orient s'entendront de plus en plus facilement avec ceux d'Occident malgré les antipathies que les diplomates et les missionnaires continuent à faire naître chez le peuple chinois.

Vu et admis à soutenance, le 15 Mai 1923,

Le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,

FERDINAND BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

A. — Documents officiels.

1° *En langue chinoise :*

Documents aux archives de ministère des Affaires étrangères à Pékin.

Traités entre la Chine et les diverses puissances, tarifs des douanes et des réglemens par les autorités. (Canton 1871).

Recueil méthodique des dispositions et des précédents diplomatiques, par Li-Huang-Chang. (Changhai 1901).

Recueil des proclamations, décrets, etc., au sujet du christianisme (1635-1890).

Annuaire chronologique de la Cour.

Les rapports de Sen-Ka-Lin-Sin, relatifs aux affaires de 1860.

2° *En langue française :*

Livre jaune concernant la mission du baron Gros en Chine, 1 vol., Paris, 1861.

Livres jaunes relatifs aux affaires de Chine en 1860-1862, Paris,.

Documents statistiques officiels sur l'empire de Chine, traduit du chinois par Pauhier, Paris, 1841.

Programme d'une mission en Chine, fait et adressé par A. S. Bellé à M. Thiers, le 19 mars et le 16 avril 1840, Paris, 1842.

Instructions générales données aux délégués du commerce de la mission française en Chine. (Revue de l'Orient III°, 1844).

Documents sur le commerce extérieur : Chine n° 12, Paris, 1847.

Mission commerciale en Chine. Rapports sur les échantillons de l'industrie cotonnière de France, par Haussmann, Paris, 1846.

Mission commerciale en Chine. Rapports sur les échantillons de la fabrique de Reims, par Natabi Rondot, Paris, 1846.

Notice sur quelques unes des plantes textiles de Chine, par Rondot, Reims, 1846.

Mission commerciale de Chine. Rapport sur les étoffes de laine française convenables pour la Chine, par Rondot, Paris, 1847.

Mission commerciale en Chine. Industrie des soies et soieries, par Hedde, Lyon, 1847.

Mission commerciale en Chine. Rapport sur les échantillons des soies et des soieries de France, Hedde, Paris, 1846.

Mission commerciale en Chine. Rapport sur les échantillons de l'industrie parisienne, par Renard, Paris, 1846.

Commerce européen en Chine, par Lavollée. (Revue de l'Orient et de l'Algérie, IV°, 1848).

3° *En langue anglaise :*

Hongkong Colonial Ordinances 1844 by authority, Hongkong. Hongkong Consular Ordinances (1845-51).

A Digest et Index of all ordinances of the Hongkong gouvernement (jusqu'en 1849), by W. Tarrent.

The Ordinances of the legislative Council of the Colony of Hongkong : Concise edition from the year 1844, to the end of 1890, by A.-J. Leach, 2 vol., Hongkong, 1891-92.

Laws of the colony of Hongkong, 1841-54.

Rapports on the Island of Hongkong, by R. Montgomery Martin (Blue Books 1847. App. n° 3 pp. 445 et seq.).

Statements et suggestions regarding Hongkong, addressed to the Hon. F. Scott M. P. London, 1850.

Further suggestion London, 1851.

Value of British Produce et Manufactures exported to Hongkong, from 1834 to 1863. London 1864. Monies received from Chinese authorities. Parliamentary Papers 1842, p. 364.

China. Sums paid and received on the account of the war, p. 264.

China. Estimate of sum required to be noted in the year, 1843, p. 468, II.

China (opium). Estimate of compensation due to the Holders of opium, p. 468, IV.

Foreign Trade, Inland or transit, duties of 1844, p. 575.

Trade at the Ports of Canton Amoy and Cchanghaï for 1844, p. 647.

East India and China, Bullion imported and opium sold 1846, p. 318.

Chinese Labourers. Papers relating, p. 323.

China. Account relating to Debts due by Chinese merchants, p. 541.

Commercial Relations with China. Report from select Committee (with plans), 1847, p. 654.

Trade of China. Returns of, p. 794.

China. Return of the Trade of the various ports for 1846, p. 812.

Canton and Hongkong Return of the trade at 1848, p. 928.

China. Papers relative to commercial relation with, 1849, p. 929.

China Trade. Returns of, 1847-8, p. 1.119.

China Returns of trade of various ports in 1849, p. 1.286.

Chinese Immigration. Despatches relating to, 1852, p. 986.

- Emmigration from China. Correspondence with the superintendant of British trade, 1852, p. 1.686.
- Foreign Settlements at Changhaï-Correspondance, 1853, p. 1.792.
- Smuggling in China-Correspondence, 1857, p. 2.189.
- China and Japan. Correspondence relative to Elgin Missions in 1858, p. 2.571, 1859.
- China. Correspondance relative to affaires in. (April 28 to May 20 1858), 1860, p. 94.
- China. Correspondence 1859-60, p. 2.754.
- Chinese expedition 1859-60 vote of credit, 1860, p. 97.
- China. Correspondance with Bruce, 1860, p. 2.606.
- China. Expedition up the Yangtseukiang, 1861, p. 2.777.
- China. Correspondence respecting opening of Yangtseukiang, 1861, p. 2.840.
- China. Papers relating to Rebellion, 1862, pp. 2.776, 2.992, 3.038, 3.104, 4 vol.
- China war (votes of credit). Accounts relating to, 1863, p. 175.
- China. Account relating to Delts due by Chinese merchants, 1863, p. 465.
- China Indemnity. Sums received on account of, 1863, p. 513.
- China and Hongkong. Annual value of Exports to, 1834-63, 1864, p. 281.
- Opium. Return of Opium exported to China from central India via Bombay since the year 1830 and from Bengal, 1865, p. 94.
- China n° 1 (1865). Foreign Customs Establishments, 1863, p. 3.509.
- Commercial Reports from Consuls, 1865, 2 vol., pp. 3.510, 3.576.
- Commercial Reports in 1864, 3 vol., pp. 3.587, 3.707, 3.740 (1865).

Coolie Emmigration (Mémorial to the gouvernement of Hong-kong, 1868, p. 328.

China (n° 11). Abstract of trade and Customs Revenue statistics 1848-68 (1868-9), p. 4.097, X°.

Revision of the Treaty of Tientsin, 1869, 4 vol., p. 4.097 XI°, p. 23, n° 1, p. 58, n° 4, p. 80, n° 6.

B. — Publications périodiques.

1° *En langue chinoise :*

Pekin-Gazette.

2° *En langue française :*

Toung-Pao.

Revue asiatique.

3° *En langue anglaise :*

The Hongkong Gazette May 1st 1841 (tous les 15 jours).

The Friend of China March 17th 1842 (hebdomadaire jusqu'en 1859).

The Overland friend of China August 10th 1845.

The China Mail (hebdomadaire).

The Daily Press.

North China Herald.

The China Telegraph.

C. — Ouvrages généraux.

1° *En langue française :*

ALLIES. — Les troubles de Chine et des missions chrétiennes, Paris (1901).

H. BEGOUEN. — La France et l'Angleterre en Chine, en 1860, Paris, 1891.

- BAUDEZ. — Conditions juridiques des étrangers en Chine.
Thèse en 1913.
- BALLERO. — Ouverture de la Chine à l'influence française, au cours du XIX^e siècle. Thèse en 1902.
- BOELLE. — Le protectorat des missions catholiques en Chine et la politique de la France en Extrême Orient, Paris, 1899.
- BEZIAT. — Campagne de Chine en 1860, Paris, 1903.
- BAZONCOURT. — Les expéditions de Chine et de Cochinchine en 1857, Paris, 1862.
- BLONDEL. — Relation de l'expédition de Chine en 1860 (avec carte).
- CHOLLOT. — Intérêts industriels français en Chine.
- COLOMER. — Industrie minière en Chine.
- CORDIER. — Conférence sur les relations de la Chine avec l'Europe.
- Bibliotheca sinica, 5 volumes.
 - La première légation de France en Chine (1847), Leide, 1906.
 - L'origine des douanes maritimes chinoises.
 - L'origine de deux établissements français en Chine.
 - L'histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales, 3 volumes, Paris, 1902.
 - L'expédition de Chine de 1857-58, Paris, 1905.
 - L'expédition de Chine de 1859-60, Paris, 1906.
- COULING. — Encyclopédia sinica.
- COUCY (Marquis de). — Souvenirs de Chine, 3 volumes, Paris, 1900.
- L'empire du Milieu, Paris, 1860.
- CALLERY (J.-M.). — Journal des opérations diplomatiques de la légation française en Chine, Macao, 1845.
- DELMAS. — Les douanes impériales chinoises. Thèse, 1902.
- DAUTREMER. — La grande artère de la Chine, Paris, 1911.
- La Chine pour tous : Histoire, population, administration, traités avec la France, Paris, 1905.

DRIAULT. — L'Extrême Orient, Paris, 1911.

FAUVEL. — Les bases navales en Chine.

— Le commerce des ports nord de la Chine.

— La société des étrangers en Chine, Paris, 1889.

— L'histoire de la concession française de Changhai, Paris (1899).

GIRARD. — France et Chine, 2 volumes, Paris, 1869.

GUASCO. — L'église catholique et la liberté religieuse dans l'empire chinois.

GUIMET. — Conférence sur la Chine, Rouen, 1898.

GUÉRET. — Etude de divers procédés de l'action politique des puissances en Chine, Paris, 1907.

GESTIN. — Le traité d'amitié et de commerce avec la Chine en 1844 et l'expédition de Basilan.

HOU. — Les conventions sino-russes. Thèse, 1918.

HUC (L'abbé). — Histoire du christianisme en Chine, 3 volumes.

HÉRISSON (Comte d'). — L'expédition de Chine en 1860.

JOLY. — Le christianisme et l'Extrême Orient, Paris, 1907.

LACÔTE. — Notes sur les ports chinois ouverts au commerce étranger.

LAUNAY. — Histoire des missions de Chine (Koungtoug), Paris, 1903.

— Histoire des missions de Chine (Kounsi), Paris, 1908.

LAUNAY (C.) et von DE LINDON. — Expansion coloniale des peuples européens en Chine.

LUREUX. — Notre politique en Chine.

MAILLAND. — De l'influence française en Chine au point de vue historique et économique.

MADROLLE. — Chine du sud et de l'est, Paris, 1904.

— Historique de la Chine, Paris, 1904.

— L'empire de Chine (Haï-Nan et la côte continentale), Paris, 1900.

- Chine du nord et de l'ouest, Paris, 1904.
- La hiérarchie catholique en Chine, Changhai, 1914.
- MOGES (Marquis). — Souvenirs d'une ambassade en 1857-58, Paris, 1860.
- PELLIER. — L'Europe et la Chine.
- PIOLET (J.-B.) et Ch. VADOT. — La religion catholique en Chine, Paris, 1905.
- LAFFITTE (Pierre). — Considérations générales sur l'ensemble de la civilisation chinoise et sur les relations de l'Occident avec la Chine, Paris, 1861.
- RECLUS. — La Chine et la diplomatie européenne, Paris, 1900.
- L'empire du Milieu, Paris, 1902.
- SOUPLE. — Les droits conventionnels et étrangers en Chine.

2° *En langue anglaise :*

- AUSTEY (T.-C.). — Crime and government at Hongkong, London, 1859.
- ALLGOOD. — China war in 1860, London, 1901.
- BOWKING (Sir John). — Auto-biographical recollections, London, 1877.
- BEREFFORD. — The Break up of the Chinese Empire, London, 1899.
- BOULGER. — The History of China, 2 volumes, London, 1898.
- The Life of sir Halliday Macartney, London, 1908.
- CHIN CHU. — The Tariff Problems in China, New York.
- COOKE (V.-W.). — China in the 1857-58, London, 1858.
- CHEN. — The system of taxation in China in the Tsin Dynasty, New-York.
- DAVIS, (J.-F.). — China during the war and since the peace, London, 1852.
- DAVENPORT. — China from within : Opium Fallacies and Missionary Mistakes, London, 1904.

EAMES (J.-P.). — The English in China (1600-1843), London, 1909.

— Europe in China : The History of Hongkong to the year of 1882, Hongkong, 1895.

ESTES. — Christian Missions in China, Baltimore, 1895.

FOSTER (J.W.). — American Diplomaty in the Orient, Boston, 1904.

HOPE (G.). — Incidents in the China War of 1860 ; compiled by H. Knollys.

GUNDRY. — China present and past Foreign intercourse ; progress and ressources the missionary questions, London, 1895.

GILES. — China and the Mandchus, Cambridges, 1912.

GERNIGON (T.-R.). — China in law and Commerce, New-York, 1905.

— China's Business Methods and Policy, London, 1904.

— The History of Banking in China.

KRAUSS. — China in its Decay.

Ko (Willington). — The Status of Aliens in China.

LEAVEN WORTH (Ch.-S.). — The Arrow war with China, London, 1901.

LINDLEY. — The History of the Taipings Revolution, 2 volumes, London, 1866.

LOCH (H.-B.). — Personal Narrative of Occurances during Lord Elgin's second Embassy to China 1860, London, 1900.

MECGOWAN (G.). — The Imperial History of China (from Chinese sources), Changhaï, 1906.

MARTIN (R.-M.). — China Political ; commercial, and social, 2 volumes, London, 1847.

MAYERS (W.-F.). — The Chinese Governement, Changhaï, 1878.

- MILBURNS (W.). — Oriental Commerce, London, 1813.
- MONTALTO DE JESUS. — Historic Changhaï, Changhaï, 1909.
- Historic Macao, Macao, 1905.
- MOORE (J.-B.). — A Digest of International Law, Washington, 1906.
- MORSE (H.-B.). — The Trade and Administration of China, London, 1909.
- The International relations of the Chinese Empire, 3 volumes, London, 1918.
- MORRISON (J.-R.). — The Chinese Commercial Guide, Canton, 1848.
- MAC GOWAN. — A History of China from the Earliest days down to the present, London, 1897.
- MAYERS (F.). — Treaties between the Empire of China and Foreign Powers.
- NORTON KYSHE. — History of the laws and courts of Hongkong, London, 1898.
- OLIPHANT (L.). — Narrative of the Earl of Elgins's missions to China and Japan in 1857-59, 2 volumes, Edinburgh, 1860.
- PARKER (E.-H.). — China : Her history Diplomacy and Commerce, London, 1901.
- China past and present, London, 1903.
- POTT (H.). — A Sketch of Chinese History, Changhaï, 1908.
- PRATT. — The Christianising of China, London, 1915.
- Records, China centenary missionary conference held at Changhaï, Changhaï, 1907.
- SCARTH (J.). — Twelve years in China, Edinburgh, 1860.
- SMITH. — Visit of the Each of the consular cities of China in 1844-46, London.
- European settlements in the far East, London, 1900.

SWINHOL (R.). — Narrative of the north China campaign of 1860, London, 1861.

SARGENT. — Anglo-Chinese commerce and diplomacy, Oxford, 1907.

TYAU. — The legal obligations arising out of treaty relations between China and other states, Shanghai, 1915.

WOLSLEY (G.-J.). — Narrative of the war with China in 1860, London, 1862.

WILLIAMS. — The Middle Kingdom, London, 1897.

TABLE DES MATIERES

Introduction	3
<i>Première partie.</i> — Les conséquences du premier traité .	11
Chapitre premier. — Les premiers traités. — Clauses diverses	12
Chapitre II. — Le commerce et les douanes de 1842 à 1856.	23
Chapitre III. — L'évolution de Hong-Kong et de Macao de 1842 à 1856	35
Chapitre IV. — L'évolution des cinq ports ouverts de 1842 à 1846	48
Chapitre V. — Le Christianisme de 1844 à 1856. — Les Tai-Pings	58
Conclusions	72
<i>Deuxième partie.</i> — Les tentatives de révision des traités.	
La guerre de 1858	77
Chapitre premier. — Les premières tentatives de révi- sion. - Causes profondes et prétextes de la guerre	78
Chapitre II. — Veille d'expédition. — En Europe. — Devant Canton.	90
Chapitre III. — La guerre de 1858	101
Chapitre IV. — Les négociations et les traités de Tien-Tsin	118
Chapitre V. — La conférence de Changhaï	132
<i>Troisième partie.</i>	139
Chapitre premier. — Les affaires de Tankou.	140
Chapitre II. — Les événements en Europe et en Chine après les affaires de Tankou	155
Chapitre III. — Les ambassadeurs à Tientsin.	169
Chapitre IV. — Les ambassadeurs à Péking	189
Conclusions	195
Bibliographie	203



